

Établissement de Belfort

2061707/7  
(1940-1945)

Dégâts matériel par faits de guerre.

A 28-G 3

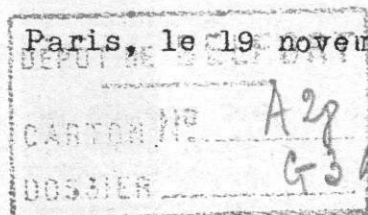
a. Delgats - Réparations



S.N.C.F.

Service Central  
du Personnel2ème Division  
Réf.: Pc 3985

Paris, le 19 novembre 1940



XIII

MM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions  
 MM. les Directeurs des Services Centraux  
 MM. les Secrétaires Généraux des Compagnies

copie donnée: A2102a

Afin de permettre la réparation des immeubles qui ont subi, du fait des hostilités, des dommages limités dont la remise en état peut être effectuée rapidement, le Gouvernement a décidé:

1°- par une loi du 5 août 1940, de prendre en charge une partie des frais de réparation des dits immeubles. Le montant des allocations susceptibles d'être accordées aux propriétaires des immeubles ci-dessus désignés ne pourra excéder la moitié des frais de réparation, ni la somme de 50.000 f. La même loi stipulait que les demandes en vue de bénéficier de ces dispositions devraient être adressées aux Pouvoirs Publics avant le 31 décembre 1940.

2°- Une seconde loi, en date du 11 octobre 1940, complétant et modifiant la précédente, a fixé désormais la participation maximum de l'Etat à 90 % pour les dépenses de reconstruction pouvant atteindre 100.000 f. et à 75 % pour celles de la tranche comprise entre 100.000 et 300.000 f. Cette dernière loi vise non plus seulement la réparation immédiate des dommages limités, mais la reconstruction éventuelle d'immeubles complètement détruits. Pour bénéficier de ces mesures, les sinistrés doivent adresser leur dossier au représentant local du Commissaire Technique spécialement chargé de la reconstruction immobilière.

Ce représentant siège dans chaque département. Il étudie le dossier et notifie sa décision aux intéressés. Pour chaque ville ou Région, le Commissaire Technique fixe, en même temps que la date d'ouverture de la période de reconstruction, les droits des propriétaires sinistrés. Un premier acompte de 1/10 est versé aux propriétaires au début de l'exécution effective des travaux.

Les allocations qui auraient été demandées et obtenues au titre de la loi du 5 août 1940 seront imputées sur les indemnités prévues par la loi du 11 octobre 1940 et resteront acquises à leurs bénéficiaires dans leur intégralité.

Il vient d'être admis que ceux de nos agents qui ne disposeraient pas de fonds suffisants pour parer la subvention de l'Etat dans les dépenses nécessitées par la reconstruction totale ou partielle de leur immeuble pourront solliciter l'aide financière de la S.N.C.F. qui leur accordera des prêts ou avances immobilières dans la limite des crédits ouverts, chaque année, à cet effet.

....

Copie à MM. NARPS, WISDORFF, RIDET, JOUFFROY.

Aux agents qui auront déposé une demande conformément à la loi du 5 août 1940, il pourra être alloué une somme au plus égale à la part contributive de l'Etat, soit 50 % des frais de réparations immédiates consignés sur le devis établi à cet effet et approuvé par le Service des Ponts et Chaussées.

Ils seront tenus de rembourser à la S.N.C.F., dès qu'ils l'auront touché, le complément de la contribution de l'Etat auquel ils peuvent prétendre d'après la loi du 11 octobre 1940.

Les agents qui, se référant à cette dernière loi, recevront de l'Etat la part récemment fixée à 90 % ou 75 % des dépenses de reconstruction suivant les conditions indiquées ci-dessus, pourront respectivement obtenir de la S.N.C.F. les 10 ou 25 % de leur montant qui leur manqueront pour la réfection ou la reconstruction de leur maison d'habitation.

Les taux d'intérêt pratiqués seront ceux de l'I.G. n° 27 et la durée du prêt devra être écourtée le plus possible.

Vous voudrez bien adresser au Service Central du Personnel, dans la forme habituelle, les demandes de cette nature qui vous parviendront. Elles seront accompagnées des pièces justificatives du montant des dépenses servant de base à l'évaluation du montant du prêt demandé par chaque agent.

M. WISDORFF

23.11.40

Signé: JOUFFROY

Le Directeur du Service Central P

Signé: BARTH

MT/E

Bureau du Personnel

N° 317 PT.40/2

Monsieur

Pour gouverne.

27 Novembre 1940

Ces demandes me seront transmises dans la forme habituelle, accompagnées de toutes justifications utiles.

Le Chef du Service  
/ du Matériel & de la Traction

*H. Chlechy*

*à l'adm  
M. J. J. J.  
F. J. J. J.*

3 DEC. 1940



A<sup>n</sup> 4<sup>e</sup>

12  
N. L. 34793

SOCIÉTÉ NATIONALE  
des  
CHAMINS DE FER FRANÇAIS

Service du Contentieux

Bureau Fiscal.  
Dossier N° 104 Sol

DÉPÔT DE BELFORT  
CARTON N° 128  
DOSSIER 1032

2<sup>e</sup> Arrondissement de Tranchon  
PARIS, le 30 Septembre 1940

Carton N°

Dossier

Monsieur le Chef du Service du Matériel  
et de la Traction de la Région de l'Est.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'une note récente de l'Administration des Contributions Directes prévoit la remise des divers impôts directs aux propriétaires d'immeubles, dans le cas de destruction de bâtiments ou de cessation de commerce.

En vue de me permettre d'obtenir les remises auxquelles nous pouvons avoir droit, je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître quelles sont éventuellement les installations de votre Région (ateliers, parcs) démolies en totalité ou partiellement ou dont l'activité a complètement cessé pendant le délai d'un mois au moins depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 1940.

Dans ce dernier cas, vous voudrez bien m'indiquer les dates extrêmes de l'interruption d'exploitation.

Le Chef adjoint du Contentieux,  
Signature.

-----

N° 10473

Copie à MM. LECOCHE  
SAUCHY  
BAILLEUL (PARIS)

Suites connues (6 j.)

Signé: STENHFF.

2 OCT 1940

*Mentionner le chef de dépôt  
me renseigner pour le logement  
p. le chef s'arranger*

10.40

*à quel*  
*[Signature]*

*à financer*  
*Repondre le 9.10.40*  
*Installation*  
*hydraulique*  
*de Javel*  
*abandon*

OS Monsieur le Chef d'Arrondissement à : Vesoul.

Prière de me faire connaître le plus tôt possible, les éléments de réponse à adresser au Service du Contentieux.

3/10/40

Le Chef de la Division  
de la Traction

*[Signature]*

OS/8

DÉPÔT DE BELFORT

CARTON N°

A28

DOSSIER

G3

a

A28H

PARIS, le 6 août 1940

Arrondissement de Vesoul

Monsieur le Chef d'Arrondissement

à VESOUL,

N° 247 692

N° 247 692

rapport  
ajouté  
du 13.8.40

Je vous prie de m'indiquer les dégâts qui ont été  
causés aux Dépôts de votre Arrondissement et de me faire  
connaître l'importance des réparations à effectuer et, en  
particulier le cubage des matériaux nécessaires aux reconstruc-  
tions.

Reponse pour le 20

Le Chef de la Division  
de la Traction

Monsieur le Chef de dépôt à Belfort

Reponse pour le 19.8.40, d'entente

Il y a lieu, avec le Service **REVB**

Vesoul, le 9 août 1940

Le Chef d'Arrondissement,

*celle-ci*

M. B

Je crains qu'il n'y a qu'a Belle  
M. Farret a vu

*[Signature]*

*[Signature]*



S.N.C.F.

Paris, le 25 Janvier 1941.

MT/E

Bureau du Personnel

N° 13 P.41/3.

Monsieur (Chefs d'Arrondissement)

Je vous prie de me faire connaître le plus rapidement possible si de  
des agents prisonniers, mis en congé de travail et appartenant à votre  
Arrondissement, ont été réaffectés à la zone non occupée.

Deux cas sont à distinguer éventuellement:

- 1° - ceux qui ont pu se produire officiellement;
- 2° - ceux relatifs à des prisonniers en congé de travail, qui ont dis-  
paru et ont fait l'objet d'un bulletin de congédiement à la suite  
de leur disparition.

P.Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,  
Signé:

Monsieur le Chef d'Arrondissement à VESOUL,  
Renseigner le plus tôt possible et directement le bureau du per-  
sonnel. M'adresser copie.  
28.1.41.

Le Chef de la Division de la Traction,  
Signé: DAUCHY.

Monsieur le Chef de Dépôt à Belfort,

Renseignements par courrier.

29.1.41.

P.Le Chef d'Arrondissement,

le 30-1-41 état neutre  
à 30-1-41

réponse

Paris, le 7 février 1941

4287  
DÉPÔT DE BELFORT

DART N°

A28

DOSSIER

43a

Monsieur le Chef d'Arrondissement  
à BESON

N° 251.109  
Dépôt de Belfort  
cette question est, je pense, terminée, me la  
confirmer pour le  
25 courant  
18-41 p. le chef's an d.  
Objet - Indemnités pour pertes subies.  
(Lettre N° 2933 du 29.3.40 de M. le Directeur de  
l'Exploitation)

Ci-dessous copie d'une communication N° 28.618 du  
8.2.41 de M. le Chef du Service :

"Voudriez-vous inviter le dépôt de A..... à liquider  
rapidement les demandes de l'espèce qu'il pourrait encore possé-  
der. Cette question devrait être maintenant terminée."

Prière d'en prendre note.

Le Chef de la Division  
de la Traction

d/n  
19/2/41

Reçu -  
Réponse le 24.2.41

10 FEV 1941

Reçu -  
le 24.2.41  
MP



D.R/E

29.5.41

Question dont la mise à l'ordre  
a été demandée par la Délégation

33ème question

DÉPÔT DE BELFORT  
CARTON N° 1861  
DOSSIER

Octroi aux ayants droit et en particulier aux agents du Dépôt  
de Reims du secours de 500 f. versé aux sinistres.

A { (Il conviendra d'indiquer le montant des secours versés  
par application de l'ordre régional N° 52 du 17 mai 1940 et  
de la Note Générale - Série Personnel N° 2A2 du 23 Novembre  
1938).

MT

Bureau du Personnel

N° 234 P.41.Mr.

.5.41

Prière de me confirmer que, conformément à mes  
communications 110117 du 12 Mars 1941 et 110214 du 2 avril  
1941, les secours accordés en vertu de l'Ordre Régional  
N° 52 et qui n'avaient pu être payés en raison des événements,  
ont maintenant été versés aux intéressés.

P. le Chef du Service  
du Matériel & de la Traction  
signé : MONET

Monsieur PELLETIER,

Me renseigner pour le 3 Juin au plus tard en ce qui  
concerne A.

P. le Chef du Service  
du Matériel & de la Traction  
signé : MONET.

MONSIEUR LE CHIEF DU PERSONNEL

Renseignements d'urgence

Dépôt de Belfort  
me confirmer : par retour, que tous les  
secours accordés ont été payés.

P. le chef d'arrond.

6 Juin  
Spec. Par. May  
Répondre le 6 Juin 1941  
Répondre avant  
le 6.5.41

Service Central  
du PersonnelMM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions,  
MM. les Directeurs des Services Centraux.2<sup>e</sup> Division  
Réf. N° 70481- Objet de la présente note.

Par la loi du 11 Octobre 1940, modifiée, complétée et codifiée par celles des 10 Février 1941, 12 Juillet 1941 (loi N° 3087) et 7 Octobre 1942 (loi n° 908) ainsi que par la Loi du 9 Février 1941 modifiée par celle n° 3088 du 12 Juillet 1941, les Pouvoirs Publics se sont préoccupés de venir en aide aux propriétaires de maisons endommagées du fait d'actes de guerre.

La présente note a pour objet de faire connaître aux agents sinistrés par suite d'événements de guerre et aux Services susceptibles de les renseigner quelles sont les dispositions dont ils peuvent éventuellement bénéficier.

Elle tient compte des derniers textes de lois parus à ce sujet et doit se substituer à l'article qui a été publié sur cette question dans le N° 56, en date du 16 Octobre 1942, des "Renseignements Hebdomadaires SNCF".

II- DROITS des PROPRIETAIRES SINISTRES

a) Réparations d'urgence - La Loi du 9 Février 1941 tend à faciliter la réparation rapide des immeubles bâtis qui ont subi ou qui subiront des dommages partiels ou de ceux qui, totalement détruits, seront reconstruits partiellement, à condition que les frais de réparation restent inférieurs à 100.000 frs.

Le montant des allocations susceptibles d'être accordées aux propriétaires de ces immeubles ne pourra excéder la moitié des frais de réparations diminués d'un abattement fixe de 500 frs, ni la somme de 50.000 frs.

Les allocations reçues à ce titre viendront en déduction de celles dont pourraient bénéficier par la suite les propriétaires sinistrés.

Après révision de leur dossier, ceux-ci ont, en effet, la faculté d'opter pour la liquidation immédiate de la participation de l'ETAT calculée sur la base des 2/3 des frais de réparations réellement effectuées. Cette participation est portée aux 3/4 lorsque le propriétaire ne possédait qu'un seul immeuble ou habitait avec sa famille, comprenant 3 enfants, l'immeuble endommagé. Dans ce cas, l'option exercée est formelle et définitive.

Si les travaux d'urgence à exécuter pour la conservation de l'immeuble nécessitent une dépense supérieure à 100.000 frs, les dispositions de la Loi du 21 Octobre 1940 deviennent alors applicables.

b) Reconstruction ou travaux définitifs de réparations d'un coût supérieur à 100.000 frs. La loi du 11 Octobre 1940 et les lois subséquentes sur la matière visée ci-dessus ont réglé la situation des propriétaires sinistrés qui peuvent, dès à présent, entreprendre la reconstruction de leurs immeubles totalement ou partiellement détruits.

L'Etat participe aux dépenses de reconstruction sur la base du coût normal de reconstruction d'un immeuble d'une surface utilisable et d'une destination semblable à celle de l'immeuble détruit.

Le coût normal est fixé en tenant compte des conditions économiques régionales et des habitudes locales par le Commissaire à la Reconstruction sur la proposition de son délégué Régional.

Ann. n° 2401 du 15-9-43

.....



Les intéressés peuvent recevoir, à leur gré, et sur les conseils éclairés du délégué régional du Commissaire à la Reconstruction :

- une subvention forfaitaire égale aux  $2/3$  du montant des réparations diminuée d'un abatement fixe de 500 frs. Ce taux est porté aux  $3/4$  pour les propriétaires appartenant à l'une des catégories visées au § a visé ci-dessus.;
- 80% du devis des réparations, après que ces réparations ont été réellement effectuées;
- 80% du quantum de destruction, déterminé par les Services de la Reconstruction et du coût normal de reconstruction de l'immeuble (et non pas des dépenses réelles de reconstruction).

Dans ces deux derniers cas, pour des immeubles dont le coût normal de reconstruction, évalué au 12 Juillet 1941, aurait été inférieur à 300.000 frs la participation de l'Etat est portée à 90% lorsque le propriétaire remplit l'une des conditions énoncées au § a ci-dessus.

Elle est toutefois, susceptible d'être réduite d'un tiers au plus, en raison, soit de l'ancienneté de l'immeuble détruit, soit de son insalubrité etc.....

En tout état de cause, les propriétaires doivent supporter les frais de réparations inférieurs à 2,50 % du coût normal de reconstruction intégral.

Le Commissaire à la Reconstruction chargé de toutes les questions relatives à la reconstruction et à la réparation des immeubles fixe, pour chaque ville ou pour chaque Région, la date d'ouverture de la période de reconstruction ainsi que les droits des propriétaires sinistrés.

Les propriétaires qui, dans un délai déterminé à compter de la date d'ouverture de la reconstruction feront connaître leur décision de ne pas reconstruire recevront une indemnité d'éviction égale à 30% du montant qui aurait pu leur être attribué s'ils avaient fait reconstruire un immeuble équivalent.

### III- PAIEMENT DES ALLOCATIONS DE L'ETAT.

Dans le cas des réparations de conservation visé à l'art. I, §a) le paiement a lieu en 2 fois :

- une moitié au commencement des travaux,
- l'autre moitié lorsque 75% des travaux sont exécutés et que 50% sont réglés.

Dans celui de reconstruction ou de réparations définitives, visé à l'art. I §b), il est versé un premier acompte de 10 % dès le commencement effectif des travaux. Des acomptes successifs de 25% sont ensuite versés aux propriétaires en tenant compte de l'avancement des travaux ou, le cas échéant, des approvisionnements constitués.

Le Crédit National est chargé d'opérer les versements :

- sur virement bancaire ou chèque postal, si le montant dépasse 5000 frs.
- par mandat dans le cas contraire.

### IV- CONSTITUTION DES DOSSIERS.

Pour obtenir le bénéfice des allocations prévues à l'art. II le propriétaire sinistré doit s'adresser:

- pour Paris et le département de la Seine, au Commissariat à la Reconstruction Immobilière, 45 Avenue Georges V à PARIS (8°)
- pour les départements : au délégué régional du Commissaire technique à la Reconstruction qui réside au chef-lieu du département.

Le propriétaire sinistré doit remplir une demande de subvention pour

.....

dommages immobiliers et un état ~~descriptif~~ descriptif du bâtiment endommagé. Les imprimés nécessaires lui seront délivrés sur sa demande, soit par les organismes sus-visés, soit par les Mairies.

Le dossier doit, en outre, comprendre les pièces justificatives énumérées à l'annexe I ci-jointe.

#### V - FACILITES D'EMPRUNT ACCORDEES PAR L'ETAT

Indépendamment de la participation de l'Etat prévue ci-dessus, les propriétaires de maisons endommagées peuvent obtenir du Crédit Foncier de France, 19, Rue des Capucines à Paris, des facilités d'emprunt pour payer la différence entre la subvention de l'Etat qui leur est accordée et le montant du coût des réparations ayant servi de base à la fixation de ladite subvention, lorsqu'ils ne disposent pas des fonds nécessaires.

Ces facilités sont de deux sortes :

1°)- Avances à court terme, à un taux d'intérêt égal au taux d'escompte de la Banque de France augmenté de 0,75 % pour une durée de 3 ans.

L'avance peut être convertie en un prêt de consolidation remboursable en 27 années, à un taux d'intérêt inférieur à 4,5 %.

2°)- Un prêt direct remboursable en 30 ans, à un taux d'intérêt inférieur à 4,5 %.

Pour toute ouverture de crédit (avance ou prêt) il est procédé à une inscription hypothécaire dont les frais, réduits de moitié s'élèvent néanmoins à environ 3,5% du montant du prêt.

Le Crédit Foncier ne tient pas, en principe, à consentir des prêts inférieurs à 10.000 frs.

La remise des fonds n'est effectuée qu'après accomplissement des formalités hypothécaires ce qui demande au minimum 3 mois et sur production d'une pièce constatant que les travaux de réparation sont commencés.

#### VI- FACILITES D'EMPRUNT ACCORDEES PAR LA SNCF.

L'allocation accordée par l'Etat ainsi qu'il est indiqué au § 2 ci-dessus pourra être complétée par une avance immobilière ou un prêt hypothécaire de la SNCF accordé dans les conditions fixées au Titre III du Fascicule XIII du Règlement du Personnel.

-----  
Cette Note annule ~~et~~ la Note P. 3.985 du 19 Novembre 1940.

Signé : BARTH.

Copie à M. WISDORFF.

Paris, le 6-9-43

Signé : MONET.

-----  
Paris, le 11-9-43

SNCF - MT/E

-----  
PERS

MM. les Chefs d'Arrondissement.....

-----  
N° 132 Pb.2

Pour gouverner et faire porter ces renseignements à la connaissance des Etablissements de votre Circonscription qui auraient eu ou pourraient avoir des agents sinistrés.

Le cas échéant, il conviendrait de me transmettre ces demandes dans la forme habituelle des avances accompagnées des justifications utiles.

La Note P. 3985 du 19-11-40 a fait l'objet de mon transmis n° 317 PT du 27-10-40.

P) Le Chef du Service MT,  
Signé : KEUFFER.

.....



A N N E X E I

Domages immobiliers .

Pièces justificatives à joindre à la demande d'allocation :

A - PIÈCES D'ÉTAT-CIVIL.

- 1°) Ménage légitime : extrait de l'acte de mariage
- 2°)- Femme divorcée : extraits :
  - a) de l'acte de naissance ,
  - b) de l'acte de mariage portant transcription du jugement de divorce .
- 3°)- Femme séparée de corps :
  - a) extrait de l'acte de mariage,
  - b) expédition du jugement de séparation.
- 4°)- Femme séparée de biens judiciairement :
  - a) extrait de l'acte de mariage,
  - b) extrait du jugement de séparation de biens,
  - c) attestation du notaire liquidateur précisant la date de la liquidation et l'attribution de l'immeuble sinistré.
- 5°)- Veuve - extraits :
  - a)- de l'acte de mariage
  - b)- de l'acte de décès du mari.
- 6°)- Dans tous les autres cas : extrait d'acte de naissance .

B- PIÈCES ÉTABLISSANT LA QUALITÉ DU PROPRIÉTAIRE

- 1°)- les titres de propriété et le contrat de mariage s'il en a été fait un ; ces pièces seront rendues après examen par les Services du Commissariat à la Reconstruction Immobilière ;
- 2°)- un état sommaire des transcriptions aliénatives qui sera délivré par le Conservateur des Hypothèques; pour Paris , 35 , Rue du Plateau (19°

C- PIÈCES JUSTIFIANT DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS

Production de toutes pièces officielles faisant mention de la nationalité française du demandeur.

D- PIÈCES RELATIVES A LA NATURE ET A L'IMPORTANCE DES DOMMAGES .

- 1°- Un constat établi soit à titre énéreux par un officier ministériel ( Notaire, huissier) ou un architecte agréé , soit à titre gratuit sur simple demande de l'intéressé par un agent du Commissariat à la Reconstruction immobilière ;
- 2°)- Un devis détaillé des travaux de réparations nécessaires à la remise en état de l'immeuble ;
- 3°)- Un plan au 1/50.000° permettant de situer l'immeuble par rapport à un carrefour public.

Dépôt de : *Belfort*

Pour les suites le cas échéant.

14-9-43

P) Le Chef d'Arrondissement,

*Amun agent nu  
d'arr pris acte*

*avis no 2401  
du 15.9.43*

*M. R. B. 157*  
*M. L. L. 157*  
*hous avons un  
dimanche je n'ai  
fait ni arrosage  
ni éclairage*  
*15 SEP 1943*



AM/ 11

PARIS, le 9

AVRIL 1941

DEPOT DE BELFORT  
CARTE NO A 28  
DOSSIER G 30

Monsieur le Chef d'arrondissement

VESOU

252 093

OBJET - Indemnités pour pertes subies (Lettre N° 2933 du 29.3.40 de M. le Directeur de l'exploitation).

Par lettre N° 151.107 du 17.3.41, je vous ai invité à liquider rapidement les demandes d'indemnités pour pertes subies par les agents à l'occasion du service au cours de repliement "actif" de la bataille de France.

Je vous prie de faire aviser le personnel que les demandes de l'arrondissement ne seront plus reçues à partir du 15 avril 1941.

Le Chef de la Division  
de la Traction,

Signé:

*Député de Belfort.*

Pour avis au personnel

*P. le chef d'arrond'.*

10.4.41

*de l'arr.  
H. Paris  
Fait avis  
maître note*

11. AVR. 1941

*A. de*

DÉPOT DE BELFORT	
CARTON N°	<i>A28</i>
DOSSIER	<i>G3a</i>

*252591*  
 N° 252591

Objet

Vesoul

Remboursements des  
 pertes subies au  
 cours de repliement  
 actif.

Par communication N° 29095 du 6.3.41, le  
 Chef de Service du Matériel et de la Traction a déci-  
 dé qu'à partir du 15 mai 1941 aucune demande de res-  
 tatement ne sera plus admise pour perte d'objets  
 personnels au cours de la bataille de France.

En conséquence, prière d'aviser vos dépôts  
 pour qu'ils s'abstiennent de transmettre les demandes  
 qui pourraient leur être remises après cette date.

Le Chef de la Division  
 de la Traction.

*Dépt de Belfort*  
*Pour prendre note*  
*P.S.H. p. le chef sans,*

*à l'enc.*  
*pour l'avis*  
*Président*

*10 MAI 1941*

Emargement par:

M<sup>re</sup> Cattin

Barthélet

Musse

Barbuet

Zabiet

Garnier

Fribard

Tradillon

*[Handwritten signature]*



PN

W.V.D. PARIS

E.B.D. Paris-Est

Der Bahnbevollmächtigte  
30 Bbv L 2 Bmas 49

DÉPÔT DE BELFORT

Paris, le 24 Août 1943.

A Monsieur le Directeur de la Région de l'EST  
de la S.N.C.F. à PARIS,

Concerne: Manière de traiter les agents des chemins de fer français.  
Suite à la lettre N°2462 de la Région de l'EST du 16.8.43.

J'ai pris connaissance de votre lettre. Si le Service de la sûreté a tenu, ainsi que vous l'indiquez dans votre lettre, de tels propos, il a dépassé la limite.

Je peux vous donner l'assurance qu'il n'y a aucune raison pour le personnel de s'inquiéter. Le Service de la Sûreté n'approuve pas, sans doute, les propos, s'ils ont vraiment été tenus dans la forme indiquée. Il ne peut donc s'agir que de paroles prononcées par un organe subalterne. Pour qu'à l'avenir, l'emploi de telles expressions ne se reproduise plus et pour éviter les inquiétudes qu'elles ont pu provoquer, je me mettrai en rapport avec le Service de la Sûreté pour lui expliquer qu'il conviendrait d'aviser également les organes subalternes que de telles conceptions ne devront pas être exprimées.

L'arrestation d'otages et la fusillade d'innocents ne seront pas effectuées.

Je n'ignore pas que le personnel français travaille dans des conditions particulièrement difficiles et je suis tout disposé à vous confirmer que j'apprécie en général le travail du personnel français. Je ne peux donc tolérer que des organes qui ne peuvent donner aucune appréciation compétente en matière de chemin de fer puissent semer de l'inquiétude parmi le personnel.

D'autre part, je vous prierais de veiller à ce que notre manière conciliante de traiter les agents n'incite pas le personnel des dépôts à adopter une attitude passive devant les dangers de sabotage.

Il incombe en premier lieu aux chefs des dépôts de faire entrer dans l'esprit de tout leur personnel la conception nécessaire pour assurer le maximum de sécurité.

Même l'agent le plus petit doit être persuadé qu'il ne suffit pas de montrer une soi-disant attitude neutre. Il doit au contraire, en toute façon, collaborer activement, surveiller ses camarades de travail et signaler à ses chefs toutes les irrégularités.

J'ai la conviction que cette manière d'agir répondrait le mieux aux désirs de la S.N.C.F. et, en outre, à la sécurité de votre personnel.

Enfin, je fais spécialement remarquer que les agents de la S.N.C.F. qui expriment par des paroles ou des actes leur désintéressement à une collaboration loyale doivent être sévèrement punis.

Sont également coupables les agents qui, sans avoir fourni une aide active spéciale, ayant eu connaissance de projets de sabotage, ne font pas tout leur possible pour empêcher leur exécution.

Signé: ZEININGER.

Copie à Monsieur WISDOUFF,  
avec prière de donner connaissance à vos Arrondissements et spécialement au Chef de dépôt de Paris-La Villette.

Paris, le 27 Août 1943.

Signé: RENARD.

Com. N°19741 du 30.8.43.  
Les suites.

M.DAUCHY,

Copie à Monsieur le Chef  
d'Arrondissement à... VESOUL;  
31.8.43. P. Le Chef de la DTRA,  
signé: JOUVELET.

Signé: WISDOUFF.

Dépôt de

Pour gouverne.

- 2 SEPT 1943

Le Chef d'Arrondissement:  
Belfort  
Besançon

1000 le 31 oct - 1000 information  
autour de son état - 7 Robillard

16 août 1943.

Monsieur l'O. R. R. ZEININGER  
Leiter de l'E.B.D. Paris-EST,

Ainsi que vos Services en ont été avisés verbalement, notre Chef de dépôt principal de Paris-La Villette a reçu, le 10 courant, à 18 heures, la visite de l'Inspecteur de surveillance allemand qui venait lui faire connaître que la Gestapo venait de l'informer qu'au cas où un acte de sabotage serait commis dans le dépôt de Paris-La Villette, des sabotages seraient pris parmi le personnel et dirigés vers les camps de concentration; il a été indiqué que les sanctions prises pourraient aller jusqu'à la fusillade s'il était prouvé que les sabotages étaient l'oeuvre de cheminots français; notre Chef de Dépôt principal a été invité à informer le personnel de ces mesures.

Permettez-moi d'appeler de la façon la plus insistante votre attention sur les graves inconvénients que comporteraient la mise à exécution des mesures envisagées.

Ainsi que vous le savez, nos agents ont leur service à assurer; ils sont en nombre limité aux besoins stricts; ils ne peuvent se distraire de leur service pour exercer une surveillance qui ne leur incombe pas.

Cette surveillance est rendue d'ailleurs particulièrement difficile par les mesures d'obscurcissement; des exemples récents montrent que malgré les mesures judicieuses prises pour surveiller, autant que possible, un dépôt, on ne parvient pas toujours à empêcher les attentats.

Emprisonner ou fusiller des agents pour le seul motif qu'ils appartiennent à un établissement dans lequel des attentats ont eu lieu serait, à mon avis, une très grave erreur: de telles mesures décourageront complètement les agents en les menaçant de sanctions de la plus haute gravité, pour des faits auxquels ils ne peuvent rien: ce découragement se traduira nécessairement par une réduction de rendement; il est en outre à craindre qu'un certain nombre des intéressés, plutôt que de rester exposés à ce danger sans aucune possibilité de faire quoi que ce soit pour le réduire, préféreront prendre la fuite dans la pensée qu'ils pourront tout au moins, par leurs efforts, chercher à échapper aux dangers non moins grands que présente cette solution.

En résumé, les mesures envisagées auront comme résultat certain une réduction de rendement du personnel rapidement découragé et sans doute le recours, de la part de certains d'entre eux, à des solutions extrêmes regrettables.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien faire part aux Autorités compétentes des considérations qui précèdent; je serais très heureux et serais très reconnaissant si vous pouviez me mettre en situation de faire connaître très prochainement aux agents du dépôt de Paris-La Villette que les mesures envisagées ne recevront pas de suite.

J'ajoute que, considération qui a son importance, le personnel de la Traction est déjà exposé quotidiennement au danger de mitraillage et de bombardement et qu'il semble vraiment peu indiqué d'ajouter d'autres menaces à celles auxquelles les agents intéressés ont fait face jusqu'ici avec une conscience digne d'autres encouragements.

Le Directeur de la Région,  
signé: RENARD.

Copie à Monsieur WISDORFF  
17.8.43.

P. Le Chef des Scs Administratifs,  
signé: VERNIER.

Com. N°19.591 du 20.8.43.

Monsieur le Chef de la DTRA,  
A titre d'information.

P. Le Chef du Service MT,  
signé: DAUCHY.

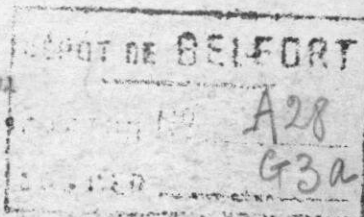
VU. 20.8.43  
Le Chef de la DTRA,  
signé: DAUCHY.



CONFIDENTIEL

DÉCISION

prise par M. le Directeur général  
à la Réunion des Directeurs de l'Exploitation du  
20 Septembre 1943



1.081° - Surveillance.

1° - Il y a lieu de veiller tout spécialement à la surveillance des établissements, en particulier des dépôts et, en cas d'incidents, de faire immédiatement des enquêtes approfondies.

2° - Il y a lieu de veiller à la stricte exécution des instructions concernant le ramassage et le gardiennage des outils des équipes de la voie en dehors des séances de travail.

N° 10429 S.66.

Copie à M. .... DAUCHY,

P. le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,  
signé: DAUCHY.

25.9.43.

Monsieur le Chef d'Arrondissement à VESOUL,  
le Chef de la Division de la Traction,  
signé: DAUCHY.

Dépôt de

Belfort,

Confirmation d'instructions antérieures.

28.9.43.

P. le Chef d'Arrondissement

*Benet*



Paris , le 20-9-43

DÉPÔT DE BELFORT

A 24 RI 1

ce Central  
Matériel

CARTON

A28

G3a

DOSSIER

Monsieur le Chef du Service MT  
Région EST .....

1447/2 - 2380

OBJET : Enquêtes après actes de sabotage .

Lorsqu'un sabotage a été constaté dans un établissement , quelles que soient les enquêtes et les mesures prises par la Police Française et par les Services Allemands , une enquête détaillée doit être effectuée par le Chef de l' Etablissement . Elle doit comporter l'interrogatoire de tous les agents qui se trouvaient sur les lieux ou à proximité lorsque le sabotage a été préparé et , notamment , celui des agents qui assuraient , à ce moment , le Service de Surveillance .

Il appartient aux Chefs d' Arrondissement de s'assurer que les enquêtes sont bien faites et de les faire compléter en temps utile .

Les Régions doivent conserver trace des déclarations des divers agents interrogés de manière à pouvoir les produire sur demande .

Les rapports doivent toujours préciser les conditions dans lesquelles la surveillance était assurée au moment du sabotage , spécifier les interrogatoires faits et résumer les déclarations .

Signé : PONCET.

MT/E ( N° 209 Pb4 du 23-9-43 )  
PERS

MM. les Chefs de DTRA ,

Pour gouverne

Signé :

!

!

Dépôt de : Belfort

Prendre note et faire le nécessaire le cas échéant.

27-9-43

P) Le Chef d' Arrondissement

*un Gavel  
Dargy  
comp. dit  
M. M. 28 SEP 1943  
M. M. 28 SEP 1943*

*Prendre note  
pour A  
M. M.*

*Seneca*

SNCF - MT/E

Bureau du Personnel

N° 288 PB/3

DÉPÔT DE BELFORT

Paris , le 20-9-43

~~A 28 H~~  
~~A 24 HLE~~

MM. les Chefs de Division  
Subdivision  
d'Arrondissement  
et assimilés

Je vous prie de prendre note que les accidents résultant d'actes de sabotage ne sont pas des cas de guerre et ne doivent pas être signalés au Fonds de Solidarité des employeurs.

En effet , les dits accidents ne résultent ni de l'action offensive d'un belligérant , ni de la défense active contre cette action, mais d'un acte de sabotage . Leur réparation ne saurait donc incomber au fonds de solidarité .

P) Le Chef du service  
du Matériel et de la Traction ,  
Signé : KEUFFER .

Dépôt de : Belfort

Prendre note .

21-9-43

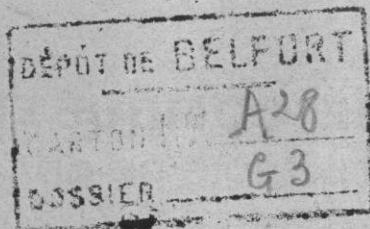
P) Le Chef d'Arrondissement

*[Signature]*

*W. W. Lue  
E. P. Lue  
W. P. Lue  
W. B. Lue*

*W. R.*

*22-9-*



N° 264527

Paris , le 25-9-43

A 24 R1 1

Monsieur le Chef d' Arrondissement  
à VESOUL ,

Objet : Protection des locomotives contre les actes de sabotage .

Sur une région , des explosifs ont été déposés sur les cylindres par les regards pratiqués sur les tôles de robage provoquant des avaries importantes .

Je vous prie d'attirer l'attention de vos dépôts sur ces faits et de les inviter à immobiliser les regards coulissants ou à volets donnant accès aux cylindres - de façon à rendre leur ouverture plus difficile .

P) Le Chef de la DTRA ,  
Signé : JOUVELET .

Dépôt de : Belfort

Pour faire le nécessaire.

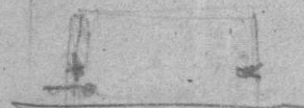
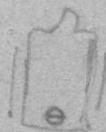
27-9-43

P) Le Chef d' Arrondissement ,

*Benet*

28 SEP 1943

*Mr. Galis - DTRA  
Immobiliser les regards  
coulissants ou robs au moyen  
de vis ou boutons - ou à l'aide*



*17 Caranava 055*



4

S. N. C. F.

Région de l'Est

N° 1398 G



G - Tirage : 100 ex.

Paris, le 27 septembre 1943

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,

Il a été signalé à l'attention de M. le Directeur de la Région que lors d'un récent mitraillage, le corps d'un agent serait resté plus d'une journée sur une planche.

M. le Directeur vous prie de recommander à vos établissements de prendre, en pareilles circonstances, toutes dispositions utiles pour le transport du corps dans un délai aussi court que possible.

L'Ingénieur en Chef,  
Chef des Services Administratifs,  
signé : MONET

MM. WISDORFF  
RIDET  
RABOURDIN

MATÉRIEL & TRACTIONBureau du Personnel

N° 312 PB 3  
(Cl<sup>t</sup> : P 10 b)

Messieurs les Chefs de Division  
Subdivision  
Arrondissement  
et assimilés.

Pour les suites, le cas échéant.

29.9.43

P. le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,

BelFORT

Prendre note, et faire le nécessaire  
le cas échéant

(26/9/43)

Le Chef d'Arrondissement  
*[Signature]*

*[Signature]*  
et me retourner même

*[Signature]*  
*[Signature]*

COPIE

DÉPÔT DE BELFORT

d'une lettre N°264640 du 2.10.43 de M.le Chef de la Division  
à M.le Chef du TRA2

CARTON N° A22 G3 a

Il m'est demandé de fournir une liste des installations  
de pompage-sous-stations électriques et autres installations analo-  
gues à faire garder spécialement.

J'ai l'intention de fournir la liste ci-jointe (stations de pompa-  
ge-s/stations électriques).

Je vous prie :

- 1° de me faire connaître vos observations éventuelles au sujet  
de cette liste (suppressions ou adjonctions éventuelles)
- 2° de m'indiquer si parmi les installations retenues, il en est  
qui sont déjà gardées et lesquelles (en principe celles qui ont pu  
être indiquées aux Préfets par vous comme suite à la lettre 193 Pb 4  
du 13.8 de M.le CSMT).
- 3° de m'indiquer s'il existe des installations non reprises  
sur ma liste, déjà gardées et lesquelles.

M'adresser votre réponse par retour du courrier.

signé: JOUVELET

Stations de pompage

1ère urgence

2<sup>e</sup> urgence

3<sup>e</sup> urgence

CHALINDREY  
CHALINDREY (LUZ)  
BELFORT  
AILLEVILLERS

JUSSEY  
MERREY  
PORT D'ATELIER

LANGRES  
LURE  
BOLOGNE  
VEUXHAULLES  
VILLEQUISIEN

Sous-Stations électriques

CHAUMONT  
Poste  
commun  
gare

BELFORT  
Poste  
arrivée  
Poste  
dépôt

CHALINDREY  
Poste  
commun  
gare

VESOUL  
Poste  
commun  
gare

LANGRES  
Poste  
commun  
gare

Monsieur le Chef de dépôt à Belfort

Réponse par courrier.

3.10.43

Le Chef d'Arrondissement

M. Fournier

M. Lue

Voir avec J. Deyg au G. G. et G. G.

Reponse ce jour 4.10.43

Voyez avec

à l'arriver en 1<sup>re</sup> urgence

307

Monsieur le Chef d'arrondissement.

Inté à lettre n° 264 640 du 2.10.33 de M. le Chef de la DTR

Je vous renvoie renseignements demandés :

1<sup>re</sup> Station de pompage : la station de pompage de Vourjancourt (Etc) avait à faire figurer en 1<sup>re</sup> instance et à faire garder spécialement.

2<sup>e</sup> La station de pompage de Belfort est gardée par une sentinelle allemande se trouvant sur le pont de la ligne 40, à proximité de cette station. La sous-station électrique du dépôt de Belfort fait partie du service de surveillance par postes effectués par les G.C. à traversant ces points d'entrée du dépôt.

3<sup>e</sup> La station de pompage de Belle située près de la frontière franco-allemande se trouve à proximité immédiate d'un poste allemand, une sentinelle tient en permanence près de ce poste.

OLGUE DE BELFORT - 1934

BON DE SOUSCRIPTION

Somme à payer.....	
--------------------	--

(1) Ce bon fait partie d'une demande comportant un autre bon N° (1) Livraison à grouper.  
(1) Suivant disponibilités.

RETENUE A FAIRE en..... fois. (Voir Instruction Générale n° 33)

Date d'établissement du bon Le..... 19.....	Le Chef d.....	Timbre à date du fournisseur
--	----------------	------------------------------

ECHELONNEMENT DES RETENUES

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre

- (1) Rayer les mentions inutiles.
- (2) Pour les demandes de bois seulement.
- (3) Pour les livraisons effectuées dans Paris seulement.
- (4) Indicatif et adresse de l'établissement si l'agent n'appartient pas à la Région Est.



S.N.C.F. MT/E

Bureau du Personnel

N° 333 Pb3

DÉPÔT DE BELFORT

CASTON N°

A 28

DOSSIER

G 3

Paris , le 7-10-43

A 28 H  
A 18 A6h

M. les Chefs de Division,  
de Subdivision  
d' Arrondissements  
et assimilés ,

*Secours pour accidents du fait de sabotage*

Par lettre 288 Pb3 du 20-9-43 , je vous ai fait connaître que les accidents résultant d'actes de sabotage ne sont pas réputés "faits de guerre" et ne doivent pas être signalés au Fonds de Solidarité des Employeurs.

Or , il m'est signalé que cette précision a apporté quelque confusion dans l'esprit de certains agents qui ont cru comprendre que le Comité de Solidarité des Cheminots n'apporterait plus son aide aux familles des victimes d'actes de sabotage.

Je crois donc devoir préciser que le Fonds de Solidarité des Employeurs est un organisme chargé de l'indemnisation légale des accidents du travail résultant de faits de guerre et qui ne reconnaît pas comme tels les actes de sabotage. Il est tout à fait indépendant du Comité de Solidarité des Cheminots qui continue à verser en particulier le secours visé au § a de la lettre P 9315 du 13-5-43 ( ma transmission 59 P T 43/8 du 18-5-43 ) aux ayants-droit des victimes d'accidents E.S. survenus , soit par faits de guerre , soit par suite d'actes de sabotage. /

Je vous prie d'aviser le personnel en conséquence.

P) Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction ,  
Signature .

Dépôt de : Belfort

Pour avis au personnel .

8-10-43

P) Le Chef d' Arrondissement .

*Bernard*

*10/10/43 9-6*  
*Pour avis - H.*

*off. matériel  
all. atelier*

DÉPÔT DE BELFORT

Paris , le 9-10-43

~~A 16 B4 g3~~

N° 264726  
-----

A28  
G3a  
-----

Monsieur le Chef d' Arrondissement  
à VESOUL , .....

Une locomotive vient d'être avariée , par malveillance dans un de nos dépôts au moment de son allumage. Il y a tout lieu de présumer que le procédé utilisé par l'auteur de l'attentat a consisté dans l'introduction dans un des tubes à fumée d'un pétard muni d'un cordon Bieford. L'extrémité libre de ce cordon pendait à l'extérieur du tube, le long de la plaque tubulaire jusqu'au contact de la grille et s'est allumé au moment de l'étagage du feu.

En conséquence , il convient d'inviter tous les allumeurs à inspecter l'intérieur du foyer et notamment la plaque tubulaire et l'extrémité des tubes côté foyer avant de procéder à l'allumage. Je vous prie de donner des instructions en ce sens à vos dépôts.

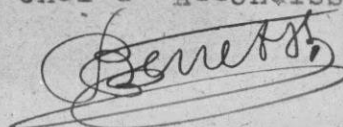
Le Chef de la DTRA ,  
Signé : JOUVELET

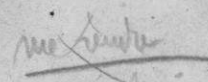
Dépôt de : Belfort

Instructions à donner à tous vos allumeurs.

11-10-43

P) Le Chef d' Arrondissement ,

*Fait note de ces  
cont. au versé)*  




## NOTE DE SERVICE

Une locomotive vient d'être avariée dans un dépôt au moment de son allumage par un engin explosif. Il s'agit vraisemblablement d'un pétard posé par malveillance à l'entrée d'un tube à fumée. La chaleur dégagée par l'allumage a sans doute fait exploser l'engin.

Afin d'éviter le retour de tels incidents, il est prescrit aux allumeurs :

- Avant de procéder à l'allumage d'une machine, pénétrer dans le foyer avec une lampe et s'assurer qu'aucun engin n'est déposé dans le foyer : bien examiner, derrière la voûte et à l'entrée des tubes.

Le temps passé à ces opérations supplémentaires sera indiqué sur feuilles d'allumages - environ 15' par allumage.

BELFORT, le 13 octobre 1943

Le Chef de Dépôt Ppa1,

signé GARDET

copie pour Mrs les s/chefs

copie pour Mrs LUC et PARIS - temps supplément. à ventiler "surveillance spéciale".

copie pour Mrs BERNA4RD-PRADELLE

copie pour faire émarger aux CBRMV et SCBRMV Allumeurs et ffons.



N° 265393

DÉPÔT DE BELFORT

A 28

BOSSIER

43

~~A 24 RI 1~~  
Paris, le 2 Décembre 1943

Monsieur le Chef d'Arrondissement

à VESOUL .....

L'application des dispositions de ma lettre N° 264.527 du 25-9-43 devra être terminée le 10-12-43 sur toutes les machines à l'effectif des dépôts à cette date.

*trouvé et fait*

Le Chef de la division  
de la Traction,  
signé : DAUCHY

Dépôt de : Belfort

Me confirmer pour le 10-12 que cette application est terminée sur toutes les machines à votre effectif. Il s'agit de l'immobilisation des regards coulissants ou à volets pratiqués dans les tôles de robage et donnant accès aux cylindres.

3-12-43

P) Le Chef d'Arrondissement,

*Benet*

*M. Gales*

*pour terminer l'immobilisation  
à cet effet pour le 10-12-43*

*Volasaurva  
Bot*

*4-12*

*H. Riponne  
à 9-12-43*

à C<sup>o</sup> 467 du 5.8.43 - TRA2 (27757 du 4.8.43 DTRA)3 exp  
TRA2

M.2. - M.2.

Date : 16.7.43, N° de la Machine : 140 B 743, N° du tender /, Dépôt Belfort.

N° du train : Stationnement : Gare de Besançon, Lieu de l'incident : Gare de Besançon, Heure : 1 h 35

Machine en marche ou en stationnement : en stationnement en gare de Besançon avant retour HLP à la résidence de Belfort.

Abats-lueurs existants : Oui, abats-lueurs normaux.  
Déployés ou non : Déployés.

(1) Vertical par bombes d'avion

Sens du tir : Inclinaison du tir : néant

Nombre de points d'impacte - sur la machine : néant  
- donc sur cabine : néant  
- sur le tender : néant  
- sur la voiture DE : néant

Nature et calibre des projectiles : bombes d'avions d'un calibre moyen.

PARE-ECLATS - Dispositif : néant

Touchés : non

(des tôles : néant

(Caractéristiques d'épaisseur (du béton "

(perforation totale "

Pare-éclats  
touchés

( Effet des projectiles (perforation partielle "

(écaillage

PERSONNEL - Préavisé de l'attaque : alerte par sirènes de la ville de Besançon - (si oui, comment?)

(2)

- se trouvait-il sur la machine ? non,

- se trouvait-il derrière les pare-éclats ? néant

- protégé par pare-éclats : néant.

Y avait-il un wagon DCA ? non, Emplacement : néant, est-il intervenu ? néant.

CIRCONSTANCES DE L'ATTAQUE ET NATURE DES AVARIES :

- Attaque par avion de la gare de BESANCON après chute d'un avion anglais abattu sur la gare complètement rasée.

CFRU BOURQUIN blessé par projection de matériaux alors qu'il se trouvait couché à proximité de sa machine; trajectoire du projectile impossible à déterminer.

BELFORT, le 7 Août 1943

P. le Chef de Dépôt Ppal,

signé DEGY

(1) En cas d'attaques renouvelées sur plusieurs côtés préciser l'ordre des attaques.

(2) Si il y a eu attaques successives, donner les renseignements pour chacune d'entr'elles.

- en cas de blessures du personnel, préciser la position des agents et la trajectoire du projectile.

N.T.-N.t.

Date: 16.7.43 N° de la machine: 140345 N° du tender: Dépôt: Poitiers

N° du train: 140345 Lieu de l'incident: Gare de Poitiers Heures: 11h35

Machine en marche ou en stationnement: en stationnement à la gare de Poitiers avant retour

Abats-lueurs existants: oui; abats-lueurs normaux Déployés ou non: déployés

Sens de tir: (1) Vertical par bombes Inclinadon du tir: neut

Nombre de points d'impacte -sur la machine: neut

dont sur cabine: neut

sur le tender: neut

sur la voiture D: neut

Nature et calibre des projectiles: bombes d'aviation d'un calibre moyen

PARE-ÉCLATS - Dispositif Touchés: oui - non

Pare-éclats touchés

Caractéristiques: épaisseur des tôles: neut  
Effet des projectiles: du béton: neut  
perforation totale: neut  
perforation partielle: neut  
écaillage: neut

PRÉ-ALERTÉ - préavisé de l'attaque: oui par télégramme de la gare de Poitiers

(2) (si oui, comment?)

-se trouvait-il sur la machine? non

-se trouvait-il derrière les pare-éclats? neut

-protégé par pare-éclats: neut

Y avait-il un wagon D? non... Remplacement: neut... Est-il intervenu? neut

CIRCONSTANCES DE L'ATTACQUE ET NATURE DES AVALANCHES:

Attente de la gare de Poitiers après chute d'un avion anglais abattu sur la gare, complétement rasée. CFRV. Bombes d'aviation. Blessé par projection de matériaux. L'avis qu'il se trouvait couché à proximité de sa machine. Hystérie des projectiles impropres à déterminer.

(1) -En cas d'attaques renouvelées sur plusieurs côtés préciser l'ordre des attaques.

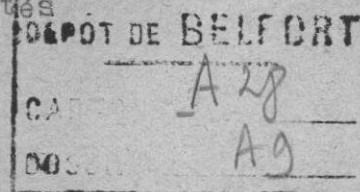
(2) -Si il y a eu attaques successives, donner les renseignements pour chacune d'entre-elles.

-en cas de blessures du personnel, préciser la position des agents et la trajectoire du projectile.



MESURES EN FAVEUR DES AGENTS SINISTRES  
et de ceux résidant dans les localités  
exposées aux bombardements

-----  
MEMENTO d'une réunion  
tenue le 9 Mai 1944  
-----



Etaient présents :

feuille AMCI

MM. BARTH	- Service Central P
LEFORT	- d°
MONET	- Région de l'EST
OUDOT	- Région du NORD
MOTREUL.	- Région de l'OUEST
VIEL	- Région du SUD-OUEST
LEZER	- Région du SUD-EST

## I - AIDE AUX SINISTRES

### 1° - Secours en argent

En dehors des secours qu'ils reçoivent du Comité de Solidarité avec participation de la S.N.C.F., les agents reçoivent sur les Régions autres que celles du NORD des secours dont l'importance varie de 1.000 à 2.000 f. et dépasse ce chiffre dans certains cas pour tenir compte des enfants à charge.

La Région du NORD continue à appliquer les dispositions arrêtées en juin 1940 et consistant à faire aux agents tout à fait démunis une avance irrécupérable de 1.000 f.

Il y a lieu de noter que ces secours sont complétés, d'une part, par le secours d'urgence de 1.500 f. prévu par la loi du 6 janvier 1944 accordé aux personnes dont le domicile est rendu inhabitable par un acte de guerre et par les secours versés par le C.O.S.I. qui sont de l'ordre de 4.000 f. pour un sinistré total.

Il est convenu que les 5 régions accorderont aux agents sinistrés (le plus rapidement possible après le sinistre) un secours de l'ordre de 2.000 f. pour un agent sinistré total, cette somme devant être augmentée d'environ 500 f. par enfant à charge, étant entendu que l'application de cette formule ne doit pas être stricte et automatique.

A cette occasion, le plafond des secours pouvant être accordés par les Directeurs de Régions sera porté, sous réserve de l'approbation de M. le Directeur Général, de 3.000 à 5.000 f.

### 2° - Aide par des fournitures en nature

Ces fournitures sont particulièrement utiles et appréciées des sinistrés.

Il est procédé à un échange de vues sur les moyens susceptibles de permettre aux Economats de se procurer les fournitures les plus utiles aux sinistrés (meubles, vaisselle, habillement).

L'attention des Régions est attirée sur l'utilisation qu'il y a lieu de faire des stocks "de sécurité" qui ont été constitués en ce qui concerne les bleus de travail.

AIDE AUX AGENTS EVACUANT LEUR FAMILLE

Il s'agit principalement de préciser les mesures d'application de la lettre P.625 du 28 avril 1944.

1° - Définition des zones dangereuses.

C'est la première opération à laquelle il y a lieu de procéder afin de pouvoir définir les agents susceptibles de bénéficier de l'allocation de séparation.

Il est procédé à un examen des propositions des Régions qui aboutit à fixer comme il est indiqué en annexe les Etablissements du chemin de fer autour desquels seront délimités des zones dangereuses s'étendant à près de 500 mètres des objectifs ainsi définis.

Il est convenu qu'à l'intérieur de la Grande Ceinture, on ne retiendra en principe que les Etablissements du chemin de fer ayant déjà été bombardés; c'est ainsi que Paris-La-Chapelle ou Bécon-les-Bruyères sont retenus tandis que l'on élimine Batignolles, Vaugirard, Paris-Ivry, Pantin, La Villette.

2° - Cas des localités dans lesquelles les agents ayant évacué leurs familles ont bénéficié d'allocations de déplacement.

Par application des dispositions de la lettre du 14 Mai 1941, les agents habitant certaines localités désignées par le Directeur Général ont bénéficié d'allocations de déplacement lorsqu'ils évacuaient leur famille.

Ce sont les agents en résidence d'emploi dans les localités indiquées dans la liste ci-jointe.

Ainsi qu'il est prévu dans la lettre du 28 avril 1944, les agents de ces résidences qui, antérieurement, bénéficiaient de l'allocation de déplacement, continueront à recevoir la somme qui leur était allouée précédemment si elle est plus avantageuse.

Les agents en résidence d'emploi dans les mêmes localités qui n'ont pas jusqu'ici évacué leurs familles, pourront bénéficier des allocations de séparation prévues par la lettre du 28 avril 1944 s'ils l'évacuent (même s'ils logent à plus de 500 m. des installations du chemin de fer).

3° - Fractionnement des allocations de séparation

On peut se demander s'il y a lieu d'attribuer une allocation de séparation lorsque seuls les enfants ou personnes à charge ou certains d'entre eux sont éloignés sans que toute la famille de l'agent le soit.

Il a déjà été répondu à une demande du Comité d'Organisation Syndicale que l'allocation serait accordée pour les enfants évacués lorsque la femme a des raisons valables pour ne pas quitter sa résidence (c'est le cas notamment lorsque la femme travaille).

Il est convenu que l'allocation pourra être accordée pour chacune des personnes évacuées lorsque celles qui ne l'ont pas été ont des raisons valables pour être demeurées dans leur résidence.



4° - Cumul des allocations de séparation avec les avantages accordés aux enfants en colonies de vacances ou placés dans des familles rurales.

Le secours de 5 f. par jour prévu par lettre P.740 du 3 Mars 1944 et accordé pour les enfants évacués et placés dans des familles rurales peut être attribué aux enfants donnant droit à une allocation de séparation de 15 f. par jour.

De même, les tarifs de colonies de vacances qui sont inférieurs à 15 f. doivent également être appliqués aux enfants quoique ceux-ci donnent droit à une allocation de séparation de 15 f. par jour.

5° - Cas des agents qui ont été évacués des membres de leur famille avant le 1-4-44.

Ces agents auront droit, à partir du 1er avril 1944, à l'allocation de séparation dans les conditions prévues par la lettre du 28 Avril 1944 lorsqu'ils résident dans les périmètres visés par cette lettre.

- REGION DE L'EST

Installations visées au § II, 1° du memento du 9 mai 1944

Localités	Installations intéressées
Noisy-le-Sec	triage, dépôt, atelier, magasin général
Vaires	triage, dépôt, entretien
Châlons-sur-Marne	triage, dépôt, entretien
Reims	triage, dépôt
Troyes	triage, dépôt
Lumes- Nouvion	triage, dépôt, entretien
Charleville	triage, raccordement
Mohon	dépôt, ateliers
Blainville	triage, dépôt, entretien
<i>Spinal</i> <i>Belfort</i>	

Résidences visées au § II, 2° du memento du 9 mai 1944

N E A N T

Service Central  
du Personnel

-----  
1ère Division  
---

Paris, le 13 mai 1944

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation  
des Régions,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint 8 exemplaires du memento de la réunion tenue le 9 mai au Service Central P, en vue d'examiner les mesures en faveur des agents sinistrés et de ceux résidant dans les localités exposées aux bombardements.

M: le Directeur Général a approuvé les conclusions de ce memento, étant entendu toutefois que le plafond des secours visés à la question I, 1°, ne sera relevé jusqu'à nouvel ordre de 3.000 à 5.000f que pour les secours accordés aux sinistrés.

Je vous saisis obligé de bien vouloir appliquer les

.....



conclusions de ce memento, sans attendre la lettre destinée à compléter la lettre P.625 du 28 avril 1944 et qui va vous être incessamment adressée.

P. Le Directeur  
signé: LEFORT

Copie à M. WISDORFF  
pour valoir instruction.  
Paris, le 15 mai 1944  
L'Ingénieur en Chef  
Chef des Sces Administratifs  
signé: MONET

-----  
Paris, le 17 mai 1944

Localités exposées  
aux bombardements

-----  
Application du memento  
de la réunion du  
9.5.1944  
-----  
N° 1595

Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel,

Par note du 13 mai 1944, vous avez bien voulu m'adresser le memento de la réunion tenue le 9 mai au Service Central du Personnel au cours de laquelle ont été examinées les mesures à prendre en faveur des agents sinistrés et de ceux résidant dans les localités exposées aux bombardements.  
J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir examiner la possibilité de faire figurer sur la liste des localités visées au § II - 1° du memento, Epinal, Belfort et Chaumont qui ont récemment bombardées.

P. Le Directeur de la Région  
L'Ingénieur en Chef  
Chef des Services Administratifs  
signé: MONET

Copie à M. WISDORFF  
pour le tenir informé  
Paris, le 17 mai 1944  
L'Ingénieur en Chef  
Chef des Sces Administratifs  
signé: MONET

-----  
MT/E

Paris, le 19 mai 1944

-----  
Subdivision  
du Personnel  
-----  
N° 374 PB/2

Messieurs les Chefs de Division  
Subdivision  
Arrondissement  
et assimilés

En application des conclusions du § I, 1° du memento ci-dessus et des dispositions du 2ème alinéa de la lettre du 13.5.44 du Service Central P, le plafond des secours immédiats que peuvent désormais accorder immédiatement les Chefs d'Arrondissement aux agents sinistrés, en vertu des dispositions de ma lettre N° 20 P.I. 43/L du 22.2.43, est porté à 2000 f. pour un agent sinistré total, avec augmentation d'environ 500 f. par enfant à charge, avec maximum absolu de 5.000 f. L'attribution de secours supérieurs à ce montant devra faire l'objet de propositions spéciales à m'adresser par la voie hiérarchique pour la part du secours proposé excédant 5000 f.

En ce qui concerne l'aide aux agents évacués leur famille, les dispositions du § II ne pourront être appliquées que lorsque la délimitation des zones dangereuses prévues par lettre N° P.625 du 28 avril 1944 de M. le Directeur du Service Central P (mon transmis N° 357 PB.2 du 19.5.44) aura été définitivement arrêtée par le Service V.B.

La lettre du 14 mai 1941 (N° P.4671) a fait l'objet de mon transmis N° 195 PT 41/W du 28.5.41.

La lettre N° P.740 du 3.3.44 vous a été communiquée sous le N° 313 PB/2 du 15.3.44. A2401

P. Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
signé: KEUFFER

Dépot de Belfort

Pour les suites.

23.5.44.

P/ Le Chef d'Arrondissement,

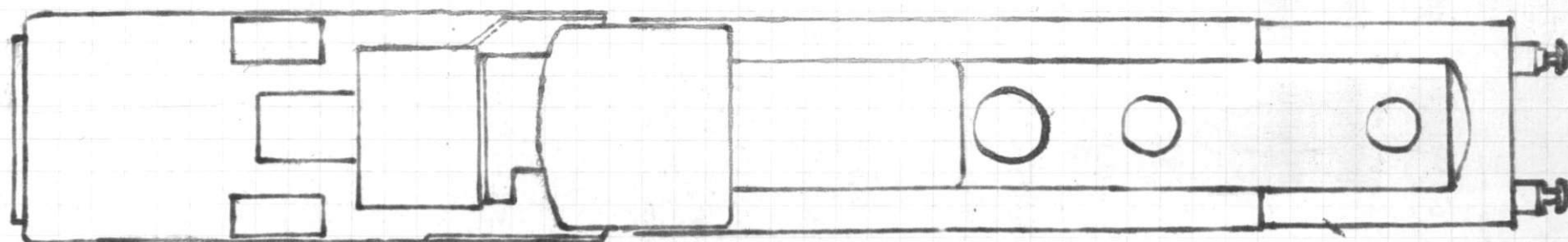
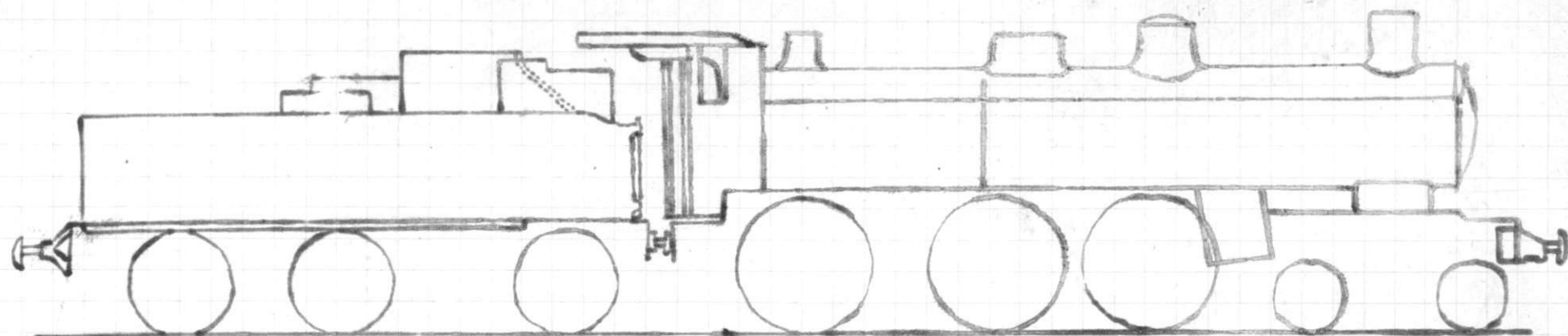
Berret

h. Luc - voir de pres et  
m. Paris - m. en parler -  
Mg

h. bis mont

24 MAI 1944

MACHINE 230 B..... AVEC TENDER 23A.....  
MITRAILLAGE DU TRAIN N°.....le .....à.....



Sur les figures ci dessus indiquer par des flèches le sens de l'attaque

LÉGENDE	Côté droit en noir		Côté gauche en rouge		
	□	○	□	○	
	X	X	X	X	Perforation complète par obus
	○	○	○	○	Perforation complète par balle
	X	X	X	X	Déformation sans pénétration
	■	■	■	■	Perforation de la 1 <sup>re</sup> tôle du pare éclats bétonné par obus
	●	●	●	●	Perforation de la 1 <sup>re</sup> tôle du pare éclats bétonné par balle



-----  
Catégorie 53  
-----

Réunion du 28 Octobre 1943

-----  
2° Question  
-----**SITUATION DES AGENTS EVACUES DE LEUR RESIDENCE PAR SUITE DES BOMBARDEMENTS CONCERNANT LES FRAIS DE DEMENAGEMENT ET LES CONGES.**

M. WISDORFF donne connaissance à la délégation des mesures prises en faveur des agents sinistrés et qui peuvent se résumer comme suit :

**A- SECOURS** - les agents sinistrés totaux reçoivent du Comité de solidarité un secours de 4000 frs augmenté de 2000 frs par enfant ou par personne à charge ; ces sommes comprennent une participation de la SNCF de 1500 frs pour le secours ppal et de 750 f pour chaque majoration pour personne à charge

Les agents partiellement sinistrés reçoivent du Comité de Solidarité, dans les cas graves, un secours dont le montant variable suivant l'importance du sinistre et la situation de famille, est fixé par cas d'espèce.

Indépendamment de ces secours, les Chefs d'Arrondissement peuvent accorder, à titre d'aide immédiate aux agents dont le sinistre présente un certain caractère de gravité, des secours d'urgence pouvant aller jusqu'à 1000 frs pour les célibataires et à 2000 frs pour les agents chargés de famille.

**B- CONGES** - Les agents sinistrés peuvent obtenir des congés avec solde de 4 à 6 jours au maximum, l'absence supplémentaire étant éventuellement accordée sans solde.

Les agents devant évacuer d'office leur logement, peuvent obtenir des congés de 1 ou deux jours avec solde, l'absence supplémentaire pouvant être accordée sans solde.

Les agents évacués leur logement de leur propre initiative, ne peuvent obtenir que des congés sans solde, ainsi que les agents aidant de proches parents sinistrés à récupérer leur mobilier, à déménager etc....

**C- ALLOCATIONS DE DEPLACEMENT - ALLOCATIONS POUR CHANGEMENT DE RESIDENCE REMBOURSEMENTS DE FRAIS DE DEMENAGEMENT, etc....**

Les décisions sont prises par cas d'espèce.

Sur la demande des délégués, M. WISDORFF précise, en ce qui concerne le cas particulier des agents de Romilly, que des camions ayant été mis gratuitement à la disposition de la plupart des sinistrés, il ne peut prendre aucun engagement concernant le remboursement des frais à ceux qui ont cru devoir de leur propre initiative, s'adresser à des particuliers pour faire déménager leur mobilier. Il en est de même pour ceux qui, n'étant pas sinistrés, même partiellement et n'ayant pas reçu d'ordre d'évacuation, ont cru devoir néanmoins s'éloigner d'une zone qu'ils considéraient comme dangereuse.

Par contre, on examinera les frais supplémentaires des agents sinistrés ou évacués d'office ayant dû élire résidence dans des localités éloignées et on cherchera à les compenser aux intéressés après examen de la situation particulière de chacun d'eux, sous une forme restant à déterminer.

-----

TGP .....  
-----

SNCF - MT/E

MM. les Chefs de DTRA.....

N° 858 Pb.1

Pour gouverner et m'adresser vos propositions concernant les cas dont vous serez saisis.

Je crois savoir d'ailleurs que nous allons recevoir incessamment des instructions à ce sujet du Scc Cal P.

Paris, le 9-11-43

Signé : WISDORFF.

Monsieur le Chef du TRA2

Pour les suites, le cas échéant.

10-11-43 P) Le CDTRA

Signé : JOUVELET

Dépôt de :

Belfort

Les suites le cas échéant.

1-12-43

P) Le Chef d'Arrondissement,

Benet

2 DEC 1943  
M. H. Gaudin  
P. Benet  
M. L. Benet  
2 DEC 1943

NATURE ou COMBUSTIBLE ou DU BOIS	QUANTITE à LIVRER	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL	Indication, le cas échéant, du nombre de sacs non restitués et à facturer.
--	-------------------------	------------------	---------------	--

Dépôt ou Magasin livreur

Etablissement d'emploi de l'Agent (1)

Arrondissement

étage (descente (1) montée (1) distance (1) mètres) (3)

Domicile (Localité, Rue, Numéro)

Date d'entrée au chemin de fer (2)

Mariage (1), Célibataire (1), avec { sans { enfants (2) ou parents à charge

Nom, Prénom et Grade de l'Agent.

N° d'attachement :

A REMETTRE A L'AGENT (1)

{ EN VRAQ (1)

A LIVRER A LA GARE DE (1)

{ EN SACS (1)

EST. - MOD. P-XII-2 A

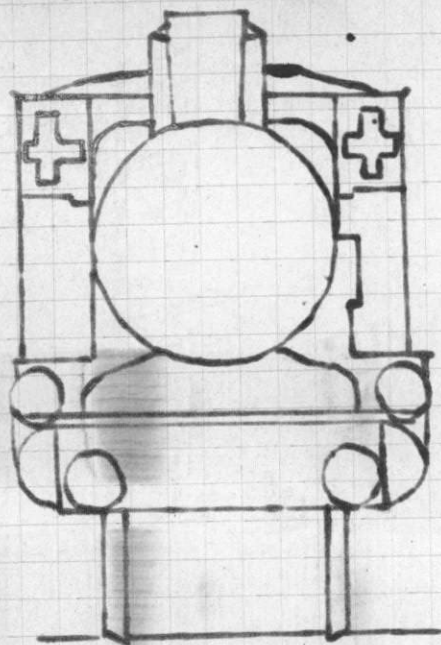
OU DE BOIS DE CHAUFFAGE

BON DE COMBUSTIBLE N°

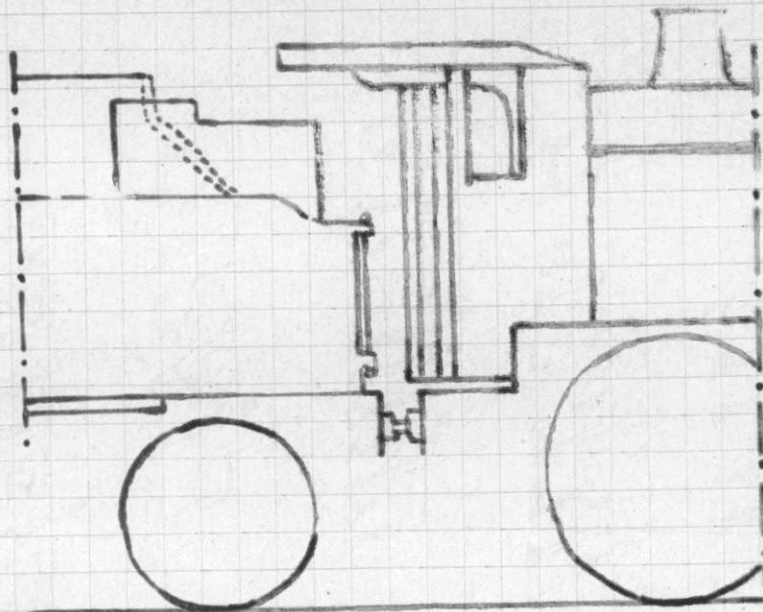
SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
Région de l'EST  
SERVICE :



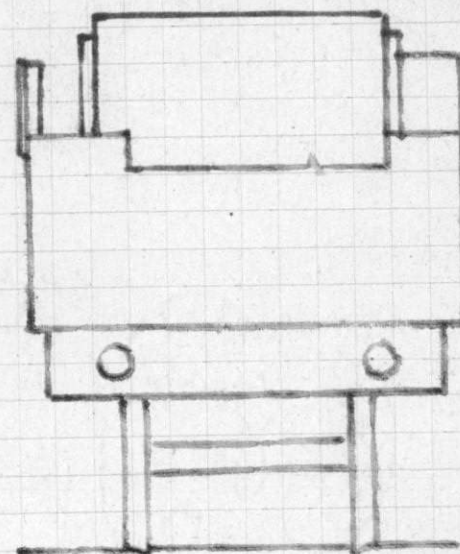
VUE D'AVANT  
DE LA MACHINE



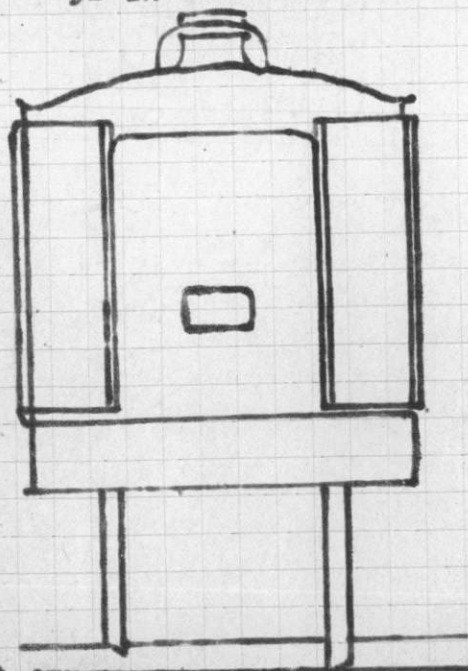
CÔTÉ DROIT



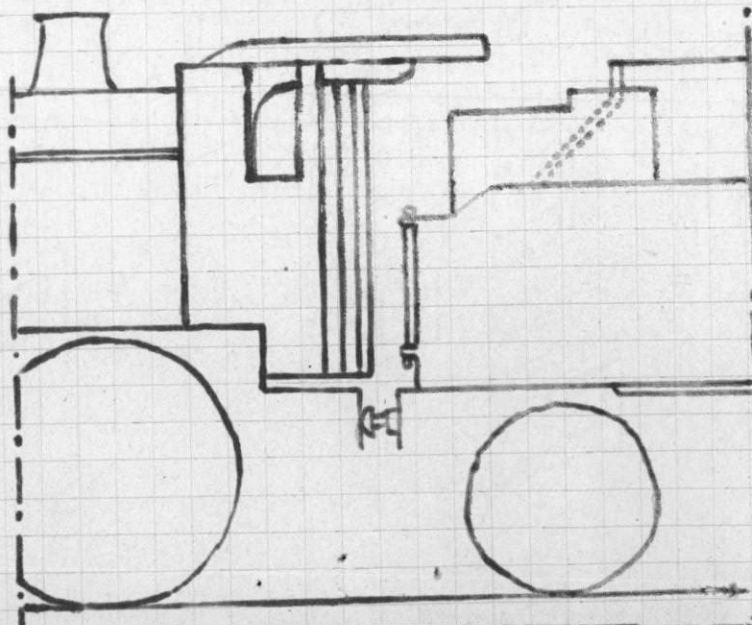
VUE D'AVANT  
DU TENIER



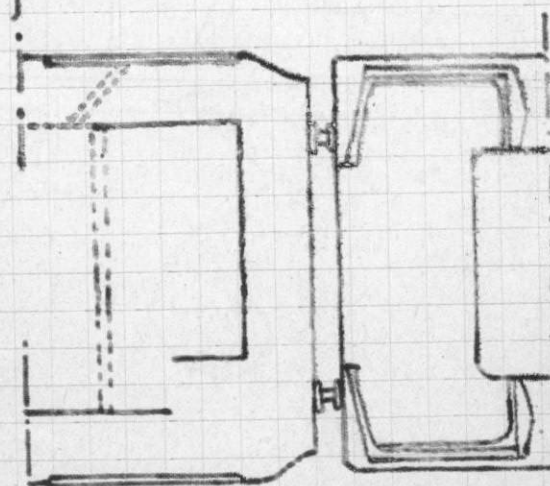
VUE D'ARRIÈRE  
DE LA MACHINE



CÔTÉ GAUCHE



VUE EN PLAN  
DES PARC. ÉCLATS



Dans le cas où le personnel a été atteint  
indiquer la position sur le plan ci-dessus.



Paris, le 31 Juillet 1943.

N°263.917

Monsieur le Chef d'Arrondissement  
à VESOUL.....

Objet: Protection du personnel de conduite contre les attaques aériennes.

Je vous prie de prendre note que désormais, après chaque mitraillage de locomotives, vous devez nous adresser en 2 exemplaires (1 pour la Division Régionale, 1 pour la Division Centrale) un rapport analysant les conditions et les résultats de l'attaque.

~~Le rapport devra être joint au croquis explicatif.~~

~~CV-joints 30 exemplaires du rapport à utiliser et 1 modèle du croquis que les dépôts devront joindre à leurs rapports.~~

P. Le Chef de la Division  
de la Traction,  
signé: JOUVELET.

Dépôt de

Pour les suites le cas échéant.

Gr-16 croquis ~~de chaque rapport en~~ relation  
circulaire.

2.8.434

P. Le Chef d'Arrondissement.

-3 AOU 1943

PN

N°268010.

CARTON N°

A28

BOSSIER

G3a

Paris, le 29 Juin 1944.

Monsieur le Chef d'Arrondissement de Traction à VESOUL,

OBJET: Protection du personnel de conduite contre les attaques aériennes.

Ma lettre N°263917 du 31.7.43 est à modifier comme suit:

(Annuler les 2 derniers alinéas, le croquis n'étant plus à établir.

Quant au rapport de mitrailage, il est simplifié selon le nouveau modèle ci-joint.

Nous faisons établir un nouvel imprimé que nous vous adresserons dès que possible.

Dépôt de  
Les suites.

Belfort,

Le Chef de la Division  
de la Traction.  
Signé: DAUCHY.

6.7.44.

P. Le Chef d'Arrondissement.

*(Signature)*

*(Signature)*  
P. Le Chef d'Arrondissement

7 JUL 1944

S.N.C.F.

2<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup> de Traction

Région de l'EST

Matériel et Traction

Rapport de Mitailage

Dépôt de : .....

Date : ..... N° de la machine : ..... N° du tender : .....

Lieu de l'incident : ..... Ligne : de ..... à .....

N° du train : ..... Heure : .....

Mécanicien atteint : (1) .....

Chauffeur atteint : (1) .....

(1) : si oui indiquer la gravité de la blessure.



CARTON

A28 G3 d

A-28 H

Paris, le 24 Juillet 1944.

N° 268232.

Monsieur le Chef d'Arrondissement à... VESOUL,

OBJET- Protection du Personnel de conduite contre les attaques aériennes.

Mes lettres N°263.917 du 31 Juillet 1943 et 268.010 du 29 juin 1944  
sont annulées. En conséquence, les rapports de mitrillage ne sont plus  
à établir.

Le Chef de la Division  
de la Traction,  
Signé: DAUCHY.

Dépôt de

Belfort,

Pour prendre note.

27.7.44.

P. Le Chef d'Arrondissement,

*Genet*

*à la Lire  
Evaux*

- Prendre note
- Annuler les deux rappels

28 JUIL 1944

PN

CONFIDENTIEL

DECISION

prise par M. le Directeur Général à la Réunion  
des Directeurs de l'Exploitation du 1.5.1944.

DÉPÔT DE BELFORT

A2pG3a

-----  
1.123° - Programme de reconstruction des installations détruites.

Il y a lieu de procéder dès la reconnaissance des lieux à l'établissement de programmes de reconstruction concertés entre les trois Services EX, MT et V, les désaccords éventuels étant arbitrés par le Directeur de l'Exploitation de la Région. Il est rappelé que le rétablissement de l'activité des dépôts doit aller de pair avec la remise en état des voies principales.

En ce qui concerne la Région parisienne, vu l'importance des relations par les Ceintures, les programmes doivent être soumis au Service Central du Mouvement.

Le P.C. Reconstruction, installé dans chaque zone sinistrée, doit établir et tenir à jour un planning afin d'obtenir le meilleur emploi des moyens en main-d'œuvre et en matériaux.

N° 14772 S.68.

Copie à M.DAUCHY, BIAIS.

8.5.44.

Signé:WISDOEFF.

-----  
Monsieur le Chef d'Arrondissement à VESOUL,

Paris, le 9 Mai 1944.

P.Le Chef de la Division de la Traction

Signé:JOUVELET.

-----  
Dépôt de

Belfort

Pour gouverner.

10.5.44.

P.Le Chef d'Arrondissement,

*[Signature]*



REUNION DES CHEFS DE DIVISION du 20 Avril 1944. DÉPÔT DE BELFORT

5ème Question

Mesures à prendre en faveur des sinistrés.

Le Chef des Services Administratifs rappelle les instructions relatives aux secours à attribuer aux agents sinistrés. Il signale à l'attention des représentants des Services la nécessité de venir en aide très rapidement aux intéressés. Or, à la suite du bombardement de Noisy-le-Sec, il n'a pas été possible d'apporter une aide immédiate à la plupart des agents sinistrés du fait de leur dispersion et ~~parfois~~ ~~parfois~~ ~~parfois~~ ce n'est que progressivement, souvent dans les centres de refuge et parfois même seulement à leur reprise de service qu'un secours a pu leur être versé.

Il eut donc été désirable qu'une permanence fonctionnât aussitôt après le bombardement et il convient d'en prévoir dès à présent les emplacements dans toutes les localités considérées comme dangereuses. Cette permanence comprendrait un ou plusieurs agents de chaque Service, un représentant du CNSC, ainsi que, dans la mesure du possible, l'assistante sociale et son représentant.

Les Services feront connaître dès que possible à M. le Directeur les mesures qu'ils auront prises à ce sujet pour les localités signalées au Service Central P dans la lettre 1318 du 22 avril 1944.

En ce qui concerne l'emplacement à préciser, plusieurs points pourraient être désignés à l'avance, choisis à des distances variables des zones dangereuses, de manière à être certain qu'il en reste, autant que possible, un suffisamment éloigné pratiquement abordable après le sinistre.

En cas de sinistre, il serait entendu que le poste le plus voisin restant accessible, serait occupé en premier lieu et que, successivement suivant les besoins, on se replierait progressivement dans un cadre déterminé sur ceux de plus en plus éloignés restés indemnes.

Paris, le 5 Mai 1944.

MT/E  
N°356 Pb3

MM. les Chefs de la DTRA,

Prière de me faire connaître le plus rapidement possible les mesures prises conformément à cette instruction dans les localités rap- pelées dans la lettre N° 1318 dont ci-joint copie.

Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,  
Signé:

Monsieur le Chef du TRA2,  
Pour examiner la question et  
me renseigner rapidement.  
9.5.44. Le Chef de la Division de la Traction,  
Signé: JOUVELET.

Dépôt de BELFORT,

Examen et avis. Réponse à m'adresser d'urgence après entente avec vos Collègues des autres Services.  
(10.5.44).

P. Le Chef d'Arrondissement,

11 MAI 1944

*cur 616 544*

*11.5.44*  
*Scuett*

*Idée  
Ecrire aux  
services d'urgence*



Paris, le 22 Avril 1944.

1518.

Monsieur le Directeur du Service Central P.

Comme suite au 5° du memento de l'entretien du 17 avril 1944 de M.le Directeur Général avec M.le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production industrielle et aux communications, j'ai l'honneur de vous indiquer ci-dessous, par ordre d'urgence, les cités et les agglomérations ferroviaires considérées comme dangereuses :

. . . . .

BELFORT ) 2ème urgence.

Par ailleurs, je vous serais très obligé de bien vouloir examiner la possibilité d'attribuer l'allocation de zone à celles de ces localités qui n'en bénéficient pas.

Le Directeur de la Région,  
Signé: BENARD.

-----  
Copie à Monsieur le Chef du Service M.T.

1.5.44

Le Chef des Soes Administratifs,  
Signé: MONET.

Belfort, le 19 Mai 1944.

REPORT DE L'ENQUETE

CAR

MS

A28

G3a

Mor

Monsieur l'Inspecteur Principal  
Chef du 5<sup>e</sup> Arrondissement

VESOUL

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Permanence à créer à Belfort aussitôt après le bombardement et destinée à distribuer aux agents sinistrés des secours et des renseignements, comprendrait les personnalités ci-après :

- Melle DUFAY, Assistante Sociale à Belfort
- M. BERTRAND, Chef de Bureau de gare de 1<sup>re</sup> classe à Belfort-  
Représentant du Service Exploitation et du  
Comité national de Solidarité;
- un représentant de chacun des Services V.R., M. et T., à  
désigner par eux.

Le lieu où se tiendrait cette Permanence ainsi que les différents points de replis seraient les suivants:

- 1°- Dispensaire - 32 rue Molière à Belfort
- 2°- S.T.A.B.E. 1 rue de Valenciennes à Belfort
- 3°- Gare de Valdoie (reliée à Belfort par tramway).

L'Inspecteur Divisionnaire,

signe : DROUART.

G4 D 01

Monsieur DROUART,  
Inspecteur Divisionnaire à BELFORT

Prière faire l'entente utile avec les Services locaux MT et V.B. et nous adresser la liste définitive des agents appelés à composer le poste de permanence.

Vesoul, le 31 Mai 1944.  
Pr. l'Inspecteur Principal,  
L'Inspecteur Principal Adjoint,

signé : VILME.

690

COPIE TRANSMISE à Monsieur GARDET  
Chef de Dépôt Ppal

à BELFORT

(en le priant de bien vouloir m'indiquer l'agent chargé de représenter son Service.

Belfort, le 2 Juin 1944.  
Son bien dévoué,  
L'Inspecteur Divisionnaire.

1944.  
Principal,  
Adjoint,

GARDET

*Lettre à M. Drouot  
le 5.6.44 :*

*EN Lettre  
à M. Drouot  
et X mettra  
dans Courbevoie*

**à BELFORT**

agent chargé de

*rapport avec le Drouot  
après un entretien  
avec le nouveau Gouverneur  
de Belfort*

re,

5° Arrond<sup>t</sup> VB

DÉPÔT DE BELFORT

SAPE de BELFORT

CARTON Bombardement aérien du 25 Mai 1944

DOSSIER A2863a  
ADJUTANT au Programme de remise en état des Bâtiments  
du 30 Mai 1944

Belfort  
28 JUIN 44

Ordre de: : Observa-  
priorité: Designation des bâtiments: Réparations à effectuer : tions

- |   |   |   |
|---|---|---|
| 1 | Dépôt - Atelier                               | Couverture de la partie utilisable (2000m <sup>2</sup> ). Reconstitution partielle du mur de la façade côté voie IF-2F. |
| 2 | - Rotonde                                     | Couverture de la partie utilisable (10 travées, 2300m <sup>2</sup> ).   |
| 3 | - Huilerie                                    | Couverture - Charpente.   |
| 4 | Petit Entretien - Atelier - Magasin - Bureaux | Couverture de la partie magasin-bureaux réutilisable (1000m <sup>2</sup> ).   |

el  
29.6.44  
H.

Vesoul, le 27 Juin 1944

Le Chef du 2° Arr<sup>t</sup>  
Traction,  
"FANIERE"

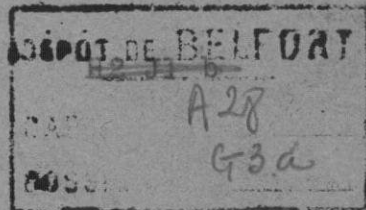
L'Inspecteur Divisionnaire  
Entretien de Belfort,  
"SCHMITT"

Le Chef du 5° Arr<sup>t</sup>  
V.B.  
"ODIOT"



N° 267660

Paris, le 1er Juin 1944



Monsieur le Chef du TRA2

Suite à lettre N° 267450 du 12 mai 1944. (A 28 G3.d.)

Les renseignements concernant le combustible délivré par aux agents en résidence dans des localités sinistrées et privées de gaz sont à établir pour les mêmes demi-décades que celles servant à l'arreté des situations des stocks de combustibles mod. 565 F.

P. Le Chef de la DTRA

Signé: Jouvelet.

Dépôt de Belfort

En confirmation de mon transmis de la lettre précitée.

2-6-444

P: Le Chef d'Arrondt,

*le Directeur*

3 JUIN 1944

*Jouvelet*

JB

Paris, le 14 juin 1944

DEPOT DE BELFORT

SNCF-MT/W

N° 402 PB/2

Monsieur le Chef du TRA3

DOSSIER

A 28

G 3a

Il est inutile d'établir un état du modèle P XVIII-1 pour chacun des agents auxquels vous accordez des secours en application des dispositions de la lettre 20 PI 43/L du 22.2.1943 (aide aux agents sinistrés à la suite de bombardements).

Il suffit dans les cas de ce genre de m'adresser une liste récapitulative indiquant les noms, prénoms, emplois et résidences des intéressés, leur adresse domiciliaire, leur situation de famille, l'importance du sinistre et le montant des secours attribués.

P/ Le Chef du Service M.T.  
KRUFFER

Copie aux Divisions, Subdivisions et Arrondissements;

P. Le Chef du Service M.T.  
KRUFFER

Dépôt de Belfort  
Suites.

P/ Le Chef d'Arrondissement,

19/6/44

20 JUIN 1944

*6 Dec  
bureau Paris  
Suites*

*Genet*

*Belfort*

B3/6

S.N.C.F.

Service Central  
du Personnel

-----  
2ème Division  
N° 1875  
-----

C O P I E

DÉPÔT DE BELFORT

CARTON N°

Paris, le

DOSSIER

A28  
G3a

W - Tirage = 115 ex.

Monsieur le Directeur du  
Service Central des Installations Fixes,

Par lettre Tv 86.400-1 du 19 mai, vous m'avez fait part d'une demande du Président de la Section de Tours de la Croix-Rouge française tendant à ce que la S.N.C.F. assure contre les risques de guerre le personnel Croix-Rouge du poste de Secours de Saint-Pierre-des-Corps.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que dans les risques d'accidents que la S.N.C.F. s'est engagée à couvrir à l'égard du personnel des équipes d'urgence de la Croix-Rouge française (ma lettre N° 1304 du 21 avril 1944), il y a lieu de comprendre les risques de guerre (bombardements, mitraillages, etc...).

Les mêmes dispositions sont applicables au personnel de la Croix-Rouge affecté à des postes de secours tels que celui de Saint-Pierre-des-Corps.

Des instructions ont été données aux Régions à ce sujet.

P. Le Directeur,  
signé: FLAMENT

Service Central  
du Personnel

-----  
Division Centrale  
du Service Social  
et médical  
-----

Copie adressée à M. le Directeur de  
l'Exploitation de la Région de l'EST,  
Comme suite à ma lettre N° 1304 du 21 avril.  
Paris, le 2 juin 1944.

P. le Directeur,  
Le Chef adjoint du Service  
Central P.,  
signé: FLAMENT.

Copie à MM. WISDORFF, RIDET,  
DOUDRICH, Dr BIDERMAN.

Copie à M. WISDORFF  
Paris, le 7 juin 1944  
L'Ingénieur en Chef,  
Chef des Services Administratifs,  
signé: MONET

MT/E

Paris, le 20 juin 1944

N° 1150 PB.3  
(Cl<sup>t</sup> P. 10<sup>a</sup>)

Messieurs les Chefs de Division, (DTRA, DML, DSVG)  
Subdivision, (PER3, SBC, SRA)  
d'Arrondissement  
et assimilés, (TRA, ML)

Pour gouverner.

P. le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,

30 JUIN 1944

1 JUIN 1944

*truffe*



S.N.C.F.-DR/E

N° 1243

Monsieur le Directeur du Service Central  
du Personnel, A28G3a

J'ai l'honneur de vous transmettre une requête par laquelle des agents du dépôt de VAIRES expriment le désir d'obtenir :

- 1°- une allocation de 50 kg de charbon
- 2°- le remplacement gratuit des effets de travail et des chaussures détruits ou disparus au cours du bombardement
- 3°- une indemnité pour perte d'outils personnels
- 4°- un congé supplémentaire avec solde de 3 jours.

Je me propose, si vous êtes d'accord, de répondre dans le sens ci-après :

1°- J'ai prescrit d'attribuer immédiatement 50 kg de charbon aux ménages privés de tout combustible du fait de la mise hors service des conduites de gaz; chaque cas fait l'objet d'un examen particulier.

2°- Etant donnée la pénurie des effets de travail et des chaussures professionnelles, il n'est pas possible de remplacer automatiquement tous les vêtements et les chaussures détruits ou disparus. J'ai prescrit d'en attribuer à titre remboursable aux seuls agents qui en ont absolument besoin, c'est-à-dire qui n'en ont pas d'autres en réserve; le remboursement sera bien entendu établi sur plusieurs mois et des secours pourront être attribués dans des cas justifiés.

3°- Le Service du Matériel et Traction met à la disposition de son personnel les outils nécessaires pour l'exécution du service. Si certains agents se servent d'outils leur appartenant, ceci est leur affaire et je ne vois pas, dans ces conditions, la possibilité de leur allouer une indemnité à raison de la perte de leurs outils personnels.

4°- Les agents sinistrés ont été autorisés à s'absenter pour procéder à la réparation de leur logement ou à leur déménagement. Ces absences seront régularisées à la reprise de service des intéressés, par cas d'espèce, pour imputation sur le congé normal. Mais il pourra, en fin d'exercice, être attribué quelques congés supplémentaires dans les cas spéciaux, à des agents ayant épuisé leur congé annuel.

Je vous serais obligé de me faire connaître si, en répondant ainsi, je ne vais pas au delà de ce qui se fait sur les autres régions ou si, au contraire, je ne reste pas en deçà, ce qui produirait l'effet le plus fâcheux.

Le Directeur de la Région  
signé: RENARD

M. RENARD,  
Je n'ai aucune objection  
signé: BARTH  
15.4.44.

Monsieur WISDORFF,  
Prière de faire répondre aux délégués dans le sens indiqué. J'ajoute que je ne refuserais pas d'examiner favorablement les propositions que vous jugeriez devoir m'adresser (point 3°) concernant des cas spéciaux (per ex. ouvriers qui auraient de notoriété publique utilisé un outillage personnel présentant de réelles qualités, une réelle supériorité sur celui que nous fournissons, mais trop onéreux pour que nous en dotions tous les agents.)

17.4.44

signé: RENARD.

MT/E

N° 533 Pbl

Paris, le 21 avril 1944

MM. Les Chefs de Division, Subdivision  
TRA 1, MI 1

pour gouverner.

P. Le Chef du Service M.T.

signé: BAILLEUL

SNCF-MT/E

N° 583 Pbl

Paris, le 2 Mai 1944

Monsieur le Directeur de la Région,

Un certain nombre d'agents MT en résidence à Noisy nous demandent si, en raison de l'interruption de la fourniture de gaz dans cette ville, il ne serait pas possible de leur attribuer une fourniture de 50 kgs de charbon pour leur permettre de pouvoir préparer leurs aliments.

Vous avez bien voulu admettre antérieurement une telle attribution en faveur du personnel de Vaires.

Je pense que la même mesure pourrait être adoptée vis-à-vis du personnel de Noisy si, comme je crois d'ores et déjà le savoir, la municipalité n'apporte aux habitants aucune aide matérielle à ce sujet.

X (D'une façon générale, je vous serais obligé de bien vouloir me confirmer si, comme je le pense, les mesures ayant fait l'objet de votre lettre n° 1243 du 14 avril 1944 au Service P et de votre transmission du même jour pourraient être appliquées d'office à l'avenir en faveur des agents des localités sinistrées.

Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction

signé: WISDORFF

X- Oui. Mais bien entendu cela vaut pour les agents de tous services et non pas seulement pas ceux du M.T.

2 mai 1944

signé: RENARD

PERS/B

N° 613 Pbl

Paris, le 8 Mai 1944

Messieurs les Chefs de Division  
Subdivision  
Arrondissement,

Pour les suites le cas échéant, en ce qui concerne les localités sinistrées pouvant se trouver dans la situation indiquée.

Les demandes de combustibles qui seront retenues seront adressées directement au Chef de dépôt local qui les satisfera dans la mesure de ses disponibilités. A défaut de charbon, il sera délivré du coke de ramassage.

Les demandes de vêtements et de chaussures de travail seront adressées à la Subdivision du Personnel qui déterminera comment et dans quelles proportions elles pourront être satisfaites.

Les demandes de congé supplémentaires seront en fin d'années examinées par cas d'espèce.

P. Le Chef du Service MT

signé:

Dépôt de Belfort

pour gouverner.

9.5.44.

P/ Le Chef d'Arrondissement,

*Genet*

vu  
10-5

*H.*



5° Arr<sup>t</sup> VB

GARE de BELFORT

Section 57

Bombardement aérien du 17 Juillet 1944

1<sup>er</sup> ordre de succession des travaux de remise en état  
des installations du S.E.S.

1°/ Retablissement des circuits téléphoniques suivants :

- a) P.S.A. à poste électrique.  
Circuit omnibus Belfort-Méroux  
---d°--- Belfort-Chèvremont
- b) Poste 4 à poste électrique  
Circuit omnibus Belfort-Héricourt

(La réparation des câbles armés de téléphonie se fera ensuite  
suivant les possibilités et le matériel qui pourra être récupéré par  
le Service V.B.)

2/ Mesure d'isolement des câbles entre le poste électrique et la  
guérite N°1.

3/ Dès rétablissement du courant 15.000v (M.T.)

- au poste de transformation d'arrivée : alimentation provisoire  
du poste 5,
  - au poste de transformation G.V. : rétablissement de la commande  
des zones CD, EF, du poste électrique et de la commande des ai-  
guilles et des signaux des guérites N°2 et 3.
- (Ces rétablissements sont subordonnés aux résultats des vérifi-  
cations des câbles et de l'importance des dégâts).

4/ Rétablissement provisoire de l'éclairage intérieur et extérieur  
compte tenu des moyens dont pourra disposer le Service VB.

Belfort, le 18 Juillet 1944

Le Chef du 5° Arr<sup>t</sup> EX,    Le Chef du 5° Arr<sup>t</sup> VB,    Le Chef du 2° Arr<sup>t</sup>

"FIRAT"

"ODIOT"

Traction,  
"FENNIERT"

5° Arr<sup>t</sup> VB

Section 57

GARE de BELFORT

*Belf*

Bombardement aérien du 17 Juillet 1944

1<sup>er</sup> Ordre de succession des travaux de remise en état  
des voies

1/ Ligne 40- Rétablissement de la voie I: rétablie le 18 à 16h.  
-----d°----- 2: rétablie le 19 à 17h.

2/ Dépôt - Rétablissement de la voie 3 : le 19 Juillet à 18h  
Rétablissement de la voie  
d'accès au pont tournant : le 20 Juillet à 18h  
Rétablissement de la voie  
d'accès au verin ..... : le 22 Juillet

3/ Rétablissement de la voie 1F-2F .. : le 26 Juillet

4/ Raccordement direct:

Rétablissement de la voie 1R : le 20 Juillet

Rétablissement de la voie 2R : le 23 Juillet

5/ Ligne de Besançon :

Rétablissement de la voie 1<sup>bis</sup>:le 22<sup>nd</sup> Juillet

Rétablissement de la voie 2<sup>bis</sup>:le 24 Juillet

Belfort, le 17 Juillet 1944

Le Chef du 5° Arr<sup>t</sup>

Le Chef du 5° Arr<sup>t</sup>

Le Chef du 2° Arr<sup>t</sup>

EX

V.E.

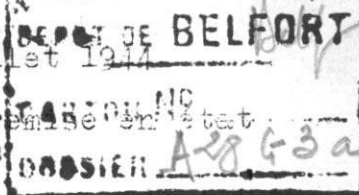
Traction

"PIRAT"

"ODIOT"

"FANIERE"

Bombardement aérien du 17 Juillet 1944

1<sup>er</sup> ordre de succession des travaux de remise en état  
des installations hydrauliques

Ordre :		: Date approuvée :
d'urgence :		: Nature du travail :
		: Date d'achèvement :

- |                |  |            |
|----------------|--|------------|
|                | L'alimentation de la gare est encore assurée aux 7 premières grues côté Paris, par le réservoir de 350m <sup>3</sup> alimenté faiblement par l'étang de Valdoie. |            |
| 1 <sup>o</sup> | Remise en état de la conduite de refoulement provisoire en tuyaux acier de 130mm sur 50m de longueur entre les points a-b et c-d.                                | 19 Juillet |
| 2 <sup>o</sup> | Remise en service des réservoirs de 350m <sup>3</sup> du Dépôt après pose d'un R.V. supplémentaire sur la conduite de distribution provisoire.                   | 20 Juillet |
| 3 <sup>o</sup> | Remise en état de la conduite de distribution de 300mm entre les R.V. 71 et 72.  | 25 Juillet |
| 4 <sup>o</sup> | Remise en état, entre les R.V. 22 et 50 de la conduite de 100mm passant dans la cour de la gare.   | 30 Juillet |

Vesoul, le 18 Juillet 1944

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup>EX  
"PIRAT"Le Chef du 5<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup>V.B.  
"ODICE"Le Chef du 2<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup>Traction  
"FANIERE"

d  
26-2  
H.



Ly  
Pbl/8  
S.N.C.F./E  
Economat  
E.R.E. N° 3790

Paris, le 15-7-44

DEPOT DE BELFORT

CARTON NO A28 G3a

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la traction.

Des agents ministres totaux n'ont pu s'approvisionner en vêtements avec leur bon d'achat.

Suivant instructions du Groupement auxiliaire des Industries et Commerces Textiles, il y aura lieu de nous adresser d'urgence la liste nominative de ces agents avec leur adresse pour nous permettre de la soumettre au C.A.I.C.T. qui leur enverra une lettre d'introduction pour obtenir ces vêtements.

Le Chef de l'Economat,  
Signé LE BOUDER.

Paris, le 15-7-44

MM. les Chefs d'Arrondissement,

Prière de m'adresser pour le 25-courant au plus tard la liste de ceux de vos agents qui seraient dans ce cas.

P) Le Chef du Service MT  
Signé KRUFFER.

P.S. Le Groupement ci-dessus qui a fait réserver un certain nombre de vêtements chez un fournisseur de Paris, désirerait recevoir cette liste dans le plus court délai, faute de quoi il se trouverait contraint de débloquer ces vêtements au profit d'une autre clientèle.

Dépôt de

Belfort

Les suites d'urgence.

Listes à adresser directement au Chef du Service avec copie à l'Arrondissement.

19-7-44

P) Le Chef d'Arrondissement,

*Benet*

*N. L. Simonet  
Marchal*

*J. Sy*

*fait le 20.7.44*

*Suite d'urgence le cas échéant*

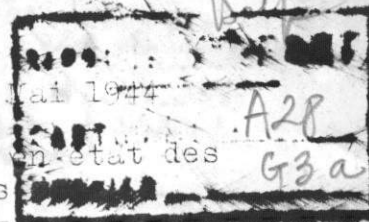
20 JUL 1944

5° Arr<sup>t</sup> VB

GARE de BELFORT

Lombardements aériens des 11 et 25 Mai 1944

3° ordre de succession des travaux de remise en état des  
installations hydrauliques



Ordre :  
d'urgence:

Nature du travail

Date approximative  
d'achèvement

1

Rétablissement de la conduite de communi-  
cation entre la ballastière SIMONNET et  
le bassin d'épargne. (ce rétablissement est  
subordonné à la réception des tuyaux).

15 Août 1944

Vesoul, le 10 Juillet 1944

Le Chef du 5° Arr<sup>t</sup>

EX,  
"PIRAT"

Le Chef du 2° Arr<sup>t</sup>

Traction  
"FANIERE"

Le Chef du 5° Arr<sup>t</sup>

V.F.  
"CROIX"

*Handwritten signature and initials:*  
cl  
F.V.  
d.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 53/TA

CARTON N°

A 28

DOSSIER

932

adressée par Monsieur le Chef de Dépôt à AILLEVILLERS  
à Monsieur le Chef du 2° Arrondissement de Traction à VESOUL

Par lettre ci-jointe, le chauffeur de route comm. BAILLY Abel, Jules, du dépôt d'Aillevillers demande qu'un jour de congé annuel obtenu le 27 Septembre dernier pour remise en état de la toiture de la maison ~~x~~ lui appartenant et détériorée par fait de guerre (1) soit converti en congé extra-réglementaire avec solde.

Nous demandons si par analogie avec les agents sinistrés par bombardement aérien (L. N° 803 Pbl/44 du 1.6.44) de Monsieur le Chef du Service) nous pouvons donner satisfaction à l'agent et transmettre sa fiche 5 P 1 pour approbation.

AILLEVILLERS, le 29.11.44

Le Chef de Dépôt,

signé: DESTAING

(1) toiture endommagée par bombardement d'Artillerie.

VU : Je pense que les instructions de la lettre N° 803 Pb 1/44 du 1.6.44 sont applicables aux agents sinistrés par faits de guerre relatifs à la libération du territoire.

Je vous serai obligé de vouloir bien me le confirmer.

1/12/44/

Le Chef d'Arrondissement

signé: FANNIERE

Monsieur le Chef du ~~Dépôt d'Aillevillers~~ TRA2,

D'accord pour faire bénéficier cet agent des dispositions de la lettre N° 803 Pb 1/44 du 1.6.44.

P. Le Chef du Service MT

signé: OUDOT.

P.S.- La lettre 803 Pbl/44 parle de bombardements; elle est donc applicable dans tous les cas qu'il s'agisse de bombardement par avions ou par obus.

Depôt de *Belfort*

15.12.44.

P. Le Chef d'Arrondissement,

*[Signature]*

*M. Brung*  
*19.12.44*



Bombardement aérien du 25 mai 1944

## PROGRAMME de remise en état des Bâtiments

Ordre de :  
 priorité: Désignation des bâtiments: Réparations à effectuer: Observations

1	Agents de trains	Maçonnerie, couverture, plâtrerie, menuiserie, vitrerie.	Couverture réparée. Menuiserie, vitrerie en cours. 15 chambres rendues utilisables.
2	Halle G.V. Bois	Couverture, charpente	En cours.
3	Poste électrique. Guérite de zone N°3	Couverture, vitrerie	Réparations provisoires faites.
4	Halle N° 2	A reconstruire en partie.	
5	Magasin de Section	Charpente, couverture, vitrerie.	
6	Chefs de District	---d°---	
7	Halle G.V. béton	Couverture béton à réparer.	
8	Bâtiment du train blindé	Couverture à réparer	
9	Bureau P.V.	Couverture, plâtrerie, menuiserie, vitrerie.	
10	Halle N°1	A reconstruire en partie.	
11	Poste F <sup>4</sup>	Couverture vitrerie	
12	Bâtiment des voyageurs	Couverture, charpente, vitrerie, menuiserie.	Réparations provisoires faites.
13	Messageries	---d°---	---d°---
14	Buffet	---d°---	---d°---
15	Lampisterie	---d°---	---d°---
16	Huilerie du Dépôt	Charpente, couverture	La reconstruction de ces bâtiments sera envisagée ultérieurement et fera l'objet d'un programme d'ensemble.
17	Bâtiments divers du dépôt.	---d°---	
	Bâtiments divers du PE P.S.A.	---d°---	
	Poste de transformation générale	Détruit	
	Atelier magasin du dépôt	Fortement incliné, à consolider.	
	Bureaux du dépôt	A moitié détruit.	
	Poste de transformation dépôt.	Aux 3/4 détruits	
	BOT - WC, etc ...	Détruit.	
	Tour à roues	-d°-	
	Vestiaire, lavabos, TIA	-d°-	
	Moto-pompe du dépôt	-d°-	
		Maçonnerie disloquée à reconstruire.	

TJVP

Ordre de:	priorité:	Désignation des bâtiments:	Réparations à effectuer:	Observations
17 (suite)		W.C. Lampisterie	Détruit	La reconstruction de ces bâtiments sera envisagée ultérieurement et fera l'objet d'un programme d'ensemble.
		Atelier magasin du M.R.	3/4 détruit	
		Magasin à bois	-d*-	
		W.C. côté Besançon	détruit	
		Rotonde	3/4 détruit	
		Bâtiments des M.C.	3/4 détruit.	Il est prévu l'installation de 2 bureaux vitrés.
		Abri d'équipe Voie, Dépôt	détruit	
		Abri d'équipe Voie, ancienne.	Maçonnerie disloquée à reconstruire.	
		(Maison de garde PLM)		
		Pavillon N°2	Détruit	

—> Ce programme annule celui du 17 Mai 1944 établi à la suite du bombardement du 11 Mai 1944.

Vesoul, le 30 Mai 1944

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup> EX,

Le Chef du 2<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup>  
Traction,

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup> VB,

"PIRAT"

"FANIERE"

"ODIOT"

*Honnier Gardet,*  
*Pou gouverner.*

31 MAI 44

Le Chef d'Arrondissement

*Serret*

Bombardement aérien du 11 Mai 1944

## Programme de remise en état des Bâtiments

Ordre de priorité	Désignation des bâtiments	Réparations à effectuer	Observations
1	Bureau du Matériel EX	Couverture, menuiseries, vitrerie	Terminé
2	Bureaux du dépôt	--- d° ---	En cours
3	Agents de trains	Maçonnerie, couverture, plâtrerie, menuiseries, vitrerie	Couverture faite - menuiseries, vitrerie en cours - 15 chambres réutilisées
4	Atelier du L.R.	Couverture-vitrerie	En cours
5	Atelier Mag. du M.T.	-- d° --	-d°-
6	Poste transformation du MT	A démolir & reconstruire	Couverture parée provisoirement
7	Halle GV bois	Couverture charpente	En cours
8	Poste électrique & PSA	Couverture-vitrerie	Réparations provisoires faites
9	Halle N° 2	A reconstruire en partie	
10	Halle GV béton	Couverture béton à réparer	
11	Bureau PV	Couverture, plâtrerie, menuiseries, vitrerie	
12	B.O.T., M.C. du M.T.	A reconstruire en partie	
13	Halle N° 1	-- d° --	
14	Poste F4	Couverture, vitrerie	
15	Vestiaire-lavabos du M.T.	A reconstruire en partie	
16	Magasin à bois du M.R.	Couverture, vitrerie	
17	Bâtiment des Voyageurs	Couverture, charpente, vitrerie, menuiseries	Réparations provisoires faites
18	Messageries	-d°-	-d°-
19	Buffet	-d°-	-d°-
20	Lampisterie	-d°-	-d°-
21	Rotonde	A reconstruire en partie	
22	Bâtiment des M. & C.	A reconstruire	
23	Pavillon N° 2	-d°-	Installation de 2 bureaux très prévue
24	M.C. du MR côté Besançon	-d°-	

Programme établi d'accord entre les 3 Services.

Vesoul, le 17/5/44

Le Chef du 5ème AREX  
Signé : PIRATLe Chef du 2ème ARR MT  
Signé : FANNIERELe Chef du 5ème ARR VB  
Signé : ODIOT



S.N.C.F.-MT/W

PERS

N° 803 Pbl-44

Paris, le 14 juin 1944

A28 G8 a  
A15-B2 mMessieurs les Chefs de Division  
d'arrondissement.

Partransmis Nos 533 Pbl et 613 Pbl des 21 avril et 18 mai 1944, je vous ai donné connaissance des mesures à prendre en faveur des agents touchés par les bombardements.

La question de la régularisation des absences des agents sinistrés a fait l'objet d'un nouvel examen; il a été décidé que les Chefs d'arrondissements pourront accorder à ces agents, par cas d'espèce, un congé supplémentaire avec solde, de 2 à 5 jours au maximum pour procéder au déblaiement, aux réparations de leur logement ou à leur déménagement. S'il y a lieu, l'absence supplémentaire sera soit imputée sur le congé réglementaire, soit accordée comme congé sans solde si l'agent demande ou s'il a déjà épuisé son congé réglementaire annuel.

Le § 4° de la lettre 1243 (mon transmis 533 Pbl) et le dernier alinéa de mon transmis 613 Pbl sont annulés.

P. Le Chef du Service MT  
signé: KRUEFFER

Dépôt de Belfort

Pour prendre note.

5.6.44

P/ Le Chef d'Arrondissement,

Pour application, Il faut d'abord faire le point et régulariser tous retards comme indiqué ci-dessus.

(6-6-44)

Belfort, le 10 Juin 1944. A 28

G3a

## Secours aux sinistrés

G4 D 01.

++++++

Monsieur LEROY, S/Ingénieur Chef de Section à Belfort  
 Monsieur GARDET, Chef de Dépôt Principal à Belfort  
 Monsieur SCHMIDT, Inspecteur Chef de l'Entretien à Belfort  
 Monsieur RICHARD, Chef de Gare Principal à Belfort

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Permanence à créer à Belfort aussitôt après un bombardement et destinée à distribuer aux agents sinistrés des secours et des renseignements, comprendra les personnalités ci-après:

- Melle DUFAY, Assistante Sociale à Belfort
- MM. BERTRAND, Chef de Bureau de gare de 1<sup>e</sup> classe à Belfort, Représentant du Service Exploitation et du Comité national de Solidarité,
- WEISS, Chef de Groupe Entretien de Belfort
- BRENEZ, Employé Dépôt de Belfort
- JOFFIN, Employé auxiliaire District de Belfort.

Le lieu où se tiendra cette permanence ainsi que les différents points de replis, en cas de destruction du local prévu, seront les suivants:

- 1°- Dispensaire - 32 rue Molière à Belfort
- 2°- S.T.A.B.E. - 1 rue de Valenciennes à Belfort
- 3°- Gare de Valdoie (reliée à Belfort par tramway);

Il appartiendra à chacun des membres de la Commission de se rendre d'office après bombardement au local désigné.

Votre bien dévoué,  
 L'Inspecteur Divisionnaire,

le Préfet

Préciser note

(H. B. W.)



5° Arr<sup>t</sup> VB  
---

GARE de BELFORT  
-----

DEPOT DE BELFORT
CARTON 119
DOSSIER A2863a

Bombardement aérien du 11 Août 1944  
-----

1° Programme de remise en état des installations de sécurité  
téléphoniques, Force et lumière  
-----

1°/ Rétablissement provisoire des circuits téléphoniques suivants:

- a) circuit omnibus Belfort-Chèvremont
- b) ---d°--- Belfort-Héricourt
- c) ---d°--- Belfort-Méroux
- d) circuit PR Belfort-Chèvremont
- e) liaison poste 5 à poste 2 ) en coupure dans guérite
- f) liaison poste 4 à poste 2 ) installée face à l'ancien  
PSA
- g) liaison dépôt à poste 2

2°/ Vérification des câbles entre le poste 2 et les guérites de  
zone 1 et 2.

Vérification du câble 15.000V (V.B.) du poste de transforma-  
tion GV à sous-station normale.

3°/ Dès rétablissement de l'alimentation 15.000V par le Service  
M.T. :

- a) Alimentation du poste 5 par le poste de transformation  
d'arrivée.
- b) Rétablissement de la commande, par le poste 2, des zones  
CD, EF.  
(Rétablissements subordonnés aux résultats des vérifica-  
tions des câbles dont il n'est pas encore possible de pré-  
ciser l'importance des détériorations).
- c) Rétablissement provisoire de l'éclairage intérieur et exté-  
rieur compte tenu des moyens dont disposera le Service VB.

Vesoul, le 14 Août 1944

Le Chef du 5° Arr<sup>t</sup>  
EX  
"PIRAT"

Le Chef du 2° Arr<sup>t</sup>  
Traction  
"FANNIERE"

Le Chef du 2° Arr<sup>t</sup>  
V.B.  
"ODIOT"

*Handwritten signature and date:*  
17.8.



*Delf*

GARE de BELFORT

Bombardement aérien du 11 Août 1944

Programme de remise en état des voies

Nos : d'ordre:	Indication des travaux
1	Dégagement de la voie principale 4
2	Liaison des voies principales I-II côté Mulhouse
3	Dégagement de la voie principale 3
4	Rétablissement de la voie II, ligne 40
5	Rétablissement de la voie I <sup>R</sup> du raccordement direct
6	Liaison des voies 4-3 et 4 côté Mulhouse
7	Rétablissement de la voie I, ligne 40
8	Rétablissement de la voie I <sup>F</sup> -II <sup>F</sup>
9	Rétablissement de la voie d'entrée au dépôt
10	Rétablissement des voies 17,18,19 du triage
11	Rétablissement de la voie Ibis, ligne Besançon
12	Dépôt - Rétablissement de la voie d'entrée.
13	Dépôt - Rétablissement de 2 voies pour accéder au pont tournant.
14	Dépôt - Rétablissement des voies 2 et 3 pour accéder au chantier à combustible.

Vesoul, le 14 Août 1944

Le Chef du 5° Arr<sup>t</sup>  
V.B.  
"PIRAT"

Le Chef du 2° Arr<sup>t</sup>  
Traction  
"FANNIERE"

Le Chef du 5° Arr<sup>t</sup>  
V.B.  
"ODIOT"

5° Arr<sup>t</sup>VB

ESB

GARE de BELFORT

Bombardement aérien du 11 Août 1944

4° Programme de remise en état des bâtiments

Ce programme annule ceux des 17 et 30 Mai et 18 Juillet 1944

Ordre de priorité:	Désignation des bâtiments	Réparations à effectuer	Observations
1	Bâtiment des voyageurs	Maçonnerie, couverture, menuiserie, plâtrerie, vitrierie.	Des réparations indispensables seront effectuées provisoirement.
2	Messageries .....	--d°--	
3	Agents des trains ....	--d°--	
4	Poste électrique .....	--d°--	
5	Poste de transforma- tion du dépôt.....	Détruit	
6	Lampisterie .....	Couverture, vitrierie.	
7	Abri des coketiers ...	Maçonnerie, charpente, couverture, menuiserie, plâtrerie, vitrierie.	
8	Sablerie .....	Charpente, couverture, vitrierie.	
9	S/station .....	Couverture	
10	Groupe électrogène ...	Couverture.	
11	Transformateur G.V. ..	Couverture, menuiserie, vitrierie.	
12	Poste F <sup>2</sup> .....	----d°----	
13	Poste F <sup>4</sup> .....	Charpente couverture, menuiserie, plâtrerie, vitrierie.	
14	Immeuble BUSSON .....	----d°----	
15	Bastion .....	----d°----	
16	Station de pompage ...	A reconstruire	
17	W.C. Public .....	Maçonnerie, charpente, couverture (à ne pas reconstruire).	
18	Pavillon N° I .....	Couverture, menuiserie, vitrierie.	
19	Guérite de zone N°2 ..	----d°----	
20	Chaufferie .....	Couverture, vitrierie.	
21	Halle G.V. Béton .....	Maçonnerie B.A.	
22	Halle G.V. Bois .....	Charpente, couverture, menuiserie, vitrierie.	
23	Transformateur G.V....	Couverture, menuiserie, vitrierie.	
24	W.C. coketiers .....	Maçonnerie, couverture.	

Ordre de priorité:	Désignation des bâtiments	Réparations à effectuer	Observations
25	Bureau P.V. ....	Détruit	En raison des destructions la reconstruction de ces diverses installations sera envisagée après la guerre et fera l'objet d'un programme d'ensemble.
	Halle P.V. N° 1 .....	Détruite	
	Halle P.V. N° 2 .....	Détruite	
	Guérite de zone N°3 ...	Détruite	
	Guérite de zone N°4 ...	Détruite	
	Pavillon N°2 .....	Détruit	
	P.S.A. ....	Détruit	
	Poste de transformation général .....	Maçonneries disloquées	
	Bâtiment dit "du train blindé" .....	Détruit	
	Magasin de section ....	Détruit	
	Bureau des districts ..	Détruit	
	Abri d'équipe "voie" du dépôt .....	Détruit	
	Abri d'équipe "voie" (ancienne M.G. PLM) ...	Détruit	
	Installations du Petit entretien .....	Détruites	
	Rotonde .....	Détruite	
	Atelier magasin du dé- pôt .....	1/2 détruit	
	Bureaux du dépôt .....	3/4 détruits	
	B.O.T. W.C. du dépôt ..	Détruits	
	Tour à roues .....	Détruit	
	Huilerie .....	Disloqué à reconstruire	
	Vestiaire, lavabos, T.I.A	Détruit	
	Moto-pompe du dépôt ...	Maçonnerie disloquée	
	Mécaniciens et chauff- eurs .....	3/4 détruit	
	W.C. lampisterie .....	Détruit	
	Sèchoir à sacs .....	Détruit	
	Maison du Chef de dépôt	Détruite	
	Maison des Sous-Chefs de dépôt .....	Détruite	
	Marquise quai N°2 .....	Détruite sur 20m	
	Marquise quai N°3 .....	Détruite sur 30m, incli- née sur 50m	
	Marquise quai N°4 ....	Détruite sur 40m	
	Passage souterrain ....	Dalle perforée entre voies 3 et 4.	

Vesoul, le 14 Août 1944

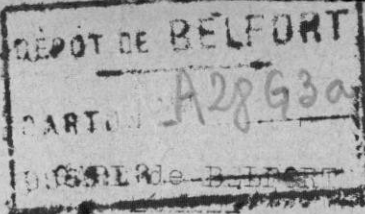
Le Chef du 5° Arr<sup>t</sup>  
EX  
"PIRAT"

Le Chef du 2° Arr<sup>t</sup>  
Traction  
"FANNIERE"

Le Chef du 5° Arr<sup>t</sup>  
V.B.  
"ODIOT"



5<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup>VL



Bombardement aérien du 11 Août 1944

1<sup>er</sup> Ordre de succession des travaux de remise en état des installations hydrauliques

Ordre d'urgence.	Nature du travail	Date approximative d'achèvement
	L'alimentation de la gare est assurée par la seule grue de l'annexe IV rue de Mulhouse, Km.441,686,branchée sur la conduite de l'étang de Valdoie.	
1	Remise en état des 3 grues,voies 4,5,6 du BV côté Paris,avec alimentation par l'étang de Valdoie.	14 Août
2	Remise en état de la conduite provisoire de refoulement par un nouvel itinéraire en utilisant la conduite de la grue provisoire,Km.443,700, voie 24, établissement d'une conduite provisoire nouvelle,en ligne droite entre cette grue et la conduite provisoire ancienne voie IF-2F et réparation de la coupure de cette conduite sur 50m,vis à vis des bureaux du dépôt,	Subordonnée à la fourniture de 300m de tuyau de 130mm demandé par les Services allemands.

Vesoul,le 14 Août 1944

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup>  
EX  
"PIRAT"

Le Chef du 2<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup>  
Traction  
"FANNIERE"

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup>  
V.B.  
"ODIOT"

*cl.*

## BULLETIN des Pièces communiquées

N° d'Entrée : 1821 Nombre de pièces communiquées : 3

NOTA. — Ce bulletin doit être retourné avec les pièces communiquées

Communiqué le 17 Juillet 1897  
à Monsieur Aubert, Chef de section,  
pour informer M. Huter qu'il  
peut commencer les travaux  
en demandant l'adhésion du  
service local du Contrôle.  
Donner à M. Huter les indications  
nécessaires à ce sujet.

L'Ingénieur principal de la 5<sup>e</sup> Div.  
Langres

Réponse

(N° 11649)

Demande du Sr Huter de  
Bulgniville

Retourné à Monsieur  
L'Ingénieur principal, après  
avoir fait le nécessaire.

Langres, le 27 Juillet 1897,  
Le Chef de Section

*[Signature]*

LISTE DES ETABLISSEMENTS DANS LESQUELS IL SERA  
NECESSAIRE DE REALISER DES INSTALLATIONS PROVISOIRES.

---

La liste ci-après, établie à l'aide des renseignements connus au  
5.10, n'est pas limitative.

Les établissements soulignés sont ceux pour lesquels une fiche  
résumant les travaux à exécuter a été établie.

SERVICE DE LA TRACTION

!	-----	!
!	<u>2ème Arrt.</u>	!
!		!
!	Belfort	!
!	<u>Chaumont</u>	!
!	<u>Chalindrey</u>	!
!	<u>Joinville</u>	!
!	Langres	!
!	<u>Aillevillers</u>	!
!	Delle	!
	-----	!

13.10.44



SNCF-MT/E

N° 17427 S 70

Proposé par :

Le Chef de la DTRA

signé:

Paris, le 18 Octobre 1944

Le Chef de la Division  
du Service Général

signé:

P. Le Chef de la  
Division du Matériel  
signé:Monsieur le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments

CARTON

DOSSIER

A 28  
H

Comme il a été convenu lors de la réunion du 9 courant entre nos représentants à la Commission d'étude des installations provisoires, je vous prie de trouver ci-jointes :

1°- la liste des établissements de mon Service dans lesquels il est nécessaire de procéder, soit à des remises en état, soit à l'édification d'installations provisoires. Cette liste est établie à la date du 8 octobre et pourra être complétée, en fonction des constatations faites dans les établissements non encore libérés;

2°- une collection de fiches donnant pour la plupart des établissements figurant sur la liste ci-dessus, le détail des travaux à exécuter. Cette collection sera complétée par les fiches des établissements qui, bien que figurant sur la liste, ne sont pas libérés ou ne sont pas encore suffisamment reconnus pour que l'inventaire des travaux ait pu être arrêté. Certaines des fiches susvisées, et en particulier celles qui comportent l'exécution d'installations provisoires, pourront être éventuellement complétées, notamment en cas d'extension du service assuré par les établissements intéressés.

Autrement dit, les travaux demandés actuellement ne constituent qu'un minimum indispensable pour la reprise d'un service réduit.

Par ailleurs, il convient de noter les points ci-après :

- 1°- Chaque fiche reprend la totalité des travaux à exécuter, y compris ceux actuellement en cours.
- 2°- les documents visés ci-dessus ne font état, ni des remises en état de ponts tournants, ni des remises en état d'installations hydrauliques qui sont l'objet d'études et de programmes distincts étudiés par les agents spécialisés de nos 2 Services;
- 3°- les mêmes documents ne font état que de rares réfections de locaux d'habitation d'agents dirigeants. Le problème du logement du personnel, dans les centres sinistrés, fera, comme l'a prévu la Commission, l'objet d'une étude distincte.
- 4°- les plans qui peuvent être nécessaires pour la remise en service de certains établissements ont été remis directement à vos Services (Dépôts de Chaumont, Chalindrey) ou sont joints à la fiche visée ci-dessus;
- 5°- toutes les installations d'ateliers provisoires de levage dans des usines ou locaux loués à l'extérieur de la S.N.C.F. doivent être différées à l'exception de celles prévues dans l'usine EGROT et GRANGE à Bondy (installation à réaliser d'ailleurs par les propriétaires de l'usine avec lesquels nous avons passé un contrat de réparation).
- 6°- des installations similaires prévues dans les emprises de la S.N.C.F. ne doivent être retenues que celles figurant à la liste ci-dessus.

Le Chef du Service du Matériel  
et de la Traction, p.i.  
signé: BIGOT

Die à MM. MERLIN  
BAILLEUR (LANDREAU)

## AILLEVILLERS

---

- Remise en état d'une salle du foyer à usage de bureau de Chef de dépôt
- Construction d'un magasin annexe
- Installation d'un parc à fraisil
- Remise en état du poste de la station de pompage

## CHAUMONT

---

### Bâtiments

- à Remise en état de la maison du chef de dépôt pour aménagement en bureaux
- Installer une couverture provisoire sur
  - bascule Schenck
  - tour à roues
  - vérin
- Remise en état du Magasin
- Monter les 3 baraques 30m x 6 demandées d'autre part.
- Installer sur 3 voies de l'ancienne remise les plus voisines du local de l'outillage un bâtiment provisoire de 30m de longueur pour abriter les machines en lavage et RI, y adosser un local pour outillage et ouvriers EC.
- Remise en état de la baraque de la cantine et transformation en vestiaire réfectoire pour agents de machines.
- Remise en état des WC situés
  - près de la maison du Chef de dépôt
  - près de la sablière.



## LANGRES

- Equipement d'une voie de l'atelier de massifs bétonnés pour levage.
- Etablissement de 2 baraquements de 20 x 6 à usage de lavabos-vestiaires pour
  - agents sédentaires
  - agents de conduite.

## JOINVILLE

---

### Bâtiments

- Construction de 3 fosses avec massifs bétonnés
- Aménagement du dortoir en bureau et outillage
- Etablissement d'un portique fixe et d'un parc à roues
- Construction d'un appentis pour cuve à potasse
- Edification d'une baraque 30 x 6 à usage de magasin.

## CHALINDREY

---

### I - Voies

- Nivelier la partie de l'ancien gril de classement la plus voisine de la maison du chef de dépôt entre la sortie et la rotonde- y rétablir un gril provisoire.
- Nivelier l'emplacement de la maison du chef de dépôt pour établissement de baraquement
- Etablir une voie d'accès
  - au vérin
  - du gril ci-dessus au chantier à combustible
- Rétablir l'écoulement de l'eau dans la zone de la maison visée en a) ci-après.

### II- Bâtiments

- a) Equiper en bureaux, après remise en état sommaire, une maison voisine du dépôt.
- b) Installer dans le jardin de cette maison un baraquement de 10 x 12 à recevoir de Langres, à usage de lampisterie- outillage.
- c) Installer à l'emplacement de la maison du chef de dépôt les 3 baraquements de 30x6 demandés d'autre part.
- d) Installer sur les 2 voies du gril les plus voisines de ces baraquements un bâtiment provisoire de 30m de longueur pour abriter les machines de levage. Rétablir à cet endroit les fosses sur ces 2 voies.
- e) Remise en état de la couverture du poste de transformation.



S.N.C.F.

Paris, le 9 mars 1945

BELFORT

A28 G2

Service Central  
du Personnel

Bureau des Prisonniers  
et Déportés Civils

Tél. Tri 91-73  
Réf. Pn n° 104

Monsieur le Directeur de la Région  
de l'EST

Il m'a été signalé que certains Services étaient saisis de demandes émanant de diverses Associations au sujet de renseignements à fournir concernant les agents de la S.N.C.F. ou leur famille déportés en Allemagne.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Bureau des Prisonniers et Déportés du Service Central du Personnel a, seul, qualité pour demander ces renseignements.

En conséquence, je vous demanderais de vouloir bien donner toutes instructions utiles pour que les demandes de ce genre qui parviendraient dans vos Services, soient directement transmises au Bureau des Prisonniers et Déportés de la S.N.C.F., 8 rue de Londres.

Je profite de la circonstance pour vous rappeler qu'il y a lieu de signaler immédiatement, à ce même Bureau, tous les changements survenant dans la situation des prisonniers ou Déportés.

P. Le Directeur  
signé: FATALOT

Copie à M. BIGOT  
Paris, le 19 Mars 1945  
P. Le Chef des Scs Administratifs  
signé: MEDARD

MT/E  
PERS/B

N° 226P.45 W

Messieurs les Chefs de Division  
d'Arrondissement,

Pour agir de conformité et transmettre directement au Bureau des Prisonniers et Déportés du Service P les demandes qui pourraient vous adresser les diverses Associations.

D'autre part, je vous rappelle que tout changement survenant dans la situation des prisonniers de guerre ou déportés doit m'être signalé immédiatement par avis mod. C ou Cbis que je fais suivre moi-même au Service Central P.

Paris, le 29 Mars 1945  
P. Le Chef du Service MT  
signé: KEUFFER

Dépôt de Belfort  
Pour les suites.

3.4.45.

P. Le Chef d'Arrondissement,

M. Hinchey  
u.v.w

Jany

# ATTAQUES AÉRIENNES

TRA2 , le 16 et 31 de chaque mois

NY/15 3.7/19.42

Paris le 22 Septembre 1942.

Hauptverkehrsdirktion  
Paris  
N 36 L 2 Basale

C

D

A28

G3d

concerne : attaques aériennes contre des trains en marche.

En raison des incidents survenus, la question de la conduite à tenir par le personnel d'accompagnement des trains lors d'attaques aériennes sur des trains en marche a été soumise à un nouvel examen.

D'accord avec la H.V.D. de Bruxelles, une réglementation unifiée est intervenue. Dès lors, lorsqu'un train en marche est attaqué par un avion avec ses armes de bord, le personnel de la locomotive ou le personnel d'accompagnement du train devra arrêter son train. Le § 9, alinéa 3 des directives relatives à la défense passive de la S.N.C.F. qui vous ont été transmises sont à compléter comme suit :

"Lorsqu'un train en marche est attaqué par un avion au moyen de ses armes de bord, le personnel de la locomotive ou le personnel d'accompagnement du train devront arrêter le train dans tous les cas immédiatement après l'attaque".

Prière d'intervenir afin que tous les services intéressés soient invités à compléter comme indiqué ci-dessus le § 9, alinéa 3 des directives en question (traduction française).

Les instructions contenues dans notre lettre N 36 L 2 Basale du 3.7.42 sont par conséquent annulées. Nous considérons notre lettre JS/2680 W du 11.9.42 comme réglée.

signé : BUNGER

Dépot de Belfort

Pour les suites.

( Le Chef d'Arrondissement.

14 OCT 1942

à l'usage  
Voie aux  
complète  
avis 201  
15 OCT 1942  
refait



NY/13 E.6/19.441

I.C.F.

Paris le 6 Octobre 1942.

Sec Central  
du Mouvement.

Monsieur le Directeur  
de la Région EST,

4ème Division  
3313 M.140.608.10

Défense passive.  
Conduite à tenir par le  
personnel des trains en  
cas d'attaque aérienne.

Suite à ma communica-  
tion du 17 septembre dernier  
relative à l'affaire citée  
en marge (lettre 3260 M.  
140.608.10 à la H.V.D. Pa-  
ris).

Je vous donne ci-joint  
copie de la lettre 35 L 2

Basile du 22.9.1942 de la H.V.D. Paris, par laquelle  
celle-ci précise la conduite à tenir par le per-  
sonnel des trains en cas d'attaque par avions uti-  
lisant leurs armes de bord.

Des renseignements complémentaires fournis par  
cette H.V.D. il résulte que "arrêter le train dans  
tous les cas immédiatement après l'attaque", signi-  
fie "provoquer l'arrêt immédiat après la première  
rafale de projectiles".

- En conséquence, je vous prie de vouloir bien :
- 1°- aviser le personnel intéressé de votre Région,  
y compris celui en service sur la circumscrip-  
tion de la H.V.D. de Bruxelles, qu'il aura à  
appliquer, le cas échéant, cette nouvelle pres-  
cription, puisque les deux H.V.D. se sont mises  
d'accord pour la mise en vigueur de mesures  
unifiées;
  - 2°- faire mettre à jour l'Instruction de la H.V.D.  
Paris concernant la protection anti-aérienne  
par l'apposition, à la page 6, à 8, alinéa 3,  
d'un bécquet dont vous trouverez ci-joint 250  
exemplaires.

P. le Directeur du Sec Central  
du Mouvement,  
COPIE à MM. WISDORFF,  
RIDET, HANPS. signé : DARGOU -

Copie à M. WISDORFF,  
Paris, le 6.10.42.

P. le Chef des Services Administratifs,  
l'inspecteur Epal,  
signé : VERNIER -

N° 212 M

COPIE à MM. DAUCHY, LESCOEUR, MONET (LANDEAU).  
(8.10.42) signé : WISDORFF -

N° 218 TM

Monsieur le Chef d'Arron-  
dissement à VESOUL -

Pour les suites.

Ci-joints 10.42. bécquets.

Paris, le 10.42.  
Le Chef de la Division de la Tracé

Dossier = BOURQUIN Aug.

MATERIEL &amp; TRANSPORT

Machinisme

ATTACHES AERIENNES

1er Angriff

Région

Est

Date : 31 Juillet  
Mois :  
Année : 1943Quinzaine du 16 au 31 Juillet 1943.  
Mois :  
Année : 1943

Date et heure Tag und Zeit	Lieu Ort	Nature Art	Type et nombre Gattung u. Anzahl	Matériel avarié Beschädigtes Material		Dure approxi- mative d'ins- tallation (en jours) ungefähre Aus- falltage	Nombre d'agents Anzahl der Bediensteten		Observations Bemerkungen
							Tués getötet	Blessés Verwundet	
16.7.1943 à 11.35	Gare de Besançon	bombardement par avions	—	—	—	—	—	un	agents blessés légèrement à reprise de service le 28.7.43 (48 jours 8 jours)

Belfort, le 31 Juillet 1943.

Le Chef de Dépôt principal

N° 264121

A28

G3

Monsieur le Chef d' Arrondissement  
à VESOUL,Suite à mon transmis du 30-7-43 de la lettre Tt  
14600/4 - 1071 du 23-7-43. A28 H------  
Ci-joint nouveau modèle d'état des attaques aériennes à  
établir chaque quinzaine.

Ces états seront à établir au chromo.

Dépôt de : Belfort

-----  
Paris, le 20 Août 1943,  
le CD.T.R.A.  
Signé : DAUCHY.Pour prendre note. ( Ci-joint approvi-  
sionnement de chromes.)21-8-43.

P) Le Chef d' Arrondissement,

Jany

h. Luc  
rue Paris  
(21.8.43)  
H.



(3) NA Non atteint  
NP atteint et non perfore  
AP atteint et perfore

Date	Heure	Vieu	Matériel 'avarie'		Niveau d'avarie de la MT		Niveau de protection P (2)	Niveau de dispositif NA NE (3) AP	Observations
			Nature Mon B (1)	Numero de la machine	Nature succincte des avaries		Enco	Alconie	

(1) B Attaques en cours de route

B Attaques d'établissement

(2) P Dispositif partiel  
C Dispositif complet (cyl. cord)  
R Dispositif renforcé  
N Machine non munie  
G Guêre

(3) NA Non atteint  
NP atteint et non perforé  
AP atteint et perforé

## RAPPORT DE MITRAILLAGE

Date : \_\_\_\_\_ N° de la machine : \_\_\_\_\_ N° du tender : \_\_\_\_\_ Dépôt : \_\_\_\_\_  
 Lieu de l'incident : ligne \_\_\_\_\_ Point Kilomètre : \_\_\_\_\_ Heure : \_\_\_\_\_  
 N° du train : \_\_\_\_\_ Machine en marche ou en stationnement.  
 Abat-lueurs existants : oui - non \_\_\_\_\_ Déployés : oui - non \_\_\_\_\_

Sens du tir (1) { 1ère \_\_\_\_\_ Inclinaison du tir { 1ère \_\_\_\_\_  
 2ème \_\_\_\_\_ par rapport { 2ème \_\_\_\_\_  
 3ème \_\_\_\_\_ au plan horizontal { 3ème \_\_\_\_\_

Nombre de points d'impacts { sur la machine : \_\_\_\_\_ dont sur la cabine : \_\_\_\_\_ sur le tender : \_\_\_\_\_  
 sur la voiture DE : \_\_\_\_\_ équipée d'un blockhaus : oui - non \_\_\_\_\_

Nature et calibre des projectiles : \_\_\_\_\_

Y avait-il un wagon D C A ? oui - non \_\_\_\_\_ Est-il intervenu ? oui - non \_\_\_\_\_ Emplacement : tête - milieu - queue \_\_\_\_\_

Dispositif des  
PARE-ÉCLATS

néant  
 D 1 (partiel)  
 D 2 (complet)  
 D 3 (renforcé)  
 textile

## PARE-ÉCLATS TOUCHES

Épaisseur des tôles { extérieures  
 intérieures

Épaisseur du béton

Nombre de perforations totales  
 partielles  
 éraflures

## Machine

## Tender

AV	latéral	AR	latéral	AR

PERSONNEL : préavisé de l'attaque ? oui - non ; si oui, comment ? \_\_\_\_\_

Mécanicien atteint ? (2) \_\_\_\_\_

Chauffeur atteint ? (2) \_\_\_\_\_

Le personnel se trouvait-il :

sur la machine ?  
 derrière les pare-éclats ?  
 protégé par pare-éclats ?

1ère attaque	2ème attaque	3ème attaque

CIRCONSTANCES DE L'ATTAQUE ET NATURE DES AVARIES : \_\_\_\_\_

D'une façon générale, rayer les indications inutiles.

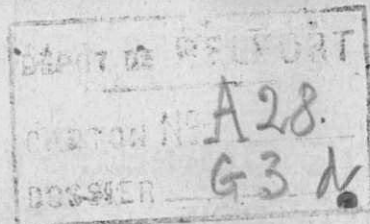
(1) En cas d'attaques renouvelées, utiliser les différentes lignes.  
 (2) Si oui, indiquer la nature et la gravité de la blessure.

En cas de blessure du personnel, préciser sur les schémas la position des agents et, si possible, la trajectoire du projectile.

A \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Le Chef de Dépôt,





N° 264135

Paris, le 21-8-43

~~A 28 H~~

Monsieur le Chef d'Arrondissement à VESOUL.

Je vous adresse ce jour 80 exemplaires du nouveau modèle de rapport de mitraillage à utiliser par les dépôts.

(Chaque exemplaire sera complété conformément au modèle ci-joint.

P) Le CDTRA,  
Signé : JOUVELET.

Dépôt de : *Belfort*

Pour les suites. *Gr p tte mise*

23-8-43 P. Le Chef d'Arrondissement,

*K. Luc*  
*le 22 Paris* *May*

*Ints. Comptes et*  
*maintenant les exemplaires*  
*ci joints.*

24 AOU 1943

*Paris*  
*recu 20 ex*

*3 H.*

JB

S.N.C.F.

Service Central  
du Matériel

67 Tc 4990

Dépôt de BELFORT Paris, le 31 mars 1944

HS BT

26 D

DO

A28  
G3dMonsieur le Chef du Service MT  
Région Est,

Une Région nous a signalé qu'à la suite du bombardement d'un établissement S.N.C.F. les documents servant en particulier à l'enregistrement des heures de présence, et, d'une façon générale, aux imputations comptables avaient été détruits.

Nous sommes dans l'obligation de fournir mensuellement des statistiques d'effectifs et d'heures d'utilisation du personnel. Il convient donc, dans pareil cas, d'indiquer pour l'établissement considéré, sur les états statistiques d'heures passées (1) que vous nous adresserez, des chiffres approximatifs. Pour effectuer la répartition des heures entre les différents postes de travail, vous vous servirez, au besoin, des résultats du mois précédent que vous corrigerez pour tenir compte des renseignements que vous possédez sur l'activité de l'établissement durant la période considérée.

Le Directeur  
signé: PONCHET

(1) Annexes 11 à la Notice technique 26 T  
7 d° 40 T  
6a, 6b, 6c d° 43 T

N° 14117 S 70

Copie à MM. DAUCHY

BIAIS

BAILLEUR (PELLETIER)

3.4.44.

P/ Le Chef du Service MT

signé: DAUCHY/

SNCF-MT/E

Monsieur le Chef d'Arrondissement ÀVESOUL

Pour prendre note.

D'autre part, je rappelle que les temps d'inaction du personnel après bombardement sont à imputer au code 8811 et que les travaux de déblaiement doivent faire l'objet d'un P.d.R. au débit du Service V.B.

Paris, le 12 Avril 1944

P/ Le Chef de la DTRA

signé: JOUVEIET.

Dépôt de Belfort

Pour les suites le cas échéant.

P/ Le Chef d'Arrondissement,

Berth

13.4.44.

14 AVR 1944

5° Arrond<sup>t</sup> VB

GARE de BELFORT

Sept BELFORT  
A28  
G3a

Bombardements aériens des 11 et 25 Mai 1944

2° ordre de succession des travaux de remise en état des installations hydrauliques

Ordre d'urgence :	Nature du travail	Dates approximatives d'achèvement
1	Réparation de la cuve du réservoir, côté Paris, du dépôt et modification de la conduite de refoulement provisoire pour alimentation de ce réservoir .....	16 Juin
2	Remplacement de la G.H. avariée sur la voie de sortie du dépôt par la G.H. de la V.P. 7 inutilisée .....	29 Juin
3	Réparation de la cuve du réservoir, côté Mulhouse, installation d'une communication et d'une vidange provisoire entre les 2 réservoirs	1er Juillet
4	Installation d'une conduite provisoire pour alimenter les G.H. des voies (6.7.) (8.9.) (10.11) du dépôt .....	10 Juillet
5	Rétablissement de la conduite de 200 alimentant la G.H. du canton Est .....	18 Juillet
6	Rétablissement de la conduite de distribution entre les R.V. 43 et 49 pour améliorer l'alimentation des G.H. de la pointe, côté Paris, et pour la remise en service des G.H. des V.P. 5, 6 et 7. (La réalisation de cette partie du programme reste subordonnée à la réception du matériel .....	15 Août

Vesoul, le 13 Juin 1944

Le Chef du 5° Arrond<sup>t</sup>  
EX  
"PIRAT"

Le Chef du 2° Arrond<sup>t</sup>  
Traction  
"FANIERE"

Le Chef du 5° Arrond<sup>t</sup>  
V.B.  
"ODIOT"

cl  
(5.7.44)  
H.



Arrond<sup>t</sup> VB

GARE de BELFORT

Bombardements aériens des 11 et 25 Mai 1944

3<sup>e</sup> ordre de succession des travaux de remise en état  
des voies

Ordre d'urgence	Nature du travail	Dates approxi- matives d'achè- vement
	<u>Voies principales.</u>	
1	Rétablissement de la transversale voie I- voie IIBis.....	25 Juillet
	<u>Voies de service.</u>	
1	Voie de débord N°29 (canton Est) .....	5 Juillet
	<u>Voies du Dépôt.</u>	
1	Voie N° 14 .....	21 Juin
2	Voie N°3 limitée à l'extrémité du chantier à combustible .....	21 Juin
3	Voie N° 13 .....	22 Juin
4	Achèvement de la voie N° 15 .....	23 Juin
5	Rétablissement de la liaison entre voies N° 3 et 5 .....	24 Juin
6	Voie N°4 jusqu'à 36m au delà de la T.O. ....	26 Juin
7	Voie N°7 .....	5 Juillet
8	Voie N° 16 .....	15 Juillet

Vesoul, le 19 Juin 1944

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup>  
EX,  
"PIRAT"

Le Chef du 2<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup>  
Traction,  
"FANIERE"

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup>  
V.B.  
"ODIOT"

Bombardement aérien du 17 Juillet 1944

Programme de remise en état des Bâtiments.  
(Complément au programme du 30 Mai 1944)A28G3a  
WASSIER

Ordre de priorité:	Désignation des Bâtiments :	Réparations à effectuer :	Observations
1	B.V. : 1°) Bureau des billets, 2°) Bagages, 3°) Salles d'attente 4°) Buffet.	Couverture, maçonnerie, plâtrerie, vitrerie.	Les réparations indispensables seront effectuées provisoirement.
2	Messageries.....	-----d°-----	
3	Poste électrique ..	Couverture, vitrerie	
4	Poste de transforma- tion du dépôt .....	Détruit	
5	Agents des trains ..	Couverture, vitrerie	
6	Guérite de zone N°2	-----d°-----	
7	Guérite de zone N°3	-----d°-----	
8	Halle G.V. Bois ....	Maçonnerie et B.A.	
9	Halle G.V. Béton ...	Couverture	
10	Local S.E. ....	Couverture, vitrerie	
11	Chaufferie .....	-----d°-----	
12	Halle P.V. N° 2 ....	Couverture, charpente, maçonnerie.	
13	Poste F <sup>2</sup> .....	Couverture, vitrerie	
14	Local S.E. ....	-----d°-----	
15	Abri train blindé ..	-----d°-----	
16	Sablerie .....	Couverture	
17	Immeuble BUSSON ....	Couverture	
18	W.C. Publics .....	Charpente, couverture	
19	Pavillon N°1 .....	Couverture, vitrerie	
20	Rotonde .....	Détruite	
	Atelier magasin du dépôt .....	1/2 détruit	
	Bureau du matériel .	Détruit	
	Magasin de Section..		
	P.E.-Atelier-magasin		
	Potasserie		
	Huilerie-pein- ture		
	Vestiaire-lava- bos		
	Moto-pompe	1/2 détruit	
	Transformateur	Détruit	
	Réfectoire	Détruit	
	W.C. côté Belfort	Détruit	

In  
cl  
22 JUL 1944

En raison de  
l'importance des  
dégâts, l'ordre  
d'urgence des ré-  
parations ne pour-  
ra être déterminé  
que lorsque les  
Services MR et  
MR auront établi  
leur programme de  
réutilisation des  
installations.

Le Chef du 5° Arr<sup>t</sup>EX  
"PIRAT"

Vesoul, le 18 Juillet 1944

Le Chef du 5° Arr<sup>t</sup>V.B.  
"ODIOT"Le Chef du 2° Arr<sup>t</sup>Traction  
"FANIERE"



Quinzaine du 16 au 30 avril 1944.

Date	Heure	Lieu	Nature M B (1)	Matériel avarié		Nbre d'agents de Service MT		Disponibilité de production P. 10 D. 10	Effectif de production NA NP AP 10	Observations
				Numéro de la Machine	Nature succincte des avaries	Tués	Blessés			
27.4. 44	19 <sup>h</sup>	Dépôt de Hainville	B	141 <sup>C</sup> 111	Inconnus (ont remigé ultérieurement)	-	4	-	-	4 agents ont été soufflés, et 2 blessés légèrement
Période du 1 <sup>er</sup> au 15 mai						44	-	-	-	29 AVR 1944
1.5. 44	18 <sup>h</sup>	Dépôt de Froges	B	230 <sup>K</sup> 273	Inconnus	-	-	-	-	-
			B	241 <sup>A</sup> 36	Inconnus	-	-	-	-	-
11.5 44	11.40	Dépôt de Belfort	B	141 <sup>C</sup> 376	Cylindre B.P.D. à réparer par soudure	2	7	-	-	
				140 <sup>B</sup> 129	remplacement de tubes avariés					
				230 <sup>B</sup> 579	petites avaries d'E.C.					
				241 <sup>A</sup> 37	avaries boîte à feu et longuerons et roues					
				241 <sup>A</sup> 30	Foyer. longuerons déshabillés					
				240 <sup>A</sup> 232	avaries chaudière - boîte à feu - roues bittes					
				230 <sup>K</sup> 146	Somme forcée - tender percé -					
				141 <sup>D</sup> 419	Réparation diverses d'E.C. - chaudière percée par rail sur 3.					
				230 <sup>B</sup> 612	- d - - - - - tendu percé contenant P.D. cassée					
				240 <sup>A</sup> 59	Chaudière percée - tender percé					
				141 <sup>TB</sup> 729	Réparation du bissel. <b>fourni</b>					
				241 <sup>A</sup> 30	Groupe des cylindres - longuerons H. bogie - réparables					
				141 <sup>C</sup> 638	Cylindre B.P.D. moult D. longuerons D. et roues de b. avariés					
				141 <sup>E</sup> 486	serain en cours de rempl.					
				240 <sup>A</sup> 31	diverses avaries roues - cabine					
				4 <sup>C</sup> 73	chaudière - boîte à feu - longuerons avariés					
				150 <sup>E</sup> 6						
11.5.44	11.40	dépôt d'Epinal	B	141 <sup>C</sup> 408	chaudière percée -	1	2	-	-	
Période du 16 au 31 mai 1944						-	-	-	-	
27.5. 44	9 <sup>h</sup> 05	Dépôt de Belfort	B	230 <sup>K</sup> 144	Attaque aérienne M. à tender avarié, fuites foyer, comp. de feu	-	7	-	-	
				230 <sup>K</sup> 194	Machine couchée longuerons forcés, suspension avariée					
				230 <sup>B</sup> 757	bogie composé en deux, longuerons A mme composé					
				141 <sup>C</sup> 111	tender percé, paralysé					
				240 <sup>A</sup> 164	attén. M. tender cassé, timonerie avarie					
				030 <sup>TB</sup> 200	fuites foyer et corps cylindrique					
				230 <sup>B</sup> 704	démolition M. ayant explosé					
Période du 1 <sup>er</sup> à 15 juillet 1944						-	-	-	-	
17.7.44	10 <sup>h</sup> 35	Dépôt de Belfort	B	241 <sup>A</sup> 9	torgantini côté D. boîte à feu avariée tender avarié	-	1	-	-	
Période du 1 <sup>er</sup> au 15 août 1944						-	-	-	-	
11.8.44	11 <sup>h</sup> 50	Dépôt de Belfort	B	040 <sup>TA</sup> 102	couchée, roues cassées	-	-	-	-	
				230 <sup>B</sup> 655	tender déraillé et percé par éclats					
				231 <sup>B</sup> 32	corps cylindrique déformé					

Attaques aériennes



~~M. Willig Luc~~

~~Pourriez-vous me donner le n° des  
machines et leurs avaries, suite à  
bombardement du 17. 7. 44 -~~

21. 7. 44

~~le 17. 7. 44~~

941 A 9

Bombardement côté D, rivets duent à l'avant  
Bander face lateral D endommagé  
Coffre à tabils A endommagé

# Rapport 1141

Objet: bombardement du  
Dépôt de Belfort -

Le 11.8.44 - à 11h50 les  
installations ferroviaires de Belfort  
ont été bombardées pour la 4<sup>e</sup> fois -  
Ni tué ni blessé - (x)  
Dégâts subis au dépôt.

(x)  
alerte  
sonnée  
à 11h30

a/voies

Voies de classement bousculées  
Entrée et sortie de machines  
du dépôt complètement obstruées  
Plusieurs voies radiales détrui-

tes -

Voie de la gare et voies de  
wagons du chantier à quai -  
toute coupées -

Sortie de secours inutilisable  
suite à destruction des voies  
principales et accessoires côté  
Vieillehorse au sud du dépôt -

b/ Batiments. Toitures

truffles à la station de pom-  
page à la partie de l'Atelier  
et la rotonde récemment  
recouvertes - au bureau du chantier  
à combi 100. La fonction du local de  
la saccherie.

c/ Matériel - ~~de~~ ~~la~~ ~~station~~

Vue en bon état bloqués  
dans le dépôt :

230K 277 de Belport

141C 444

030TB 200

141E 679 → de destruction,  
Vue à combi 100 bloquée  
mais en état -

Vue en bon état bloqués

dans le tirage :

230B 273 de Rouffignac

~~231B 32 de Rouffignac~~

Vue avancée de Chus les

Le remblaiement :

040TA 102 (Vue de l'usine  
appartenant à la Région Nord :)



3  
Couchée - vous carrés -  
2308699 de l'1/2 port  
Tender d'arrivée  
et j'ai par iclat

251<sup>13</sup> 32 de Navay - corps  
a l'hydrogène reformé,  
nombreux iclat ayant  
avarié l'appareillage -  
bloqué dans le tirage.

Train de secours bloqué sur  
voie RH 2<sup>5. la</sup> - Ténues et caisses  
craquées par iclat (réparations  
en cours)

2) Installation Constructive de  
refoulement de l'A.H.  
~~par~~ installation

lié provisoirement à la suite  
des bombardements des 27.7  
et 27.7, le tuteur par 300m  
de long - Groupes Dynamos -  
et diesel - pompes en état -

l'At. de Valdoire et le réseau des pompes de la Ville  
fonctionnant : il y a donc de l'eau en gare et dans Rue A. Durbasse.  
- Pas d'usureurs ligats à

l'Atelier, magasin, et Fourne -  
pour fonctionner en état -

### e) Alimentation électrique.

Forêt l'artifice et lignes HT  
de tuteurs : avec les courants

à la dynamo pompe - ~~l'At. de Valdoire~~  
~~fonctionne ainsi que le réseau~~

f) Bois - les us tallatrans  
disposés du dépôt : cauxine,  
bureaux, magasin <sup>stain</sup> à Feller  
des forges, magasin à usures  
n'ont subi aucun dom-  
mage -

12-8.

P.S. - L'opinion de H.  
pour la chute surra  
la que prêt.

N° 267.316

Monsieur le Chef d'Arrondissement à VESUL

OBJET : Indications sur les mesures à prendre dans les dépôts bombardés résultant de l'expérience acquise.

I- le devoir de tous les dirigeants est de revenir au dépôt dès la fin de l'attaque.

Ils doivent :

- a) visiter les abris et les locaux pour y rechercher les morts et blessés
- b) visiter les machines en feu et prendre les précautions pour éviter les coups de feu
- c) organiser la garde des points qui peuvent être pillés, comme magasin, local des denrées, lampisterie, outillage, dortoirs.

II- Le service des dirigeants doit être aussitôt organisé et les agents non utilisés doivent aller se reposer. Il faut aussi renvoyer les agents d'exécution qui n'ont aucun travail à assurer au dépôt.

III- Si le PC et le bureau administratif ne peuvent être établis au dépôt, les établir à l'extérieur, dans des locaux du chemin de fer ou des locaux loués pour la circonstance.

IV- Exiger que tous les agents du dépôt se fassent reconnaître; profiter de toutes les occasions pour les pointer et régulariser leur situation (passage à la cantine, distribution de secours, paie, annonces en ville, annonces dans les journaux), accorder des permissions suivant les circonstances, mais maintenir fermement l'ordre.

V- Repérer les engins non éclatés par des drapeaux.

VI- Etablir un programme de remise en état visant à assurer dans l'ordre

- a) le chargement en combustible, l'approvisionnement en eau, le virage des machines; ce programme peut comporter plusieurs étapes d'amélioration; si nécessaire établir un dortoir provisoire pour les équipes étrangères à l'extérieur du dépôt.

- b) le lavage et les petites réparations
- c) les réparations plus importantes

Ce programme est approuvé par le Chef d'Arrondissement qui se met d'accord avec ses collègues, conformément à l'Avis Régional MT 25 du 18.8.43.

VII- Etablir immédiatement le relevé des machines avariées avec les indications permettant de juger de l'établissement qui devra les réparer; envoyer ce relevé à l'arrondissement qui saisit la DTRA.

.....

TSVP



DOMMAGES CAUSES PAR FAITS DE GUERRE AUX INSTALLATIONS FIXES  
(période du 1er au 15 Mai 1944)

INSTALLATIONS FIXES ENDOMMAGES	NATURE DES DOMMAGES	OBSERVATIONS
ROTONDE	Batiment détruit aux 4/5° Pont tournant intact.	Etat des voies et fosses correspondantes non encore connu.
ATELIER DE REPARATION	Indemne, sauf toiture et vitrages à refaire.	
FOYER DES MECANICIENS et CHAUFFEURS.	Une moitié entièrement détruite, l'autre très endommagée.	
BOT, salle de Cours (apprentis, cercle apprentis).	Détruit complètement.	
VESTIAIRE, LAVABOS DES OUVRIERS ET MANOEUVRES, LOCAL TIA.	entièrement détruit.	
LOCAL DU TOUR A ROUES, ATELIER SPECIAL APPREN- TIS, LOCAL DU CHARRON	Toiture à refaire.	
BUREAUX	Toiture, plafonds à refaire.	Suite à bombardement du 11 Mai 1944

BELFORT, le 15 Mai 1944  
Le Chef de dépôt Ppal,  
signé GARDET



PÉRIODE du 1<sup>er</sup> JANVIER au 15 JANVIER 1944

Établissements	Installations fixes endommagées	Nature des dommages	Observations
DEPOT DE BELFORT	Vérin hydraulique	Colonne mobile du vérin hydraulique sectionnée à environ 80 cm de la tête. Presse-garniture et tête du cylindre brisés. Chariot avarié mais réparable. Pompe à main avariée. Diverses installations accessoires endommagées : éclairage fosse à vérin, longrines, treuils, tôles, etc...	notre rapport N° 883 du 12.1.44  15.1.44

Période du 1<sup>er</sup> au 15 juin 1944

INSTALLATIONS FIXES ENDOMMAGÉES	NATURE DES DOMMAGES	OBSERVATIONS
Installation hydraulique de VOUJAUCOURT	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bâtiment lézardé</li> <li>- tableau de distribution comprenant les appareils désignés ci-dessous : 1 compteur, 1 disjoncteur, 1 sectionneur, 1 relais à mesure, 1 interrupteur triphasé, 1 rhéostat, est hors d'usage.</li> <li>- 2 démarreurs sont hors d'usage (l'un est complètement détérioré, l'autre a le bobinage brûlé).</li> <li>- 2 groupes comprenant chacun 1 moteur de 6 HP et 1 pompe centrifuge de 60 m<sup>3</sup> sont hors d'usage.</li> <li>- 2 vannes de refoulement sont hors d'usage.</li> <li>- la conduite de refoulement est HS, celle d'aspiration reste à visiter.</li> </ul>	(acte de sabotage du 3 juin 1944 à 1h20). Notre rapport N° 1141 du 6.6.44
Installation hydraulique de MONTBELIARD	Réservoir hors d'usage	Acte de sabotage du 7.6.44 à 1 h 00 Notre rapport N° 1142 du 7.6.44

Période du 1<sup>er</sup> au 15 juillet 1944.

Installation hydraulique de Montbéliard	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Portes et fenêtres du local arrachés et détruits, cloisons démolies -</li> <li>- pompe centrifuge détruite -</li> </ul>	- acte de sabotage du 9.7.44 à 13h00 - notre rapport N° 1196 du 10.7.44
---	--	--

Période du 1<sup>er</sup> au 15 août 1944

Bureau du chantier à combustibles station de pompage Local abri à sacs - ateliers et rotonde -	toiture soufflée.	
alimentation hydraulique -	conduite de refoulement provisoire détruite sur 300m. de long.	
alimentation électrique	- porte d'arrivée et lignes HT détruites	

Voies

Voies de classement bouleserrées  
Plusieurs voies partielles détruites  
voies de la grue et des wagons du  
chantier à combustibles, compes  
forte de secours inutilisable.

Suite à bombardement du 11.8.1944.  
(rapport N° 1241 du 12.8.44)

Re le 14.8.44  
le C D P.



Vérifier et  
enregistrer à  
la fiche de contrôle

Établissement :

Atelier : N° de jeton :

Demande de <sup>(1)</sup> Permis, Bons de réduction, Bon de transport

Nom et prénoms :

Emploi :

L'agent effectue-t-il le voyage <sup>(2)</sup>

Membres  
de la famille <sup>(3)</sup>  
devant  
effectuer  
le voyage  
(Sexe et âge  
des enfants,  
neveux ou nièces).

Aller de  
à  
via  
arrêts à  
Retour de  
à  
via  
arrêts à

Date du voyage :  
(En cas d'urgence, indiquer le motif et joindre les pièces justificatives.)  
Permis unique ou séparés (selon le cas) <sup>(1)</sup>.

A le  
(Signature de l'Agent)

(1) Rayer les mentions inutiles.  
(2) En cas de voyage sur Régions autres que l'Est.  
(3) Pour les favours de circulation demandés pour des parents dont  
le nom de famille diffère de celui de l'agent, bien préciser le nom.

NOTA. — L'emploi de cette formule est obligatoire.

Nature des objets à transporter :  
Poids :  
à :  
Motif du transport :  
du titre demandé : Franco, 1/2 tarif, 0 fr. 12 par tonne et km (1).

Lot 11. - L. 492. - B.-L. - 7-38.

de Nancy

Je salue de votre bienveillance, pour m'accorder  
le droit de toucher le sol de l'apprenti  
Clément Grosjean, mon frère, qui loge  
chez moi 49 Rue St-Jacques à Nancy  
M'étant aperçu que, il gardait une partie  
de ses gains, je lui serais très reconnaissant  
afin que ce surplus ne soit pas à son  
apprentissage, car jusqu'à ces derniers temps  
il a été un bon garçon, mais suite à  
certaines circonstances, je me vois être  
l'obligé de le tenir sévèrement, et vous  
sollicite d'y participer

Je vous envoie le chef de dépôt.

L'expression de mes sentiments  
détachés

Mme Grosjean

M. Ballu

Monsieur,

Un certain nombre d'agents sont actuellement  
mis en disponibilité et détachés dans les Etablis-  
sements travaillent pour la Défense Nationale.

La question m'a été posée de savoir si l'Eta-  
blissement de la S.N.C.F. chargé de suivre un agent  
détaché au point de vue administratif, pouvait, en  
cas d'accident du travail, se substituer à l'Eta-  
blissement dans lequel travaille l'intéressé pour rem-  
plir les diverses formalités requises par la Loi du  
9.4.1898 qui incombent, en principe, aux usiniers.

Je vous informe que, suivant avis de M. le  
Chef du Contentieux, rien ne s'oppose à ce que, si  
le Directeur de l'Usine le désire, le Chef de l'Eta-  
blissement S.N.C.F. intéressé se substitue à lui  
pour remplir les dites formalités (déclaration d'ac-  
cident, dépôt de certificat médical, présence à  
l'enquête légale, etc.....).

Il agirait, dans ce cas, comme mandataire du  
Chef d'entreprise et celui-ci devra lui donner tous  
les renseignements nécessaires concernant l'acci-  
dent.

En conséquence, les Chefs d'Etablissements  
à l'effectif desquels sont rattachés les agents  
détachés dans des Usines travaillent pour la Défense  
Nationale doivent s'entendre avec les Directeurs de  
ces Usines, pour déterminer qui sera chargé des  
formalités légales, en cas d'accident du travail.

Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction

M. Ballu



# **DEPOT DE BELFORT**

## **DOMMAGES CAUSES PAR FAITS DE GUERRE AUX INSTALLATIONS FIXES PERIODE DU 16 au 31 MAI 1944**

INSTALLATIONS FIXES ENDOMMAGEES	NATURE DES DOMMAGES	OBSERVATIONS
Bureaux des Chefs et s/chefs de dépôt	Complètement détruits	
Bureaux administratifs	complètement détruits	
S/station électrique	complètement détruite	
local du tour à roues et tour à roues	complètement détruits	
lampisterie	complètement détruite	
atelier de levage	intact, sauf bâtiment	
Machines outils	Intactes, sauf 1 perceuse et la presse hydraulique (détruites)	
Four à réguler	détruit	
local de l'outillage	détruit à moitié	
Magasin	1/6 <sup>e</sup> environ détruit	
Chantier à combustible	1/3 <sup>e</sup> environ détruit	
Station de pompage	batiment très endommagé	
Voies de classement	Très endommagées	
Atelier spécial des Apprentis	Complètement détruit	
Local du charren	complètement détruit	
Potasserie	complètement détruite	Suite à bombardement du 25 Mai 1944

BELFORT, le 31 Mai 1944  
Le Chef de Dépôt Ppal,  
signé GARDET

# DEPOT DE BELFORT

## DOMMAGES CAUSES PAR FAITS DE GUERRE AUX INSTALLATIONS FIXES (période du 1<sup>er</sup> au 15 Août 1944)

Installations fixes endommagées	Nature des dommages	Observations
Bureau du chantier à combustibles - Station de pompage - Local abri à sacs - Atelier et rotonde -	toitures soufflées	
Alimentation hydraulique -	- Conduite de refoulement provisoire détruite sur 300 m de long.	
Alimentation hydraulique électrique.	- poste d'arrivée et lignes HT détruites -	
Voies	- Voies de classement bouleversées - - Plusieurs voies radiales détruites. - Voies de la grue et des wagons du chantier à combustibles coupées. - Sortie de secours inutilisable.	Suite à bombardement du 11.8.1944. (rapport N°1241 du 12.8.44)

BELFORT, le 14 Août 1944  
Le Chef de Dépôt Ppal.,  
signé : GARDET



A28 H

Imp. Paul DUPONT  
4, rue du Bouloi, 4  
PARIS

Domages de guerre - chute de bombes  
Attaque de Paris - comptabilité après bombardement



S.N.C.F.

Service Central  
du Matériel

Tt 14600/4-1071

1943 BELFORT

A 28 H

A.28.H.

Paris, le 23 Juillet 1943.

Monsieur le Chef  
du Service du Matériel et de la Traction  
Région EST;.....

Objet - Dommages causés par les attaques aériennes et les actes de sabotage.

Suite à mes lettres Tt 14600/4 Nos 1042 - 1301 et 1764 des 8 janvier 1943, 23.2.43, 26.5.43.

1° - Etat des attaques aériennes par quinzaine (Traction et grands ateliers du matériel moteur).

Il sera inutile, à l'avenir, de donner la traduction en allemand de ces états. D'autre part, il n'y aura plus lieu d'indiquer la durée approximative d'immobilisation, les états T1 permettant de connaître toutes les semaines le nombre de locomotives immobilisées pour cette cause.

2° - L'état des attaques aériennes (ci-dessus) et le relevé des actes de sabotage ayant occasionné des avaries au matériel moteur seront à nous adresser en un seul exemplaire.

3° - Je vous rappelle que les avaries occasionnées au matériel non roulant: outillage et installations, sont à signaler directement aux Services locaux V.B. par les Etablissements M.T.

D'autre part, les rectifications à apporter aux renseignements précédents, notamment au nombre d'agents tués ou blessés, devront être indiquées à la fin de chaque état.

Les imprimés nécessaires seront comme par le passé, fournis par la Division Centrale de la Traction.

P.Le Directeur,  
signature.

N° 9451 S.66.

Copie à MM.DAUCHY,...

26.7.43.

Signé:WISDORFF.

Monsieur le Chef d'Arrondissement à...VBSOUL,

Paris, le 30 Juillet 1943.

P.Le Chef de la Division de la Traction,  
signé:JOUVELET.Q

Dépôt de Belfort,

P.Le Chef d'Arrondissement,

Renseignez le N° de  
la machine  
140 B 743 -  
2.8.43.

pas de  
par état

M. Lue

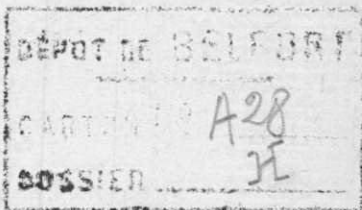
-3 AOU 1943

voir nouveau modèle d'état  
joint à lettre 264 124 du  
20.8.43

A28 53 d

SNCF MT/E

N° 158 PB.2



W - tirage : 100 ex.

Paris, le 20 octobre 1943

Messieurs les Chefs de Division  
Subdivision  
et d'Arrondissement

Par note N° 42 PI 43/L du 6 avril dernier, je vous ai fait connaître que le Service des Constructions provisoires du Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle disposerait de mobiliers en bois fabriqués à l'intention des familles sinistrées.

Il est bien entendu que le bénéfice de ces dispositions est également applicable aux agents A.L. ayant abandonné leurs biens dans les trois départements. Si, lors de la présentation de leur demande, certains agents intéressés s'étaient vu opposer une fin de non recevoir par les Mairies, il conviendrait de me signaler les cas concrets qui auraient pu être portés à votre connaissance.

*Belfort*

*Veuillez s'il y a lieu*

*Le Chef d'Arrondissement*

*Genet*

Le Chef du Service  
du Matériel & de la Traction

*à l'usage  
de Paris Mar*

*Thuff*

23 OCT 1943

SUBJET :  
Agents de la SNCF  
et familles d'agents  
réfugiés en Afrique  
du NORD et en Corse

Paris, le 9 décembre 1944

A28 G3

Monsieur le Directeur du Service Central  
au Personnel,

DEPOT  
CARTON  
DOSSIER  
Bij  
92

N° 2309

En me transmettant, le 25 Novembre, un rapport de M. PLANTE concernant la gestion administrative des agents de la SNCF et des familles d'agents réfugiés en Afrique du Nord ou en Corse, vous avez bien voulu me demander de vous faire part des questions qui me paraîtraient se poser à la lecture de ce rapport.

Les 5 catégories d'agents et familles d'agents visées dans ce rapport ont fait l'objet de votre lettre du 21 septembre dernier, par laquelle vous donniez quelques directives au sujet du règlement de la situation administrative des intéressés. Vous me demandiez, notamment de me rapprocher des C.F.A. pour l'établissement des décomptes des sommes à rembourser ultérieurement par la S.N.C.F. et pour le rapatriement éventuel de certains d'entre eux. Pour ce qui concerne les agents mobilisés qui reçoivent des C.F.A. une allocation différentielle, vous précisiez que cette allocation serait prise en charge par la Région à partir du 1er janvier 1945.

En fait, mes Services se sont bornés, jusqu'ici à demander pour certains agents des renseignements, soit aux C.F.A. soit aux intéressés eux-mêmes, soit à leur famille.

Mais certaines précisions ou indications contenues dans le rapport de M. PLANTE seraient susceptibles, semble-t-il, d'entraîner des modifications aux directives de votre lettre du 21 septembre et me conduisent à vous adresser des propositions qui font l'objet de mes conclusions.

M. PLANTE a fait procéder, pour le compte de la SNCF et sous réserve des régularisations ultérieures, au versement d'un acompte sur le règlement rétroactif déterminé depuis la date à laquelle les intéressés n'ont plus rien reçu de la S.N.C.F. Ce règlement a été établi par le Service de la Comptabilité Générale des C.F.A. d'après les règles de rémunération de ceux-ci, avec retenue de 5% pour la retraite, mais à l'exclusion de l'indemnité algérienne de 23%. Il a, par ailleurs, été tenu compte de la retenue pour délégation d'office, des rémunérations privées, des soldes militaires et des avances reçues.

Lorsque l'agent a été affecté à un Réseau de l'Afrique du NORD le règlement a été arrêté à la date de prise en charge fixée en principe au lendemain de la démobilisation ou, lorsqu'il n'y a pas eu mobilisation au jour de la prise de service.

Les mobilisés reçoivent, chaque mois, l'allocation différentielle. Le cas de certains agents a toutefois été réservé à raison des conditions dans lesquelles ils ont quitté la France ou par suite de l'absence de renseignements sur leur situation.

Les sommes payées au 31 août 1944 pour le compte de la SNCF figurent sur une liste nominative jointe au rapport. Elles seront également mentionnées dans les dossiers individuels.

M. PLANTE précise que les règlements effectués par les C.F.A. ont le caractère d'acomptes provisionnels qui n'ont fait l'objet d'aucune retenue fiscale à la source, ni d'aucune déclaration au fisc.

M. PLANTE indique, en outre, que le règlement des allocations différentielles et des délégations de solde sera poursuivi tant que la S.N.C.F. n'aura pas donné d'instructions contraires.

#### Conclusions -

A) Situation administrative - Cette situation ne pourra être définitivement fixée, dans le cadre des instructions qui font not



l'objet de vos lettres P. 1134 du 14 septembre 1944, P. 1162 du 30 septembre 1944, P. 1258 et P. 1259 du 8 novembre 1944, et P. 1288 du 20 Novembre 1944, que lorsque mes Services auront pu recueillir des intéressés eux-mêmes, dès leur retour en France, toutes les précisions désirables. Il est d'ailleurs possible que certains de ces agents ne soient pas autorisés à reprendre leur service. La question se posera alors de savoir si la S.N.C.F. doit néanmoins prendre à sa charge les sommes versées à ces agents par les C.F.A.

Une fois la situation administrative fixée, l'examen des dossiers individuels permettra aux Services de calculer le rappel de solde auquel les intéressés auront éventuellement droit.

Si certains agents exprimaient le désir d'être affectés définitivement aux C.F.A, la Région informerait ceux-ci, en leur laissant le soin de prendre toute décision utile, des circonstances exactes dans lesquelles ces agents ont cessé leur service à la SNCF.

B) Rapatriement- Pour ce qui concerne les agents non mobilisés je vous prierais d'examiner la possibilité de demander aux C.F.A.

1°) d'inviter ces agents à faire connaître leurs intentions quant à leur rapatriement :

2°) de prendre toutes dispositions utiles en vue de faciliter le retour en France des intéressés.

Cette solution serait, semble-t-il, préférable à celle indiquée dans votre lettre du 21 septembre et qui consisterait à laisser le soin à la Région d'écrire à chaque agent ou aux C.F.A. et d'organiser le rapatriement.

Je vous serais obligé des instructions que vous voudriez bien me donner à ce sujet.

P. Le Directeur de la Région  
l'Ingénieur en Chef  
Chef des Services Administratifs  
signé: MONET.

Copie à M. BIGOT  
pour le tenir informé.  
Paris, le 9 décembre 1944  
P. Le Directeur de la Région  
l'Ingénieur en Chef,  
Chef des Scs Administratifs  
signé: MONET

N° 506 PA/2 Messieurs les Chefs de DTRA...

à titre de renseignement.

14.12.44.

P. Le Chef du Service MT  
signé: OULOT

Monsieur le Chef d'Arrondissement à VESOUL  
19.12.44. P. Le Chef de la DTRA  
signé: JOUVELET

Dépôt de Belfort  
pour gouverner.  
P. Le Chef d'Arrondissement,

22.12.44.

*M. Gailly*  
*21/12/44*  
*7*

*Beneito*

quelque gallois en com. de  
répéter  
M. Marchal Sy  
à Paris May

Bot. Primes en com. de  
com. de 1000 d'années BOT Base Ci-joint état de  
obstant avec une 1000 d'années Base prime Primes  
1000 d'années 1000 d'années 1000 d'années 1000 d'années  
à Simonnot 1000 d'années 1000 d'années 1000 d'années  
à Clément 1000 d'années 1000 d'années 1000 d'années

Pourquoi n'avez-vous pas fourni ces  
renseignements le 6 juin à 7 h comme je  
vous l'ai demandé

Tant m'arriver de suite pour me  
permettre de répondre à TRAZ demain 14  
sans faute

1136.44

Pour le Magazine et pour avoir bien de  
nos faire acheter tout les états que nous  
établissions (voir les modèles de cadastre) nous  
permettons d'établir les modèles: surtout les  
imprimés pour la situation financière des provinces  
de Guinée et hydrocarbures

VR50 UL, 1e 3 Juin 1944

Dépôt de Belfort

Le faire connaître pour le 7 et, le détail des documents comptables disparus ou détruits au cours des récents bombardements.

Vous me ferez également connaître si des mesures spéciales sont à prendre en ce qui concerne les primes de traction (BT adressés en totalité ou en partie au BRB).

Prendre dès maintenant toutes les mesures préventives dictées par la présente instruction, m'adresser notamment vos attachements P II 50 depuis janvier ainsi que les divers états de primes de production atelier et service général depuis cette date. Me faire connaître le nombre de jeux de nomenclature dont vous pouvez disposer ainsi que les documents qui vous sont nécessaires pour réorganiser votre comptabilité combustibles ou magasin.

Un transmis complémentaire vous sera adressé après réception des renseignements demandés ci-dessus.

P/ Le Chef d'Arrondissement.

5 JUN 1944





Tirage = 50 ex.

Paris, le 2 juin 1944

N° 267.660

Monsieur le Chef d'Arrondissement  
à PARIS  
VESOUL  
NANCY  
CHARLEVILLE  
REIMS,

OBJET - Mesures provisoires à appliquer par les dépôts en cas de destruction complète de tous documents comptables et d'attachements de main-d'oeuvre par suite de bombardement.

A - Situations d'utilisation du personnel - Attachements - Graphiques comptables.

Faire établir par chaque agent une petite fiche indiquant:

- a) pour chacune des journées précédant le bombardement, l'affectation sommaire ou les motifs d'absence des intéressés:
  - service route ou service gare (avec indication de la série des machines montées le plus fréquemment) - service de dépôt - Réserve - Atelier - disponible .... etc...., pour le personnel de conduite.
  - ajustage - montage - chaudronnerie - machines-outils - entretien courant .... lavage - allumage - ramonage - chantier - divers .... etc.. pour le personnel sédentaire.
  - repos - congé - maladie - blessure ES - en déplacement à ... etc... pour tous les agents.
- b) depuis le début de l'exercice: le nombre de jours de congé réglementaire obtenus.

B - Repos - Congés - Maladie

On admettra que tout le personnel est à jour dans l'attribution des repos à la date du bombardement. Les réclamations seront, le cas échéant, examinées avec bienveillance.

A l'aide du fichier de gestion, l'Arrondissement établira un état nominatif indiquant, depuis le début de l'exercice, les nombres de jours de congé extra-réglementaire, maladie, absence.... à imputer par le dépôt au compte de chaque agent.

Dès maintenant et à titre provisoire (durée des hostilités) les Arrondissements devront archiver les attachements P.II.50 des dépôts, ce qui évitera par la suite d'appliquer les dispositions prévues ci-dessus.

Les attachements P.II.50 du mois d'avril sont à archiver immédiatement dans des conditions.

C - Ventilation "Main-d'Oeuvre"

Pour la période précédant le bombardement, on opérera à l'aide des fiches dont il est question en A en assimilant, si besoin est, au compte rendu du mois précédent (à réclamer à la S.B.C.) pour la période correspondante.

.....

Pour la période suivant le bombardement, le pointage des présences et l'indication des affectations sont indispensables.

Ne pas omettre les temps à imputer au Code 4811 (compte de guerre).

#### D - Primes de traction

Il convient de considérer successivement:

- a) les primes acquises avant le bombardement,
- b) d° après d°

— a) Primes acquises avant le bombardement.

2 cas peuvent se présenter:

- 1°- Il y a eu moins de 15 journées complètes de B.T. et B.M. adressées au Bureau régional de statistique.

L'Atelier Central de Mécanographie ne calculera aucune des primes prévues.

Par journée de service effectif de route sur les machines ou autorails, le dépôt paiera à chaque agent une prime forfaitaire journalière dont le taux sera fixé par la Division pour chacune des séries à l'effectif du dépôt (ce taux représentera le gain journalier prévu d'après le barème de principe établi par la Division).

Le Chef d'Arrondissement demandera connaissance des taux en question par note 657 F (2 exemplaires).

Pour les manœuvres de gare, il sera attribué aux agents en premier une prime journalière forfaitaire dont le taux est indiqué ci-après:

- ( - catégorie 12 (services faciles) = 15 francs
- d° 13 (services moyens) = 18 "
- d° 14 (services difficiles) = 20 francs

( Les primes forfaitaires à attribuer aux chauffeurs et agents en 2ème du service de manœuvres seront égales aux 2/3 des primes définies ci-dessus pour les services de route et les services de manœuvres.

- 2°- Il y a eu au moins 15 journées complètes de B.T. et de B.M. adressées au Bureau régional de statistique.

L'Atelier Central de Mécanographie calculera pour la période correspondante:

- les primes de parcours et de temps gagné, suivant les dispositions de la N.T. 33 T;
- les primes d'économie de combustibles - au prorata des parcours - sur la base de la prime par 1000 km prévue au barème de principe. Le dépôt aura donc à fournir le nombre "n" par série et index correspondant à la dite période.

L'Atelier Central de Mécanographie établira le relevé (état n° 8) des primes en question et le dépôt devra ajouter, sur relevé mod. P.II/15.4 du mois considéré, les primes acquises en application des dispositions du 1° du présent à celles "accessoires" acquises par application des instructions de l'Annexe II à la N.T. 33 T.

- b) Primes acquises après destruction totale ou partielle du dépôt.

Les agents de conduite, même sinistrés, doivent se faire recenser dans un délai raisonnable auprès de leur chef de dépôt qui peut



apprécier la durée du congé exceptionnel à accorder à chaque agent.

Il paraît donc possible de classer les agents en 2 catégories

- a) ceux qui se sont fait recenser et ont repris leur service à l'expiration du congé accordé par le Chef de dépôt;
- b) ceux qui sont en position d'absence irrégulière.

Aucune prime n'est à payer aux agents de la catégorie b.

Les agents de la catégorie a recevront:

- soit les primes accessoires prévues pour les journées de congé et pour les fonctions effectivement remplies en dehors du service des machines, (service intérieur, y compris travaux de déblaiement, atelier, détachement à l'Exploitation, à la Voie, etc...)
- soit, s'ils ont assuré du service de conduite, les primes prévues au paragraphe a précédent - rubrique 1°).

#### E - Primes de production des agents sédentaires

##### 1°- Période antérieure au bombardement:

Payer la prime horaire réalisée individuellement au cours des 3 derniers mois connus.

En vue d'éviter, dans toute la mesure du possible, la destruction des états de primes, ceux-ci seront à conserver au bureau de chaque Arrondissement pendant ce délai de 3 mois pour être communiqués en cas de besoin aux dépôts intéressés.

Néanmoins au cas où la destruction n'aurait pu être évitée, prendre la moyenne des 2 derniers mois connus et même du dernier mois le cas échéant.

##### 2°- Période postérieure au bombardement:

Etant donné d'une part que le personnel est utilisé en général à des travaux de déblaiement et d'autre part que les autres travaux (Atelier et Scc intérieur) sont susceptibles d'être non seulement très réduits, mais également d'être effectués dans des conditions anormales, on paiera la prime prévue pour "travaux non tarifés" (Application de la N.T. 74 T) en se basant sur le boni du dernier mois connu.

Mêmes dispositions que pour les agents de conduite en ce qui concerne les absences consécutives au bombardement.

#### F - Paiement des dérogations

Il y a lieu de reconstituer le service de l'agent dans toute la mesure du possible, si cela ne peut vraiment se faire, on paiera la moyenne journalière individuelle des sommes payées à ce titre au cours du mois précédent.

#### G - Paiement des indemnités de déplacement

##### a) Personnel de conduite:

On calculera ces indemnités en se basant sur les roulements réguliers avec assimilation pour le service supplémentaire.

##### b) Personnel sédentaire:

On effectuera le décompte d'après renseignements des fiches



individuelles dont il est question au § A.

H - Gratification pour nettoyage des machines.

Cette gratification n'étant pas fonction du parcours effectué par les chauffeurs, aucune modification n'est à apporter aux conditions d'attribution fixées par l'Annexe VI au Règlement P2.

I - Paiement des allocations de mitrillage

Comme pour le paiement des dérogations, il conviendra de reconstituer le service des agents dans toute la mesure du possible. En cas d'impossibilité, on paiera le cas échéant à l'agent la moyenne des sommes qui lui ont été payées à ce titre pour le service du mois précédent.

J - Parcours des machines

L'Atelier Central de Mécanographie donnera les parcours relevés d'après les B.T. et B.M. qui lui auront été adressés.

Si le dépôt est en mesure de déterminer approximativement les parcours correspondant aux B.T. et B.M. détruits, il pourra les ajouter aux premiers pour en tenir compte dans la mise à jour des livrets de machines et l'établissement des statistiques de réparation.

K - Magasin

L'arrondissement se préoccupera de rechercher un jeu de nomenclature disponible et de faire établir une collection d'étiquettes amorcées pour les articles d'ordre courant.

Ces étiquettes seront mises à jour au fur et à mesure des récupérations et les prix unitaires correspondants seront demandés aux Magasins fournisseurs.

On établira ensuite un relevé mod. 528 I pour déterminer un nouveau solde débiteur. La différence, entre ce solde et celui correspondant à la dernière journée des bons matières comptabilisés, sera imputée au Compte Guerre.

L - Combustible.

On demandera à la Subdivision de la Comptabilité, en communication, le compte rendu mod. 512/6 du mois antérieur où l'on trouvera, pour les diverses catégories de combustible en présence, les restes au 1er du mois en cours.

La reconstitution des entrées et des sorties depuis le 1er sera effectuée de la façon suivante:

1°- Entrées

a) Combustibles traction et combustibles divers

On demandera à la Division la liste des wagons expédiés au dépôt jusqu'au jour du bombardement par les mines ou points frontières.

Sur cette liste, le dépôt biffera, au fur et à mesure de leur arrivée, les wagons reçus après le bombardement, la somme des tonnages représentés par le chargement des autres wagons représentera le montant des entrées faites depuis le 1er du mois jusqu'au jour du bombardement.

.....

b) Combustibles FD

On demandera au groupement charbonnier auquel est rattaché le dépôt d'indiquer, si possible, les Nos de wagons et tonnages expédiés au dépôt depuis le 1er du mois.

Nota - Chaque fois que la gare PV sera en mesure de le faire, on lui demandera d'indiquer d'après les documents qu'elle possède, et en vue de reconstituer les entrées comme il est dit ci-dessus, le montant des tonnages effectivement livrés au dépôt depuis le 1er du mois. Cette méthode sera d'ailleurs appliquée chaque fois que ce sera possible, de préférence aux méthodes a et b ci-dessus.

2°- Sorties

a) Combustibles traction

On demandera à l'arrondissement en communication les situations semi-décadaires mod. 565 F établies par le dépôt depuis le 1er du mois jusqu'au dernier jour de la demi-décade ayant précédé celle du bombardement. Le montant des sorties indiquées par l'ensemble de ces documents sera multiplié par le rapport  $\frac{J+n}{J}$  dans lequel J représente

le nombre de jours correspondant aux situations 565 F et n le nombre de jours écoulés entre la dernière situation 565 F et le jour du bombardement, celui-ci compris. Par exemple, si le bombardement a eu lieu le 24 d'un mois donné, le montant des sorties connues d'après les situations mod. 565 F jusqu'au 20 sera multiplié par le coefficient 1,2.

b) Autres combustibles

Les sorties seront déterminées approximativement d'après les souvenirs du gestionnaire et au besoin après inventaire. Sorties = Restes au 1er du mois antérieur + entrées du mois - Restes après bombardement.

Il restera ensuite à ouvrir un nouveau registre 511 ter sur lequel on reportera la valeur des restes au 1er du mois antérieur et celle des entrées déterminées comme il est dit ci-dessus ainsi qu'un nouveau registre 535 D sur lequel on reportera la valeur des sorties calculées également comme ci-dessus. On reprendra ensuite la tenue de la comptabilité dans les conditions normales.

Le Chef de la Division  
de la Traction,

Signature



A.28.G.8.

Paris, le 5 Septembre 1944.

N°2532 IM 67-O-3-2.

OBJET: Matériels et appareillages d'installations fixes détruits ou endommagés par faits de guerre.

DÉPÔT DE BELFORT	
CARTON N°	A. 28
DOSSIER	H

Monsieur le Chef d'Arrondissement de Traction  
à...VESOUL,

Suite à ma lettre N°2249 IM du 11 juillet 1944 relative à la liste des matériels et appareillages d'installations fixes détruits ou endommagés par faits de guerre.

Certains Arrondissements ayant fait figurer sur leurs états des machines-outils et le petit outillage, je vous rappelle que seuls les matériels et appareillages d'installations fixes figurant à titre d'exemple sur la liste jointe à ma lettre rappelée ci-dessus doivent être portés sur vos états, qui

Votre prochain état/devra me parvenir maintenant pour le 10 Octobre prochain sans faute, devra être établi suivant le modèle annexé à ma lettre précitée et comporter notamment toutes les caractéristiques principales des installations détruites depuis la date d'établissement de votre dernier état.

Le Chef de la Subdivision  
Installations et Electricité,

Signé:

-----  
Dépôt de

*Belfort,*

Pour les suites.

Etat à m'adresser pour le 6 en tenant compte des précisions ci-dessus.

Les derniers états comportent les renseignements du mois de juillet.

29.9.44.

P. Le Chef d'Arrondissement,

*Benet*

*M. H. Klingner  
Voir avec Truch  
27/11/44*



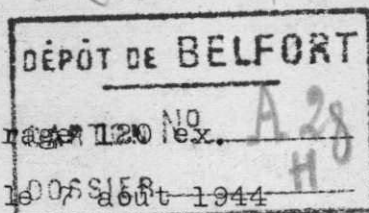
S.N.C.F.  
Service des  
Approvisionnements

-----  
Subdivision des Etudes  
et du Contrôle Technique

-----  
Atp 1140

W - tirage 120 lex.

PARIS, le 07 août 1944



GM/15

Monsieur le Directeur du Service Central T  
Monsieur le Directeur du Service Central V  
Monsieur le Directeur du Service Central M  
Monsieur le Chef du Service E

OBJET: Fournitures perdues ou avariées par suite de faits de guerre.

M.le Directeur Général a récemment décidé de s'en tenir strictement aux règles de droit pour le paiement des fournitures commandées par la S.N.C.F. dans l'industrie privée et perdues ou avariées par suite de faits de guerre (1)(bombardements, mitraillages, déraillements consécutifs à des attentats, etc...).

D'après ces règles, les dommages dont il s'agit sont à la charge du propriétaire des fournitures. Or, aux termes de l'article 22 du cahier des Clauses et Conditions Générales applicables aux marchés de fournitures, la S.N.C.F. devient propriétaire seulement après la réception définitive en magasin des marchandises qui lui sont livrées en exécution de ses marchés ou commandes.

Font toutefois exception à cette règle les fournitures pour lesquelles il y a déjà eu paiement d'acompte et qui sont devenues ipso facto propriété de la S.N.C.F. ainsi que celles pour lesquelles les contrats comportent une clause plaçant le transfert de propriété avant l'exécution du transport. Dans tout ce qui suit, le cas où la S.N.C.F. a explicitement pris à sa charge, avant expédition, les risques en cours de transport sera assimilé au cas où elle est propriétaire de la marchandise.(2)

Les Services acheteurs doivent refuser le paiement des fournitures dont la S.N.C.F. n'est pas devenue propriétaire et laisser le soin aux Services Commerciaux d'apprécier si les réclamations des expéditeurs de fournitures non parvenues à destination doivent ou non être accueillies favorablement.

.....

- 
- (1) Rien n'est modifié aux règles antérieures en ce qui concerne les pertes ou avaries dues à toute cause autre que des faits de guerre.
- (2) Les Magasins en sont avisés soit par une annotation sur la copie de la commande, soit par une copie de la correspondance donnant accord sur ce point au fournisseur. Je précise à ce sujet que cet accord doit être donné pour une ou des commandes déterminées et non de façon permanente.

Jusqu'à présent, le transporteur était tenu de prendre à sa charge les conséquences des dommages subis en cours de transport à moins qu'il n'apportât la preuve que ces dommages résultaient d'un cas de force majeure dans lesquels rentrent les faits de guerre tels que nous les avons définis plus haut. Un arrêté, dont la publication est attendue, va dégager la S.N.C.F. de sa responsabilité en tant que transporteur pour les marchandises qui auront circulé dans des zones géographiques déterminées. Il lui suffira donc d'établir le cas échéant que les marchandises non parvenues à destination ont circulé dans ces zones pour n'avoir pas à en régler la valeur à l'expéditeur.

Compte tenu de ces principes, il est possible de poser les règles suivantes que je vous demande de vouloir bien répercuter aux Magasins dépendant de votre Service:

- 1°) Fournitures parvenues au Magasin (ou à l'établissement destinataire) mais détruites par faits de guerre avant réception définitive.

Le contrat de transport a été exécuté mais le transfert de propriété n'a pas eu lieu. La S.N.C.F. ne peut refuser le paiement que si elle peut faire la preuve que la réception définitive n'avait pu matériellement être effectuée avant la destruction (On peut admettre pratiquement que la responsabilité de la S.N.C.F. est engagée si la marchandise a séjourné dans le Magasin pendant un jour ouvrable non compris le jour de l'arrivée (1).

Si cette preuve ne peut être faite les factures du fournisseur devront être réglées et leur montant porté au compte "Dommages de guerre". Si elle peut l'être, les factures doivent être renvoyées au Service avec une note sur les circonstances de la destruction des marchandises. Le Service les renverra au fournisseur en l'avisant du sinistre pour lui permettre de faire valoir ses droits éventuels à dommages de guerre.

- 2°) Fournitures non parvenues

Lorsqu'une fourniture n'est pas parvenue à destination dans un délai compatible avec le trajet à effectuer et au plus tard le 30ème jour après la date d'expédition, l'établissement de prise en charge demande des renseignements:

- 1°) s'il s'agit d'un wagon complet au Bureau du Mouvement des Wagons, 212 rue de Bercy à PARIS.
- 2°) s'il s'agit d'une expédition de détail, à la Division Commerciale de sa Région.

D'après les renseignements reçus, divers cas peuvent se présenter:

- 1° - La marchandise a été livrée à un établissement S.N.C.F. autre que le destinataire prévu à la commande sur ordre d'une Commission de déchargement en vertu de l'arrêté du 19 mai 19 44 (J.O. du 18.6).

L'Etablissement de prise en charge s'adresse au destinataire, lui demande de reconnaître la marchandise; sur le résultat de cette reconnaissance, il prend en charge dans les conditions habituelles.

---

(1) Cette règle pratique doit rester d'ordre intérieur et ne doit en aucun cas être portée à la connaissance des fournisseurs.



2° - La marchandise a été attribuée définitivement à un tiers par une Commission de déchargement.

Ce cas doit être exceptionnel puisque la S.N.C.F. est représentée dans les Commissions de déchargement et que ses représentants ont pour instruction de s'opposer quand c'est possible à l'attribution à un tiers de marchandises qui lui sont destinées.

Lorsque le cas se produit malgré tout, l'Etablissement de prise en charge doit en aviser dès qu'il en a connaissance le Service A qui tentera de faire restituer la marchandise à la S.N.C.F. S'il aboutit il prendra les dispositions utiles pour la faire diriger sur un établissement S.N.C.F. et on se retrouvera dans le cas 1° ci-dessus. Si l'enlèvement ne peut être effectué, la marchandise restera en dépôt pour notre compte chez le tiers détenteur et on se trouvera dans le cas 3° ci-dessous.

Dans l'un et l'autre cas, le tiers détenteur provisoire aura pu supporter des frais de manutention qu'il nous facturera. Le Service A, après avoir au besoin pris l'avis d'un service compétent (gare, magasin) acceptera cette facture et la transmettra à l'établissement destinataire pour prise en charge.

Si le Service A n'obtient pas la restitution, il convient de rechercher qui était propriétaire de la marchandise au moment où elle a été saisie par la Commission de déchargement.

Si c'est la S.N.C.F. (paiement d'un acompte, convention formelle de livraison, départ ou prise à notre charge des risques de guerre), le Service A transmet la facture à l'établissement destinataire en vue de sa prise en charge. Ce dernier établit, en même temps, un mandat de recette qu'il envoie aux Services Financiers pour le recouvrement sur le nouvel attributaire du montant de la facture du fournisseur et éventuellement des frais de transport exposés par la S.N.C.F. et sous réserve des majorations qui pourraient ultérieurement être dues au fournisseur primitif.

Dans le cas contraire, l'expéditeur étant resté propriétaire, supporte le risque et le Service A se borne à l'aviser de la décision prise par la Commission en lui renvoyant la facture qu'il doit adresser au nouvel attributaire. Eventuellement, le Service A saisit la gare expéditrice en vue du recouvrement des frais de transport jusqu'au lieu de déchargement.

3° - La marchandise est mise en dépôt sans être attribuée ni à la S.N.C.F. ni à un tiers.

L'Etablissement de prise en charge doit en aviser aussitôt le Service A qui se met en rapport avec l'O.C.R.P.I. pour obtenir l'attribution définitive à la S.N.C.F. S'il obtient satisfaction il procède ensuite comme au 1° ci-dessus. Sinon, il examine qui était propriétaire de la marchandise au moment de la saisie par la Commission de déchargement. Si c'est la S.N.C.F., il fait procéder au paiement de la facture du fournisseur comme s'il s'agissait d'un acompte de 100%. Si la marchandise est reprise plus tard chez le dépositaire, l'établissement destinataire la prendra en charge.

Si elle est ultérieurement attribuée à un tiers, on procédera comme indiqué ci-dessus au 2°.

Si le fournisseur était propriétaire, le Service A l'avise que la marchandise a été mise à disposition de l'O.C.R.P.I. et que les démarches sont faites pour la faire attribuer à la S.N.C.F. et qu'en attendant il maintient la facture en suspens.

.....



Si la marchandise est détruite au dépôt provisoire avant attribution c'est le propriétaire qui supporte le dommage.

4° - Aucun renseignement ne peut être obtenu.

Dans ce cas, quinze jours après la réponse négative du B.M.W. ou de la Division Commerciale Régionale, l'établissement de prise en charge avise le Service A qui agit comme si la marchandise était détruite par faits de guerre, c'est-à-dire ordonne le paiement ou renvoie la facture au fournisseur selon que la S.N.C.F. était propriétaire ou non. Dans le cas de paiement ce dernier s'accompagne de réserves pour le cas où les marchandises parvenant tardivement à destination des redressements seraient à opérer.

Dans le cas de refus de paiement, il invite le fournisseur à présenter une demande en remboursement à la gare expéditrice.

Jusqu'à nouvel avis, il ne devra plus être fait aucune prise en charge par application de l'art. 9 de l'I.G. MT-VB N°252 d qui ne s'applique qu'au cas où la S.N.C.F., bien que non responsable en tant que client, le reste en tant que transporteur.

Le Directeur du Service

Signé: COULLIE

Copie transmise à:

MM. les Chefs de Division Am - Ab

M. le Chef de la Subdivision Ar

A titre d'instruction.

PARIS, le

Le Directeur du Service

Signé: COULLIE

*M. H. Hclup  
Contremaitre  
Marchal  
Nagasin  
pour Instruction  
13/12*

A.28.9.8.  
24 Octobre 1944.7912 P  
Allocation "R"Lettre P.940 du  
7.7.44.

Monsieur le Chef des Services Administratifs,

DÉPÔT DE BELFORT
CARTON N° A.28
DOSSIER H

Je vous adresse une liste complémentaires des Etablissements ayant subi un bombardement nécessitant des réparations d'une certaine importance qui ont été exécutées avec le concours d'ouvriers d'entreprises ou de requis civils auxquels il a été payé une prime journalière de 25f.

Etablissement	Date du ou des bombardements
Gare de Saint-Julien	3 août 1944
Gare et Dépôt de Troyes-Preize	10 août 1944
Gare et dépôt de Blainville	29 juin 1944
Gare de Reims	17 août 1944
Ligne 10 - km 211.450	9 & 12 août 1944

Je vous propose d'accorder l'allocation "R" aux agents du cadre permanent et aux auxiliaires ayant travaillé dans ces établissements pendant la période à prendre en considération conformément aux dispositions de la lettre P.940 du 7 juillet 1944.

Je suis saisi par ailleurs de propositions de paiement de l'allocation "R" visant des établissements bombardés dont la remise en état s'est faite sans le concours d'ouvriers d'entreprises ou de requis civils. Je vous prie de me confirmer qu'il convient toujours de s'en tenir aux dispositions de la lettre P.940 précitée et de ne donner aucune suite favorable à ces propositions.

P.Le Chef du Service de la Voie  
et des Bâtiments,  
Signé:CHOPINET.

Retourné à Monsieur le Chef du Service VB.  
D'accord.

Paris, le

Copie à M.BIGOT,

Pour opérer de même en ce qui concerne son personnel.

Paris, le 3 Novembre 1944.

P.Le Chef des Services Administratifs,  
Signé:VERNIER.

Paris, le 13 Novembre 1944.

Messieurs les Chefs de Division  
... et d'Arrondissement,

N°539 PA.2

Pour gouverner.

La lettre P.940 ci-dessus rappelée a fait l'objet de ma transmission N°444 PB2 du 22.7.44.

L'allocation "R" est accordée aux agents des établissements ci-dessus désignés et aux agents en déplacement dans ces établissements pour chaque jour de travail effectif comportant au moins 5 heures de présence dans l'établissement sinistré.

P.Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,  
signé:KEUFFER.

Dépôt de Belfort,  
Les suites s'il y a lieu.  
(17.11.44). Le Chef d'Arrondissement.

MT/E  
Subdivision du Personnel

15/12/44



Paris, le 8 décembre 1944

DÉPÔT DE BELFORT	
CARTON N°	A 28
DOSSIER	HL

N° 1413 G

Monsieur le Chef du Service  
de l'Exploitation,

Par lettre G<sup>4</sup> A. 2770 du 28 novembre 1944, vous m'avez fait connaître que des agents de la gare de Noisy-le-Sec ne pouvant, faute de locaux, réintégrer cette localité, désireraient bénéficier, lorsqu'ils déménageront pour se rapprocher de leur lieu d'emploi, des mêmes avantages que ceux accordés à leurs collègues qui ont pu se réinstaller à Noisy-le-Sec.

Il conviendra de donner satisfaction à ces demandes lorsque le rapprochement sera effectif et permettra à l'agent de venir sans difficulté à son travail, étant entendu, d'autre part, que ce déménagement aura pour effet de faire cesser le paiement de l'allocation de séparation.

L'Ingénieur en Chef,  
Chef des Services  
Administratifs,  
signé: MONET

Copie à MM. BIGOT, OUDOTTE  
et MONET

Copie à M. BIGOT  
Paris, le 8 décembre 1944  
L'Ingénieur en Chef,  
Chef des Services  
Administratifs,  
signé: MONET

MT/E

Subdivision  
du Personnel

N° 583 PA2

Ci<sup>t</sup> P2b.28

Messieurs les Chefs de Division,  
Subdivision  
et d'Arrondissement,

Pour gouverner et agir de conformité.

Paris, le 13 décembre 1944  
P. le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,

OUDOT

*Dépôt de Belfort.*

*Pour prendre note.*

19 DEC 1944

Le Chef d'Arrondissement

*Benet*

*Benet  
22/12/44*



Paris, le 8 décembre 1944

Monsieur le Chef du Service  
de l'Exploitation,

N° 1413 G

Par lettre G<sup>4</sup> A. 2770 du 28 novembre 1944, vous m'avez fait connaître que des agents de la gare de Noisy-le-Sec ne pouvant, faute de locaux, réintégrer cette localité, désireraient bénéficier, lorsqu'ils déménageront pour se rapprocher de leur lieu d'emploi, des mêmes avantages que ceux accordés à leurs collègues qui ont pu se réinstaller à Noisy-le-Sec.

Il conviendra de donner satisfaction à ces demandes lorsque le rapprochement sera effectif et permettra à l'agent de venir sans difficulté à son travail, étant entendu, d'autre part, que ce déménagement aura pour effet de faire cesser le paiement de l'allocation de séparation.

L'Ingénieur en Chef,  
Chef des Services  
Administratifs,  
signé: MONET

Copie à MM. BIGOT, OUDOTTE  
et MONET

Copie à M. BIGOT  
Paris, le 8 décembre 1944  
L'Ingénieur en Chef,  
Chef des Services  
Administratifs,  
signé: MONET

-----

MT/E

Subdivision  
du Personnel

-----  
N° 583 PA2

-----  
Clt P2b.28

Messieurs les Chefs de Division,  
Subdivision  
et d'Arrondissement,

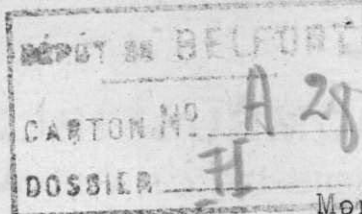
Pour gouverner et agir de conformité.

Paris, le 13 décembre 1944  
P. le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,  
OUDOT

W - tirage: 130 ex.

PARIS, le 16 février 1945

N° 547

Monsieur le Chef du Service  
de l'Exploitation

Par lettre G<sup>4</sup>-A.2.01 du 6 février 1945, vous m'avez fait connaître que des agents de la gare de Pantin vous avaient demandé le remboursement d'effets de travail, chaussures professionnelles et objets divers entreposés par les intéressés dans les vestiaires S.N.C.F. détruits ou disparus à la suite d'incendies ou de pillages survenus pendant les journées de libération.

Vous avez cru devoir, en vous référant à la décision de M. le Directeur Général du 5 octobre 1944, donner satisfaction à ces agents en ce qui concerne la perte de vêtements de travail et chaussures professionnelles.

Les événements survenus pendant la période de libération ne peuvent être systématiquement assimilés aux faits de guerre envisagés par M. le Directeur Général. Ces derniers ne peuvent concerner que des événements inopinés, tels que bombardements aériens, au cours desquels les agents n'ont pas le temps matériel de sauver leurs effets déposés dans les armoires vestiaires, bureaux, ateliers etc...

Lors de la cessation de service au moment de la Libération, les agents ont eu, dans la plupart des cas, la possibilité d'emporter avec eux tous leurs effets de travail; beaucoup ont pu même revenir sur leur lieu de travail à diverses reprises. Le remboursement demandé n'était donc pas pleinement justifié. J'ai décidé toutefois, à titre tout à fait exceptionnel, de ne pas revenir sur la mesure que vous avez prise.

Bien entendu, aucune indemnité n'est à accorder aux intéressés pour les autres objets disparus, tels que pardessus, musettes, parapluies etc...

P. le Directeur

Directeur de la Région p.i.

L'Ingénieur en Chef

Chef des Services Administratifs

Signé: MONET

Copie à MM. BIGOT, OUDOTTE, MONET.

Copie à M. BIGOT

PARIS, le 16 février 1945

L'Ingénieur en Chef,

Chef des Services Administratifs

Signé: MONET.

MT/E

Subdivision du  
Personnel

Messieurs les Chefs de Division, Arrondissement et assimilés

N° 56 PA<sup>2</sup>/45Cl<sup>t</sup> P2 B 28

Pour gouverner et agir de conformité, le cas échéant.

La décision de M. le Directeur Général en date du 5.10.44

a fait l'objet de mon transmis N°446 PA<sup>1</sup> du 30.10.44

PARIS, le 1.3.45

Depot de BELFORT

P. le Chef du Service MT.

Prendre note et agir, Le Chef de la Division du Service Général en conformité le cas échéant.

5/3/45

P. le Chef d'Arrondissement, BAILLEUL.

*[Handwritten signatures and notes]*  
 6341  
 6341